

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 24 - mai 1984

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

LE 29 MAI 1984 :

**250 000 métallurgistes
manifestent à Bonn** (lire page 3)



« Raus Kohl » (Dehors Kohl) scandaient les manifestants...

**« CONTRE LE MARCHÉ COMMUN
DU CHOMAGE ET DE LA MISÈRE,
CONTRE LES PLANS D'AUSTERITÉ,
POUR LES DROITS DES PEUPLES »**

**(Déclaration du Conseil général
de « IV^e Internationale-CIR »)**

**(Le dossier de ce numéro de *Tribune Internationale*
est consacré à la réunion du Conseil général)**

AMÉRIQUE CENTRALE :

Après les élections au Salvador

(lire pages 4 et 5)

BRESIL :

La lutte pour les élections directes

(lire pages 10 et 11)

**L'étudiant Olivier Roux
détenu en Pologne
depuis 50 jours !**



**ARRACHONS
SA LIBÉRATION !**

(lire page 3)

PREMIERE VICTOIRE :

90 DETENUS POLITIQUES LIBERES

Tribune internationale, dans ses précédents numéros, a informé régulièrement ses lecteurs de la vague de répression qui a eu lieu en Algérie depuis septembre 1983 et de la campagne commencée en France, où ce comité s'est constitué, par le Comité pour la libération des emprisonnés politiques, et qui a très vite pris une dimension internationale.

RAPPELONS quelques faits : fin septembre et octobre 1983, arrestation de plus de 300 personnes, dont certaines accusées d'avoir eu des relations avec Ben Bella, des défenseurs de la culture kabyle, des « islamistes » et une animatrice du « Collectif femmes » (Fattouma Ouzegane).

• Décembre 1983 : arrestation de deux autres animatrices du « Collectif femmes » et de militants accusés d'appartenance à l'Organisation socialiste des travailleurs.

• 9 février 1984 : constitution à Paris du Comité pour la libération des emprisonnés politiques en Algérie, à l'appel de 120 personnalités.

• 16 mars 1984 : puissant meeting à Paris qui décide de l'envoi d'une délégation en Algérie (délégation composée de Maîtres Yves Dechezelles et Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, mandatés par la Fédération internationale des droits de l'homme et le barreau de Paris), et qui séjournera à Alger du 10 au 15 avril 1984.

La campagne se poursuit simultanément en France, auprès des travailleurs (plus de 20 000 signatures) et des personnalités (plus de 3 000 signataires de l'appel), ainsi que dans de nombreux pays (Allemagne, Angleterre, Espagne, Portugal, Hollande, Belgique, Suisse, Irlande, Sénégal, Canada, Mexique, etc.)

• 26 avril 1984 : conférence de presse de la délégation dont la presse se fera largement l'écho.

• 13 mai 1984 : libération de quatre-vingt-dix détenus politiques.

C'est donc au terme d'une importante campagne qui aura duré quatre mois, et dans laquelle les sections de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » ont engagé toutes leurs forces sur la ligne de l'unité la plus large dans le combat pour les libertés démocratiques, que surviennent ces libérations.

Il faut remarquer que c'est la première fois qu'une telle campagne, en ce qui concerne l'Algérie, se déroule à une échelle aussi vaste, brisant ainsi le mur du silence fait autour de la réalité de ce pays 22 ans après l'indépendance. C'est aussi la première fois que le quotidien national officiel, *El Moudjahid*, publie la liste de prisonniers politiques libérés.

Et en tête de cette liste, figurent les noms de quatre femmes dont les animatrices du « Collectif femmes » (Fattouma Ouzegane, Louiza Hannoun, Leïla Souidi-Benallègue).

La signification du combat mené par ces trois femmes mérite qu'on s'y arrête, parce qu'il cristallise les enjeux politiques qui traversent toute la société algérienne.

Ces femmes ne veulent pas du code de la famille qui fait de la femme algérienne un être mineur. Elles décident de rédiger une pétition, de la faire circuler au grand jour.

Elles se réunissent en assemblées générales qui regroupent, au vu et au su de tous, des femmes travailleuses, des femmes au foyer, des étudiantes, des militantes de la lutte armée de libération nationale dont plusieurs avaient connu les prisons et les tor-

tures de l'impérialisme français.

Ecartant les procédés de la « clandestinité » ou du « secret », elles décident de faire connaître leurs aspirations, s'adressent aux avocats du barreau d'Alger qui, à leur tour, se réunissent et prennent position sous la forme d'amendements contradictoires au projet gouvernemental.

Elles s'organisent et prennent leurs décisions après réflexions et discussions où chacun peut exprimer librement son point de vue et le défendre.

Enfin, en allant plus loin encore, elles décident de se rendre à l'Assemblée nationale. Leur protestation se conclut par une manifestation publique sur les marches de la grande poste d'Alger. « *Le peuple algérien doit décider !* » Le 24 octobre 1982, Chadli prend la décision de différer l'adoption du projet de statut personnel. Tout au long de leur action, les femmes, comme elles l'ont elles-

naissance et la légalisation de tous les partis, toutes les organisations en Algérie, permettant l'exercice du libre débat et de la démocratie pleine et entière, droit inaliénable pour chaque citoyen, dans une société, de faire valoir ses positions.

Pour que, en toute conscience, tous les Algériens, hommes et femmes, puissent trancher sur la validité ou l'inanité des politiques avancées par les uns ou par les autres. Oui, « *le peuple algérien doit décider* ».

L'Organisation socialiste des travailleurs (OST, section algérienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », comme toute autre organisation, parti ou groupe, doit elle aussi pouvoir faire connaître et défendre légalement ses positions, positions développées régulièrement dans son organe *Tribune ouvrière* et dont nous donnons quelques extraits :

« (...) Les trotskystes algériens combattent inconditionnellement pour la défense des revendications démocratiques et avant tout pour le droit du peuple algérien de décider de sa souveraineté exprimé dans le mot d'ordre de Constituante souveraine.



Leïla Souidi

Fatouma Ouzegane Louiza Hannoun

M. S. Nekkache

A. Benmansour

A. Arfoutni

A. Asnoui

T. Douma

B. Akli

mêmes expliqué, ont voulu que tout se déroule publiquement et leur mot d'ordre a été : « *Oui à la démocratie, non au silence, le peuple algérien doit décider !* »

C'est cela qu'on a voulu interrompre en emprisonnant ces femmes et ces hommes. La libération des détenus pour délit d'opinion doit ouvrir en Algérie une situation nouvelle, en remettant à l'ordre du jour la nécessité d'un fonctionnement démocratique de toute la société algérienne, vivant par là même dans le libre débat avec toutes les libertés d'expression, d'opinion, d'organisation. Avec toute sa diversité, sa richesse culturelle. Avec le droit de s'exprimer par écrit et oralement dans la langue berbère. En disposant de la possibilité d'utiliser d'un instrument syndical indépendant de la politique gouvernementale, et donc permettant le choix des représentants syndicaux dans l'entreprise.

La libération des quatre-vingt-dix en Algérie devrait avoir comme signification la reconnaissance de la diversité des opinions exprimées et donc la libération de tous les détenus politiques. Et en conséquence, la recon-

naissance et la légalisation de tous les partis, toutes les organisations en Algérie, permettant l'exercice du libre débat et de la démocratie pleine et entière, droit inaliénable pour chaque citoyen, dans une société, de faire valoir ses positions.

« (...) Les trotskystes algériens combattent inconditionnellement pour la défense des revendications démocratiques et avant tout pour le droit du peuple algérien de décider de sa souveraineté exprimé dans le mot d'ordre de Constituante souveraine.

« *Le peuple algérien doit décider !* » Le 24 octobre 1982, Chadli prend la décision de différer l'adoption du projet de statut personnel. Tout au long de leur action, les femmes, comme elles l'ont elles-

« (...) Les trotskystes algériens combattent inconditionnellement pour la défense des revendications démocratiques et avant tout pour le droit du peuple algérien de décider de sa souveraineté exprimé dans le mot d'ordre de Constituante souveraine.

« (...) Les trotskystes algériens combattent inconditionnellement pour la défense des revendications démocratiques et avant tout pour le droit du peuple algérien de décider de sa souveraineté exprimé dans le mot d'ordre de Constituante souveraine.

Lettre du comité pour la libération des emprisonnés politiques en Algérie

Chers amis,

Le Comité a le plaisir de vous annoncer la libération de 90 prisonniers politiques en Algérie, le dimanche 13 mai 1984.

Votre soutien actif, moral et matériel a permis le développement d'une campagne qui a été déterminante pour la libération d'une partie importante de détenus.

Les informations qui nous sont parvenues font état du maintien en détention d'un certain nombre de personnes pour délit d'opinion.

Nous sommes persuadés de la continuité de votre engagement jusqu'à la libération de tous les emprisonnés politiques.

Cordiales salutations

Mme David

UNE VICTOIRE DES FORCES DEMOCRATIQUES

Tribune internationale porte à la connaissance de ses lecteurs un tract que le Mouvement démocratique algérien vient de publier et de diffuser en France et en Algérie, tirant la signification politique de la libération des 90 prisonniers politiques algériens.

Précisons que le MDA vient de tenir son congrès constitutif et qu'il a élu comme président M. A. Ben Bella.

« Dans la soirée du 13 mai 1984, le pouvoir d'Alger annonçait la libération de 90 prisonniers politiques. Parmi ceux-ci, des responsables et des militants du Mouvement démocratique algérien (MDA) de Ahmed Ben Bella, de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), du Parti de la révolution socialiste (PRS), des courants fondamentalistes et des animateurs de courants berbéristes et du Collectif femmes.

Il s'agit là, à n'en pas douter, d'une belle victoire des forces démocratiques dont la pression, à travers un certain nombre d'initiatives unitaires, a conduit la junte à céder. D'autres facteurs ont également contribué à ces libérations.

Tout d'abord, le pouvoir algérien ne peut plus réprimer à sa guise et dans l'indifférence totale. L'opinion publique nationale et internationale, alertée notamment par les activités du Comité pour la libération des emprisonnés politiques en Algérie, a pesé lourd dans la décision du chef de l'Etat.

Que la grave crise que traverse l'appareil d'Etat, cristallisée par les règlements de comptes entre clans rivaux au pouvoir, y soit pour quelque chose, c'est possible, mais il n'en reste pas moins que cette « clémente » du pouvoir ressemble fort à une grande faiblesse, à une reculade révélatrice non seulement de l'ascendance et de la multiplication des luttes sociales à caractère revendicatif, mais aussi de l'avancée des forces politiques. A ce propos, l'on ne dira jamais assez le rôle du meeting du 16 mars où, rappelons-le, plus de 4 000 personnes dont une écrasante majorité d'Algériens ont acclamé la volonté de différents courants d'opposition de s'unir autour de l'objectif de la démocratie dans notre pays. C'est autour de ce thème essentiel que devront s'articuler tous les débats à venir.

L'exigence d'élections à une Assemblée constituante souveraine désignant un gouvernement responsable devant elle et définissant une nouvelle Constitution garantissant le pluralisme politique et les libertés fondamentales, est désormais à l'ordre du jour. Le Mouvement démocratique algérien appelle d'ores et déjà tous les courants politiques d'opposition, sans exclusive, à se réunir sans plus tarder, afin de dégager le cadre adéquat à un travail unitaire.

Par ailleurs, s'il est clair que par les libérations limitatives, le pouvoir tente de se dédouaner auprès de l'opinion, celle-ci ne peut être dupe sur les pratiques d'un autre âge de ce régime. De fait, il n'y a plus de prisonniers politiques en Algérie, il n'y a que des séquestrés politiques. Voilà des hommes et des femmes que l'on enlève, souvent de nuit, que l'on torture, que l'on enferme des mois durant sans jugement, sans même qu'ils aient droit à un avocat, et qu'on libère sans autre forme de procès !

En tout état de cause, il est bien que les portes des prisons se soient ouvertes sur ces hommes et ces femmes, et le MDA s'en réjouit, mais de très nombreuses personnes demeurent séquestrées. En particulier, des islamistes dont le pouvoir a entamé discrètement les procès collectifs. Personne ne se fait d'illusions sur leur déroulement devant la Cour de Sécurité de l'Etat, tribunal d'exception, en l'absence de toute possibilité de défense.

Tels sont les enseignements qui se dégagent à l'analyse et qui ouvrent, nous le voyons bien, des perspectives intéressantes à l'ensemble de l'opposition démocratique.

Frères algériens, rejoignez massivement les courants d'opposition. Organisez-vous avec nous pour que le peuple tout entier recouvre sa souveraineté et puisse fixer lui-même les contours de son avenir.

Oui, il faut aller de l'avant ! Oui, la victoire des forces démocratiques est possible.

Tous ensemble contre la dictature !

Alger le 15 mai 1984
Mouvement démocratique algérien. »

POLOGNE

Libérez les prisonniers politiques ! Liberté pour Olivier Roux !

Il y a un an, le lycéen Grzegorz Przymek était battu à mort dans un commissariat de Varsovie. Ce jeune martyr de la répression symbolise pour tout le peuple travailleur de Pologne la volonté indomptable de résistance qui anime la jeunesse. Les lycéens de Varsovie ont donné pour nom à leur journal le diminutif de Grzegorz : Grzes...

Le 18 mai 1984, 30 000 personnes ont manifesté de l'église St-Stanislaw des aciéries de Varsovie jusqu'au cimetière où Grzegorz Przymek est enterré.

Ce n'est pas la seule manifestation que Varsovie et la Pologne aient connu en ce mois de mai 1984.

Le 1^{er} mai, à Varsovie comme dans les principales villes du pays, c'est par dizaines de milliers que se sont regroupés à l'appel de *Solidarność* les manifestants. Une fois encore ils ont fait front face aux brutalités des unités spéciales de répression, les Zomos. « Libérez les prisonniers politiques » : ce mot d'ordre qui a été central dans toutes les manifestations exprime la volonté de tout un peuple.

A Gdansk, déjouant la surveillance des autorités policières, des milliers de manifestants, Lech Walesa en tête, ont pu parvenir devant la tribune officielle. Là, ils ont déployé les bannières de *Solidarność* et scandé « Libérez les prisonniers politiques. »

Le 3 mai, de nouvelles manifestations ont eu lieu. Le 15 mai à Wroclaw, 1 000 manifestants se regroupaient devant le tribunal où était jugé Jozef Piniór, ancien responsable de la direction clandestine (TKK) de *Solidarność*. Le 24 mai, Jozef Piniór était condamné à deux ans de prison.

Car la répression se poursuit et s'aggrave. C'est la seule réponse que soit capable de donner le pouvoir de Jaruzelski toujours incapable de « normaliser », même en apparence, la situation, toujours incapable de dégager la moindre base sociale sur laquelle faire reposer son pouvoir. Et, avec les arrestations et les condamnations, s'accroissent la violence et les mauvais traitements contre les prisonniers politiques.

C'est ainsi que l'on apprend que l'état de santé de Piotr Bednarz, ancien responsable de la direction clandestine de *Solidarność* pour la région de Basse-Silésie, est grave. Bednarz, qui était enfermé dans la prison de Barczewo, avait tenté de se suicider.

C'est ainsi qu'une mission proche de l'Episcopat qui a pu se rendre à Barczewo fait état du délabrement physique et mental des prisonniers, confirmant les accusations portées contre les autorités. On sait que c'est également à Barczewo qu'est emprisonné Edmund Baluka.

Après les manifestations du 1^{er} mai, Jaruzelski a précipité sa visite à Moscou. Dans la dernière semaine d'avril, les représentants de 501 banques privées ont signé avec la Banque centrale de Pologne un accord de rééchelonnement de la dette polonaise.

L'étudiant français Olivier Roux emprisonné depuis cinquante jours !

C'est dans ce contexte que la décision du pouvoir polonais de maintenir en prison l'étudiant français Olivier Roux prend toute sa signification.

Olivier Roux, syndicaliste étudiant, membre de l'Union nationale des étudiants de France indépendante et démocratique (UNEF ID), s'était rendu en Pologne pour une mission humanitaire.

Il a été arrêté le 11 avril. Il y a donc maintenant plus d'un mois et demi qu'il est enfermé au secret dans les prisons de Jaruzelski. Dans les derniers jours, ces conditions de détention se sont brutalement aggravées. Pour protester, il a dû recourir à la grève de la faim.

Son dossier a été transmis de Szczecin, où il avait été arrêté, à Varsovie. Cela signifie que la bureaucratie « monte » un procès contre lui, qu'elle entend faire un « exemple », démontre que désormais toute aide aux familles des victimes de la répression est un crime.

Le régime de Jaruzelski veut faire d'Olivier Roux un otage.

D'ores et déjà, à l'échelle internationale, de nombreuses organisations et associations étudiantes ont protesté. Une vaste campagne internationale doit s'organiser pour arracher sa libération.

Liberté pour Olivier Roux !

FRANÇOISE BALUKA ET SON FILS MICHAËL ONT PU RENCONTRER EDMUND BALUKA A LA PRISON DE BARCZEWO

Le bulletin du Comité de liaison permanent de la Conférence européenne pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est (dont le président est Edmund Baluka) signale que Françoise et Michaël Baluka ont enfin pu se rendre en Pologne et rendre visite à Edmund Baluka dans la prison de Barczewo. On sait que le refus de ce droit de visite était l'une des causes de la grève de la faim des prisonniers politiques de Barczewo et que, pour l'obtenir, une large campagne s'était développée à l'échelle internationale.

A LA VEILLE DES ELECTIONS EUROPEENNES

La manifestation des métallurgistes allemands

Lundi 28 mai, venus de toutes les régions de l'Allemagne fédérale, 250 000 métallos manifestent à l'appel de leur organisation syndicale, l'IG Metall. Ainsi commence la troisième semaine de la grève de la métallurgie pour les 35 heures.

C'est le plus grand rassemblement de métallos depuis les grands mouvements de l'immédiat après-guerre, la plus grande manifestation ouvrière jamais vue à Bonn depuis que cette ville est devenue la capitale fédérale.

Lorsque, dans leurs discours, rendant compte des négociations engagées, les dirigeants syndicaux prononcent le nom de Kohl ou évoquent son gouvernement, spontanément de la foule monte un seul cri : « Raus Kohl ! » (Dehors Kohl !).

Et pourtant le déclenchement de la grève avait été contrôlé, mesuré, partiel. Seules deux régions étaient directement concernées : la Hesse et le Bade-Wurtemberg. Et y compris dans ces régions où des majorités de 80 % s'étaient prononcées pour la grève, la direction syndicale n'a donné l'ordre de grève que dans des secteurs limités (au début il n'y avait que 14 000 grévistes). Des négociations devaient aussitôt s'engager pour déterminer un « calendrier » vers les 35 heures. De plus, il était fréquemment arrivé avant cette décision de l'IG Metall (qui compte deux millions de syndiqués) qu'au nom de « l'objectif global » des 35 heures comme moyen de s'opposer à l'extension du chômage, la direction syndicale se refuse à apporter son soutien à des actions que les travailleurs voulaient engager contre des licenciements. Enfin, alors que la position déclarée du syndicat est « 35 heures sans réduction de salaire », des rumeurs circulaient sur une comptabilisation annuelle des heures de travail, sur une « adaptation » des horaires en fonction de la taille et de la productivité des entreprises ; en d'autres termes, que soient menacées les clauses nationales des conventions collectives.

Et pourtant, trois semaines plus tard, la manifestation des 250 000 métallos indique ce qui est en cause pour toute la classe ouvrière : la lutte contre le chômage. Les décisions de lock-out prises par les patrons de la métallurgie, leurs refus affirmés de « descendre » en dessous de 40 heures ont provoqué des manifestations de solidarité et une extension de la grève.

Le développement de la grève se combine avec une accentuation de la crise politique. Déjà affaibli par de multiples scandales, usé avant terme, le gouvernement Kohl avait dû faire face au formidable désaveu du peuple allemand, dressé contre l'implantation sur le territoire de la République fédérale de missiles US. Aujourd'hui, sa tentative de faire discrètement avaliser, par un tour de passe-passe parlementaire, une amnistie pour Lamsdorf et 3 000 patrons accusés d'avoir versé des pots-de-vin aux partis politiques a déclenché une vague d'indignation.

La lutte contre les licenciements par rapport à laquelle, au travers de la mobilisation des métallos, la classe ouvrière allemande démontre qu'elle est prête au combat, pose la question du combat contre le gouvernement Kohl.

En Allemagne fédérale comme dans les autres pays de la CEE, le 17 juin, auront lieu les élections européennes. Ces élections se dérouleront alors que le « Marché commun » titube de crise en replâtrage temporaire et que les institutions de la Communauté européenne démontrent quotidiennement leur nocivité et leur caractère réactionnaire. Elles

sont les instruments mêmes d'une vaste tentative de remise en cause des droits et des acquis de la classe ouvrière d'Europe, du démantèlement de secteurs qui, traditionnellement, ont été des bastions du mouvement ouvrier : sidérurgie, métallurgie, mines.



En Allemagne fédérale, ces élections prennent place dans une situation marquée par le refus du peuple allemand d'accepter que le gouvernement Kohl installe sur injonction de Reagan les fusées Pershing, par le discrédit dans lequel l'affaire de l'« amnistie » plonge ce gouvernement et par la détermination de la classe ouvrière.

Le hasard fait que le 17 juin est le 31^e anniversaire du soulèvement ouvrier de Berlin-Est, ce premier chapitre de la révolution politique, suivi depuis par plusieurs autres jusqu'au mouvement vaincu du peuple travailleur de Pologne qui s'est à nouveau, malgré la répression, réaffirmé avec force dans les dernières semaines.

C'est rappeler que malgré la division qui lui a été imposée — et que consolidait la mise en place de la « Communauté européenne » — le peuple allemand est un, la classe ouvrière est une.

C'est rappeler que dans l'Europe artificiellement divisée contre les droits des peuples par les bourgeoisies impérialistes et la bureaucratie du Kremlin, les travailleurs sont unis par des objectifs communs.

C'est dire que dans cette Europe où de toutes parts le système d'exploitation capitaliste et le pouvoir contre-révolutionnaire de la bureaucratie qui s'appuie sur sa préservation craquent et se fissurent, l'avenir est entre les mains des travailleurs.

L'exemple de l'Allemagne a été choisi. Mais le point de départ aurait pu tout aussi bien être l'un des pays d'Europe (membre ou non de la CEE) auquel un article est consacré dans ce numéro de *Tribune internationale* : l'Angleterre, la France, l'Espagne. Ou d'autres encore comme la Suède, le Portugal, l'Italie ou la Grèce.

Partout, les mêmes lignes de force se dégagent : l'irréversible déclin des vieilles puissances impérialistes d'Europe, aggravé et précipité par le cours suivi par l'impérialisme américain pris à la gorge par ses propres nécessités et imposant la loi du plus fort à ses « partenaires », se combinant avec l'impasse politique de tous les gouvernements en place ; le refus de la classe ouvrière de subir les conséquences de son déclin et, par là même, ses tentatives — malgré les obstacles — de se regrouper contre le système qui organise ce déclin...

Reagan arrive en Europe à quelques jours des élections au Parlement européen. Il arrive alors que le vent de panique qui a commencé à souffler sur les marchés financiers est accentué par la décision de la Bolivie de suspendre le service de la dette aux banques privées. Il arrive alors que la politique des hauts taux d'intérêts qui fait couvrir le déficit budgétaire des USA par le monde entier aggrave dramatiquement la situation des pays arriérés endettés et ajoute au déséquilibre des puissances européennes.

Ce n'est que contre les intérêts des peuples, contre les travailleurs, que Reagan et ses partenaires trouveront un terrain d'entente, sans que le « sommet » annoncé apporte plus une solution que ceux qui l'ont précédé à Versailles et à Williamsburg.

F. F.

Crédit photo

AFP : pages 1, 3 et II - Christian Avril : page 9 - Documents rédactionnels : pages 1, 7, 8, 11, 12 et 14 - Gamma : page 1 - Jean-Marie Rodriguo : page 13 - Sygma : page 4 - UPI : pages 5 et 10.

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité éditorial : Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert.

Rédacteurs en chef : Luis Favre, François Forgue.

Comité de rédaction : G. Avelino, P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli, P. Fougeyrollas, C. Genty, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.

Rédaction et correspondance pour tous les pays : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.

Version en portugais et en espagnol : Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraisópolis 04104 Sao Paulo, Brésil.

Commission paritaire : n° 56 413

Amérique centrale

4 - Tribune internationale - mai 1984

« Nos objectifs diplomatiques ne pourront être atteints uniquement par la bonne volonté. » (Reagan)

Manœuvres diplomatiques et moyens militaires

Ce n'est pas une chose commune, depuis l'accession de Reagan au gouvernement des Etats-Unis, que la visite d'un chef d'Etat aux USA se termine par la publication d'un communiqué commun depuis la Maison-Blanche elle-même. La récente visite de Napoleon Duarte — président du Salvador « élu » le 6 mai dernier (voir notre article dans cette page) — a été un de ces moments, exprimant par ce détail l'importance énorme qui lui a été accordée par l'impérialisme américain.

Le communiqué signé par Reagan et Duarte n'est rien d'autre qu'une défense ouverte et commune du « plan Kissinger » (qui prévoit une « aide » massive de 8 milliards de dollars pour les cinq prochaines années) et de la politique d'agression militaire contre le développement de la révolution prolétarienne en Amérique centrale.

Ce n'est pas un hasard si Duarte ne s'est pas limité à converser avec le président nord-américain et a rencontré aussi George Schultz, secrétaire d'Etat, et Caspar Weinberger, secrétaire à la Défense des Etats-Unis.

Cette visite fait partie de l'activité menée par Reagan dans le but central de renverser le gouvernement

sandiniste et d'imposer une défaite définitive à la guérilla salvadorienne.

En effet, le 9 mai, le chef d'Etat américain est apparu à la télévision pour affirmer : « Nos objectifs diplomatiques ne pourront être atteints uniquement par la bonne volonté et par de nobles aspirations. » La voie militaire reste celle choisie pour assurer la défense des intérêts impérialistes.

La veille de cette émission télévisée, un haut responsable de la diplomatie américaine, Langhorne Motley (secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires inter-américaines), reconnaissait pour la première fois l'exécution par la CIA du minage des ports nicaraguayens en affirmant que « le minage des ports est partie prenante de la pression exercée par le gouvernement des Etats-Unis, de la même façon que les autres mesures économiques et politiques ».

De nouvelles manœuvres militaires

Au moment même où nous écrivons ces lignes commence la « phase active » des manœuvres militaires « Granadero Uno » au Honduras, qui succèdent aux manœuvres « Big Pine » et qui sont prévues pour durer jusqu'au 30 juin.



« Granadero Uno » a lieu avec la participation de 1 000 militaires américains, 1 800 soldats honduriens et 1 300 salvadoriens. Un communiqué du département de la Défense des Etats-Unis justifie ces manœuvres en disant que la « décision américaine de participer à "Granadero Uno" reflète la volonté des USA d'assurer les nations d'Amérique centrale de la continuité de notre soutien et de notre coopération ».

Il s'agit en réalité de la poursuite de la véritable occupation militaire du Honduras comme point d'appui fondamental pour Reagan. Ainsi que de la continuation des manœuvres « Ocean Venture 84 », réalisées dans toutes les Caraïbes entre le 20 avril et le 6 mai (durant la période précédant les élections au Salvador) avec 32 500 militaires américains, quarante navires de guerre et près de 300 avions.

D'autre part, une dépêche de l'AFP du 16 mai disait : « Le Pentagone souhaite moderniser toute son infrastructure militaire en Amérique centrale et dans les Caraïbes au cours des quatre prochaines années », révèle un rapport du département de la Défense rendu public mercredi.

Si les parlementaires américains approuvent ce plan, 149 millions de dollars seront consacrés à l'amélioration de bases au Honduras et à Cuba (Guantanamo), précise ce document.

Au Honduras, dont le rôle d'allié privilégié des Etats-Unis dans la région se confirme chaque jour un peu plus, 21 millions de dollars doivent être affectés à l'allongement des pistes des bases aériennes de Palmerola, dans le centre du pays, et de la Cieba, sur la côte Caraïbe.

Près de 2,9 millions de dollars supplémentaires doivent aller à l'aérodrome de San Lorenzo, proche du golfe de Fonseca (côte Pacifique).

43,4 millions de dollars sont destinés à « Gitmo » (Guantanamo, dans le jargon militaire américain), la forteresse américaine située au sud-est de l'île de Cuba, note encore cette étude du Pentagone.

La provocation montée contre le Nicaragua par le gouvernement hondurien à l'instigation de la CIA avec

la violation par deux hélicoptères de l'espace aérien nicaraguayen, sur près de 8 km, le 8 mai dernier, fait partie de ce dispositif d'agression. En effet, depuis le début de cette année, 163 violations de l'espace aérien ont été effectuées par des engins honduriens ou nord-américains.

Le peuple américain contre Reagan

Reflétant la préoccupation du peuple américain à l'égard de la politique d'intervention de Reagan, le « thème » de l'Amérique centrale occupe un espace croissant dans la préparation des élections présidentielles de novembre.

Walter Mondale, postulant à la candidature pour le Parti démocrate, et ancien vice-président de Carter, affirmait le 14 mai que « si M. Reagan souhaite une solution militaire, il finira par entraîner notre pays dans une intervention militaire directe (...). Les échecs de sa politique nous conduisent vers une guerre dans cette région. » Walter Mondale a dit qu'en cas de réélection du président Reagan, « les jeunes Américains pourraient bien avoir à se battre et à mourir en Amérique centrale ».

En même temps, le sénateur Edward Kennedy critiquait la même politique : « Il y a un manque de crédibilité qui risque d'empoisonner le débat à venir sur la politique des Etats-Unis en Amérique centrale (...). Nous savons que sous la direction du général Paul Gorman, commandant en chef des forces américaines pour la zone sud, le personnel militaire américain a reçu l'ordre d'opérer de plus en plus près, sur terre et sur mer, des zones de combat le long des frontières du Nicaragua et du Honduras. »

« Ce n'est qu'une question de temps, a ajouté Kennedy, avant que l'un de nos appareils de reconnaissance ne soit attaqué et que nos pilotes soient tués ou faits prisonniers. »

On sait d'autre part les difficultés de Reagan à faire approuver dans le Congrès sa demande d'aide de 21 millions de dollars pour les guérilléristes anti-sandinistes et l'aide supplémentaire de 61,7 millions de dollars pour le Salvador.

Le 10 mai dernier, par exemple, la Chambre des représentants (à majorité démocrate) a voté une aide de 49 millions de dollars, en deça de ce qui était demandé, tout en la conditionnant à la poursuite de l'amélioration du respect des « droits de l'homme » dans ce pays.

Dans ce cadre, la décision (encore provisoire), rendue publique le 11 mai, de la Cour internationale de Justice de La Haye, condamnant le minage des ports par la CIA, acquiert une énorme importance. Le représentant de Managua à La Haye a déclaré à juste titre à cette occasion qu'« il ne reste aux Etats-Unis qu'à choisir entre l'obéissance à la Cour ou la désobéissance, ce qui en ferait un pays hors-la-loi ».

Il y a aussi la mobilisation même des masses au Honduras, où 60 000 personnes sont descendues dans les rues de Tegucigalpa le 1^{er} mai pour exiger entre autres choses la fin de l'occupation militaire nord-américaine et la libération de 104 « prisonniers-disparus » ; de même au Costa Rica où 20 000 personnes ont participé à une marche pour la paix en Amérique centrale le 14 mai dernier, où étaient présents plusieurs membres du gouvernement costaricain lui-même.

A son tour, le président mexicain Miguel de La Madrid, qui s'est aussi rendu récemment aux Etats-Unis, a dénoncé, à l'issue de ses entretiens avec Reagan, toute « solution militaire » et a averti du « risque croissant d'une guerre généralisée dont personne ne peut prévoir l'intensité ou la durée » en Amérique centrale.

Reagan cherche par tous les moyens à détruire la révolution nicaraguayenne. Mais les obstacles qu'il rencontre en face de lui sont immenses : la solidarité internationale envers le Nicaragua, le combat des masses elles-mêmes en Amérique centrale et l'opposition au sein même des USA. Renforcement sous toutes leurs formes de ces obstacles, défense du gouvernement sandiniste, telle sont précisément les tâches de tous ceux qui se réclament de la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la démocratie.

40 000 ASSASSINATS AU SALVADOR

LONDRES, 21 mai (AFP) : « La plupart des 40 000 personnes mortes au Salvador au cours des cinq dernières années du fait de la violence politique « ont été assassinées par les forces gouvernementales », selon un rapport d'Amnesty International publié lundi à Londres.

« L'absence flagrante » d'enquêtes des autorités sur ces crimes et de poursuite en justice des responsables de ces assassinats est une indication, selon l'organisation humanitaire internationale, que « ce sont les autorités elles-mêmes qui sont à l'origine des exécutions extrajudiciaires massives de personnes appartenant à tous les secteurs de la société salvadorienne ».

Amnesty relève que les corps des victimes « ne sont nullement dissimulés ». « En laissant ces cadavres décapités, mutilés et défigurés à la vue du public, les autorités entendent bien signifier qu'elles n'ont pas l'intention de mettre un terme à ces tueries ni de punir les responsables », affirme l'organisation. Amnesty estime au contraire que les forces gouvernementales agissent ainsi « dans le but manifeste de terroriser la population ».

Selon Amnesty, ces meurtres sont commis par les forces militaires et de sécurité ainsi que par les « escadrons de la mort » en civil composés de membres d'active et de réserve de ces forces.

Amnesty International cite le témoignage de survivants de tentatives d'exécution qui racontent avoir été arrêtés par des hommes en civil, puis interrogés au siège des forces de sécurité. Selon l'un de ces témoins ayant survécu à ses blessures, « lui et d'autres détenus ont été emmenés, les yeux bandés, en dehors de San Salvador, alignés, et ont reçu des balles dans la tête à bout portant ».

Un transfuge de la police a confirmé à Amnesty International, précise l'organisation, que ces « missions secrètes étaient menées par des unités de police en civil, spécialement entraînées, qui faisaient semblant d'être composées d'étudiants ou de membres de l'opposition ».

Selon le rapport, « les autorités ont également tenté d'empêcher les enquêtes indépendantes et dissimulé leurs résultats sur le degré de responsabilité des forces régulières de l'armée et de la police dans des exécutions extra-judiciaires ». Amnesty précise que des membres d'organisations indépendantes des droits de l'homme partis enquêter au Salvador « ont eux-mêmes été victimes de disparitions et d'assassinats ».

Amnesty affirme en outre que la « méthodologie » utilisée par l'ambassade des Etats-Unis à San Salvador pour collecter des informations sur les droits de l'homme souffre de « sérieuses déficiences ».

Le rapport a été établi par une mission d'enquête qui s'est rendue au Salvador en juillet dernier. Elle était composée d'un juriste espagnol, d'un médecin légiste des Etats-Unis et du spécialiste d'Amnesty pour la région. »

Nous ajoutons seulement à cette dépêche qu'il faut rappeler que près de 15 000 des 40 000 assassinats ont été effectués à l'époque où Napoleon Duarte — celui-là même qui vient de gagner les « élections démocratiques » mises en place à l'aide de Reagan — était à la direction du gouvernement, entre la fin de l'année 1979 et février 1982.

ANGLETERRE :

Les mineurs contre Thatcher

La grève des mineurs entre dans sa douzième semaine. L'âpreté de ce conflit, sa dimension nationale, la place que les mineurs ont toujours tenue dans les combats et dans l'organisation de la classe ouvrière britannique, l'intervention brutale des forces de police, tout cela met cette grève au premier plan des développements politiques en Grande-Bretagne.

POURTANT, ce n'est que dans un cadre plus général que l'on peut apprécier la signification de ce mouvement.

S'il est un pays qui symbolise le sort des vieilles puissances impérialistes, c'est bien l'Angleterre. On y compte aujourd'hui plus de 4 millions de chômeurs. Et le chômage frappe d'abord les bastions industriels traditionnels, places-fortes de la puissance passée du capitalisme britannique, mais centres aussi de l'organisation et de la force de la classe ouvrière. Ce sont des villes qui se meurent, des régions entières qui sont désertifiées.

à chaque étape du fait de la crainte lucide de toute une fraction de la représentation politique de la bourgeoisie concernant les conséquences d'un affrontement généralisé avec la classe ouvrière.

Et, en effet, dans cette dernière période, ce sont les actions de la classe ouvrière qui ont avant tout marqué la situation. Dans les premiers mois de 1984 on a assisté d'abord à une grève nationale dans la presse et dans l'imprimerie contre la loi Tebbit, loi qui impose des restrictions aux droits des organisations syndicales.

Puis il y a eu (pour la première fois

elle a aussi aggravé la crise du Parti conservateur, toute une fraction de celui-ci s'opposant ouvertement à Thatcher sur ce point.

La grève des mineurs

C'est dans ce contexte que se situe la grève des mineurs. Son déclenchement a souvent été présenté comme un acte arbitraire de la direction du syndicat, destiné avant tout à redorer le blason du secrétaire général Scargill. Cette présentation fausse des faits utilise un élément de réalité. A plusieurs reprises, les mineurs de certains bassins ont engagé des actions sans obtenir le soutien de la direction nationale. Et lorsque, sans perspective, la direction Scargill a proposé une grève nationale pour des augmentations de salaires considérables, il n'a pu obtenir la majorité requise de 60 % pour le déclenchement de la grève.

Mais la grève actuelle n'a pas commencé par une décision de la direc-

tion nationale. Elle a commencé par une décision des mineurs s'opposant aux licenciements.

Le 13 mars, la moitié des puits sont immobilisés par la grève. Des « piquets volants » de mineurs se forment dans les régions déjà en grève pour appeler au débrayage dans les autres bassins.

C'est alors que les forces de police se concentrent dans les régions minières et que les violences commencent. Le 14 mars, David Jones, un mineur de 24 ans, est tué. La direction des charbonnages utilise la loi réactionnaire de 1980 contre les « piquets de solidarité ». Les travailleurs la défient. Les violences et les interpellations se multiplient.

Le 19 mars, le bassin du Lancashire entre dans la grève. Le 20 mars, c'est le tour du Derbyshire. A la fin du mois de mars, malgré de formidables manœuvres d'intimidation policière (le 26 mars, par exemple, il y a 7 000 policiers rassemblés dans la seule région des Midlands), plus de 80 % des mineurs sont en grève.

Face à la violence policière, les piquets de grève sont l'expression d'une mobilisation massive. Ils ne sont pas seulement présents pour convaincre la minorité qui travaille encore de rejoindre le mouvement, mais pour interdire le transport du charbon d'un point à un autre. Les syndicats des chemins de fer assurent les mineurs de leur soutien et décident de ne pas assurer le transport du charbon.

L'état d'esprit des mineurs est indiqué par cette discussion dans un piquet de grève entre un gréviste et un mineur qui travaille encore : « Nous ne sommes pas ici pour transmettre les consignes de l'exécutif, mais comme mineurs, pour parler à d'autres mineurs. »

En avril et au début du mois de mai, malgré de nouvelles attaques de la police, la grève se poursuit. Du sud du pays, dans le Kent, jusqu'aux bassins d'Ecosse, toute l'industrie minière britannique, la plus importante d'Europe après celle d'Allemagne, est paralysée par la grève.

La direction confédérale (la direction des TUC) demeure muette. Et au niveau du Labour Party, si Tony Benn déclare qu'il est du devoir du Labour Party d'apporter un appui sans réserve à la lutte des mineurs, la direction du Labour Party déclare s'opposer à toutes formes d'actions « illégales », c'est-à-dire désavoue en fait la mobilisation des mineurs contre la loi réactionnaire de 1980.

Le 14 mai à Mansfield, dans le Nottinghamshire, plus de 50 000 travailleurs manifestent. En majorité des mineurs, mais aussi des milliers de travailleurs d'autres corporations.

Le 23 mai, la direction des charbonnages accepte l'ouverture de négociations. Cette première rencontre entre la direction des charbonnages et la direction de la NUM se conclut sur un constat d'échec.

Depuis, les négociations ont repris. Il n'est pas nécessaire de spéculer sur la manière dont elles se poursuivront, ni sur leur éventuelle conclusion pour énoncer une certitude : la grève des mineurs a d'ores et déjà exprimé la volonté de la classe ouvrière britannique de ne pas accepter la réalisation des plans de misère et de chômage décidés par le patronat et le gouvernement Thatcher. La force de la grève des mineurs met à l'ordre du jour la nécessité de dégager les moyens pour que ce gouvernement disparaisse.

Le 24 mai 1984, François Forgue.

Après les élections au Salvador

JE pense qu'une nouvelle période de gouvernement démocratique commence au Salvador... » C'est en ces termes que le président Napoleon Duarte « élu » le 6 mai s'est adressé aux parlementaires nord-américains le 19 pour justifier « l'aide » de l'impérialisme US à son gouvernement contre la guérilla dirigée par le FMLN.

La manœuvre des élections consistait en réalité à organiser un scrutin sans la moindre liberté d'organisation ou de participation, dont sorte un « vainqueur » lié à Reagan. A partir de là, celui-ci pourrait démontrer à l'opinion publique américaine les « avancées démocratiques » au Salvador et justifier ainsi l'aide militaire à son gouvernement. En même temps, avec ces élections, on cherchait à stabiliser les rapports entre les différentes fractions de la bourgeoisie compradore salvadorienne pour unifier les efforts contre le peuple de ce pays.

La manœuvre est cependant loin d'avoir réussi. Non seulement le FMLN a remporté un succès significatif en empêchant le déroulement « normal » des élections dans 54 localités de l'est et du nord du pays, mais en outre les événements qui ont accompagné le dépouillement et les résultats électoraux (1) témoignent de la tension persistante au sein de la bourgeoisie et de la difficulté où se trouvent les forces armées pour surmonter leur propre crise.

De fait, les élections n'ont en rien réglé la situation, quels qu'aient été les efforts de Reagan pour les « embellir » au maximum.

La force de la guérilla reste intacte, avec l'occupation de régions importantes du pays. Duarte se refuse, avant même son investiture à la présidence (le 1er juin), à engager toute négociation.

De fait, c'est la poursuite du combat des masses qui caractérise la situation, qui met à l'ordre du jour la possibilité d'une victoire du FMLN contre tout le dispositif contre-révolutionnaire dont faisait partie la fraude électorale dont le second tour a eu lieu le 6 mai.

Ce combat reste sans aucun doute non seulement l'instrument des masses salvadoriennes en défense de leurs intérêts, mais également un point d'appui pour l'approfondissement de la révolution nicaraguayenne.

24 mai 1984
J. Adamastor

(1) Napoleon Duarte a obtenu 53,57 % des voix, contre 46,53 % pour le major d'Aubuisson, président de l'Arena (extrême-droite). Ce dernier a déclaré à diverses occasions qu'il n'acceptait pas le résultat proclamé par la commission de dépouillement.



Le gouvernement Thatcher s'appuie sur cette situation pour tenter de porter des coups à la classe ouvrière dans son ensemble, pour chercher à diminuer les salaires réels, à attaquer les conquêtes sociales et les droits des travailleurs.

Les difficultés de Mme Thatcher

Mais un premier trait se dégage de la situation. Alors que le Parti conservateur a été « triomphalement » reconduit au pouvoir il y a un an (non du fait d'un raz de marée conservateur mais d'un cinglant échec du Labour Party dont la direction s'était plus acharnée à chasser du parti les militants de la « gauche » que de combattre le gouvernement Thatcher dont elle avait fait accepté les « objectifs industriels » et avec lequel elle avait pratiqué « l'union sacrée » en ce qui concerne la répression contre le peuple irlandais et l'agression impérialiste aux Malouines), on ne peut être que frappé par la lenteur et les difficultés du gouvernement Thatcher à mettre en œuvre son programme réactionnaire. Difficultés qui se sont exprimées au sein du Parti conservateur et de son groupe parlementaire

à cette échelle) une grève nationale des fonctionnaires qui a provoqué d'amples mouvements de solidarité. Cette grève était déclenchée contre la décision du gouvernement Thatcher d'interdire le droit à se syndiquer pour une catégorie réduite de travailleurs de la Fonction publique (ceux qui travaillent dans un centre d'écoute). Cette mesure fut jugée comme une provocation contre la liberté syndicale et fut l'occasion d'une formidable riposte.

Un coup contre les droits démocratiques

Le gouvernement Thatcher a d'autre part, pour imposer ses budgets d'austérité aux grandes villes, entamé une offensive contre un droit démocratique élémentaire essentiel. Il a mis en avant un projet de loi qui abroge l'élection de conseils municipaux « centraux », comme ceux du « Grand Londres » et de six autres grandes villes du pays où siègent des majorités du Labour Party. Il n'y aurait plus que des conseils municipaux de quartier ou d'arrondissement. L'administration du budget des grandes villes serait confiée à des organismes administratifs.

Cette mesure a provoqué de grandes manifestations de protestation dans tous les centres du pays, mais

tion nationale. Elle a commencé par une décision des mineurs s'opposant aux licenciements.

En 1950, les effectifs de l'industrie minière se montaient à 500 000. Aujourd'hui, il y a 184 000 mineurs. C'est dans cette situation qu'à la tête de la direction des charbonnages, le National Coal Board, on a placé un homme d'affaires formé aux Etats-Unis, Ian Mac Gregor, pour porter le fer dans la plaie. C'est-à-dire pour appliquer un plan de restructuration qui aboutit à 20 000 licenciements.

Comme l'écrit le *Financial Times*, il est là pour « resserrer l'étau de la discipline financière et des besoins du marché sur l'industrie minière, comme hier à celle de l'acier ».

Le 5 mars 1984, dans le sud du Yorkshire, 15 puits de mine sont en grève contre la fermeture prévue du puits de Cortonwood. Ce puits devait être fermé en 1986, mais, brutalement, cette date a été avancée.

La grève se développe également en Ecosse. Le 9 mars, la direction nationale du syndicat des mineurs, le National Union of Miners (NUM), apporte son appui aux grèves en cours dans le Yorkshire et en Ecosse.

Le 10 mars, les exécutifs régionaux du Pays de Galles et du Kent appellent à la grève pour le 12 mars. Dès

L'OPPOSITION ET SON EVOLUTION

I. A la veille de la mort de Staline

Tribune internationale a décidé d'ouvrir un dossier, celui de l'opposition en URSS. En effet, trop souvent, l'opposition à la bureaucratie stalinienne du Kremlin est identifiée à ce qui a été appelé la « dissidence », appellation qui recouvre un mouvement qui débute après la chute de Khrouchtchev et qui va commencer à faire parler de lui à partir de l'arrestation et du procès Siniavsky - Daniel en 1965-1966.

S'il est exact qu'à partir de cette date l'opposition a pu se manifester de manière publique, il serait néanmoins erroné de limiter l'existence de groupes d'opposants à cette période. Nous ne reviendrons pas, dans cette série d'articles, sur la période qui précède la Deuxième Guerre mondiale et sur la lutte de Trotsky et de l'Opposition de gauche contre Staline et la bureaucratie naissante.

Il fallait néanmoins rappeler en introduction de ce dossier la place et le rôle des trotskystes dans ce combat. Il suffit pour s'en convaincre de voir comment aujourd'hui encore la bureaucratie stalinienne continue d'utiliser contre Trotsky la calomnie, les falsifications et le mensonge ; comment, en relation avec d'importantes vagues de répression, elle doit régulièrement se lancer dans une campagne de diffamation du trotskysme.

Il ne s'agit pas pour nous d'idéaliser ce que représente le trotskysme en URSS aujourd'hui. Là n'est pas la question. Le fait est cependant que l'attitude de la bureaucratie stalinienne atteste de la nécessité pour elle de falsifier en permanence l'histoire de la Révolution d'Octobre, partie intégrante de l'histoire de leur pays pour les Soviétiques, d'aujourd'hui.

Pouvoir et privilèges bureaucratiques ne pouvaient s'établir et se maintenir qu'à la condition de détruire le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, briser le fil du bolchevisme, le fil de sa continuité pour les nouvelles générations de travailleurs soviétiques. Telle est la signification des procès, des exterminations et de l'assassinat de Trotsky.

Cette opposition « de l'antitrotskysme » de la part de la bureaucratie stalinienne atteste du fait que, sur la base de la persistance des rapports sociaux issus d'Octobre 1917, le développement d'une opposition intégrera, sous une forme ou sous une autre, la question de la place de la Révolution d'Octobre, donc du rôle de Trotsky.

impérialismes et de l'impulsion donnée au mouvement des masses par les victoires de l'URSS, peut faire comprendre l'ampleur et la puissance de la vague révolutionnaire qui s'étend à toute l'Europe. L'extraordinaire mobilisation des masses en URSS, que tous les historiens soulignent, rend compte des processus qui sont à l'œuvre.

La mobilisation des masses en URSS

L'appareil du parti n'est pas en mesure, de façon centralisée, d'organiser cette résistance. Vont se retrouver en première ligne, comme organisateurs de la défense, des ouvriers, des paysans, des membres de base du parti, capables d'impulser cette organisation de défense contre les troupes allemandes.

Ces travailleurs, qui prennent dans le combat d'importantes responsabilités, ne le font pas pour défendre Staline. Et celui-ci, en appelant aux sentiments patriotiques, en parlant de la « grande guerre patriotique », rend compte à sa manière du fait que ces millions ne se dressent pas pour défendre la bureaucratie.

Dans ce formidable mouvement qui brasse des millions d'hommes, se dégageront des milliers, des dizaines de milliers de militants qui finiront dans les camps de Staline. Le roman de V. Grossman « Vie et destin » rend d'ailleurs parfaitement compte de cela (1).

Appuyé d'abord sur la stagnation, puis sur les reculs des nazis, Staline, réorganisant son appareil, va reprendre progressivement mais brutalement le contrôle de la situation. Il utilisera pour cela la répression et la violence. La situation à la sortie de la guerre se caractérise donc par cette extraordinaire mobilisation des masses en URSS, ouvrant la vague révolutionnaire qui s'étend à toute l'Europe, mais qui va se heurter à un resserrement extrême de toute la société en URSS.

C'est que, fondamentalement, les nouvelles dispositions des forces sociales et politiques qui ont résulté de la guerre, sont en contradiction avec l'existence de la bureaucratie du Kremlin. Apparemment, la nouvelle vague révolutionnaire porte au sommet de sa puissance la bureaucratie du Kremlin, mais, dans le même temps, elle prépare objectivement les conditions de la révolution politique.

« L'œuvre véritable de Lénine »

C'est ainsi qu'au lendemain de la guerre, se constituait dans un camp de la région de Vorkouta, le « Mouvement démocratique de la Russie du Nord », à l'initiative d'un groupe d'officiers de l'Armée rouge, dont la base initiale de recrutement fut l'adhésion de ceux qui s'étaient battus les armes à la main contre nazisme. De même, le programme de l'« Œuvre véritable de Lénine » que nous publions ci-contre (voir encadré) indique la profondeur avec laquelle la Révolution d'Octobre, même mutilée et déformée par la dégénérescence bureaucratique se perpétue dans la conscience des masses. Pendant deux ans, ce groupe échappa au Gépéou. En 1950, il fut démantelé, ses militants condamnés à des peines de 25 années de travaux forcés. Avec d'autres, ces militants furent à l'origine de la grève dans le camp de Vorkouta.

Dans le livre « Une matinée de

Joseph Staline », l'auteur, vieux militant du PCUS, expose sous la forme d'une lettre à Staline le programme du « Groupe Lénine » démantelé en 1947. L'auteur de la lettre, qui représente symboliquement ce groupe, est dépeint comme un jeune communiste qui a cru en 1936-1938 qu'il était indispensable de liquider les opposants étant donné la menace fasciste et qui, confronté à l'incurie des dirigeants face à Hitler, a continué de se taire durant la guerre : « Ce n'était pas le moment de vous juger. Les victoires vous ont en partie rendu l'autorité que vous aviez perdue. Mais ceux qui connaissent le prix de ces victoires ne pouvaient maintenant oublier leurs anciennes déceptions et leurs doutes. D'autres s'y ajoutent. Une nouvelle caste grandit, s'enrichit, celle des généraux, ceux qui commandent sont à leur aise alors que l'immense majorité du peuple est dans le besoin et connaît les privations.

Comprenez que votre Etat, qui porte le nom de socialisme, est devenu un Etat esclavagiste. Des dizaines de millions de Kolkhoziens et de déportés de nos serfs, privés d'identité, des millions de détenus sont des esclaves. Notre pays est effectivement la prison des peuples. »

La prison des peuples

C'est dans cette situation, avec cet état d'esprit qui révèle le sentiment de centaines de milliers et de millions de Soviétiques que dans les camps les déportés se dressèrent contre Staline.

La cohésion des prisonniers se trouva renforcée encore par la mesure qui, en 1948, sépara les con-

damnés politiques des droits communs, en plaçant les premiers dans les camps spéciaux. A la différence de la révolte de 1953, celles qui déboutèrent à la fin de la guerre sont moins connues.

En 1946, à Kolyma et à Karaganda, en 1947 à Oust-Vym éclataient des soulèvements et, en 1948, un des plus importants soulèvements, sur le chantier n° 501 de la voie ferrée en construction Sivaia/Maska-Salekhard.

A l'origine de celui-ci, on trouve le Mouvement démocratique de la Russie du Nord qui s'était constitué dans les camps de la région Petchora autour de 75 officiers de l'Armée rouge. Le but des insurgés était la libération des emprisonnés politiques. Les armes à la main, ils prirent le camp, puis se lancèrent à l'assaut de la ville de Vorkouta, distante de 60 kilomètres, plutôt que de mourir à genoux dans les camps. Unités de parachutistes et avions de chasse mirent un terme à cette révolte noyée dans le sang.

Après l'écrasement de cette révolte et la très violente répression dans les camps, se succédèrent, après 1948, des mouvements dont les objectifs visaient à l'amélioration des conditions de détention ; grèves et révoltes en 1949 dans un camp de Nijni-Atouriakah, en 1950 à Salekhard, Païchet, en 1951, dans les camps de Kolyma.

Ces manifestations isolées, violemment réprimées, soigneusement cachées par la bureaucratie, peuvent apparaître comme autant d'actes héroïques, mais, en relation avec ce que nous avons expliqué plus haut, elles revêtent au contraire une profonde signification exprimant sous

Chalamov, déporté à 17 ans au camp de Kolyma, raconte le sort réservé aux déportés catalogués sous la rubrique KRTD (activités contre-révolutionnaires trotskystes) et dont le dossier porte la lettre T (trotskyste).

Pour ceux-ci, les instructions étaient les suivantes : « Pendant la détention, interdire tout usage de la poste et du télégraphe, n'affecter qu'aux travaux pénibles, adresser un rapport sur la conduite de l'intéressé une fois par trimestre... Instructions spéciales : ordre de tuer, de ne pas laisser la victime sortir vivante. »

Ces signes furent appliqués soigneusement. Lorsque les nazis envahirent l'URSS, les prisonniers survivants de l'Opposition de 1927 se portèrent volontaires pour le front : une partie d'entre eux fut affectée à des missions suicides, une autre fut abattue sur place.

En 1942, quand la deuxième vague de l'agression nazie fit redouter à Staline l'effondrement de l'Etat en URSS, une nouvelle vague d'exécutions balaya les camps. L'Opposition, constamment décimée, renaissant sans cesse. Les camps constituaient un foyer de transmission où se maintenait, dans les pires conditions et sous la forme la plus ténue, l'héritage du bolchevisme.

Le tournant de 1943

Dès la fin de la guerre, on verra se développer en URSS quelques groupes se réclamant de Lénine et dénonçant Staline comme un usurpateur. C'est là le produit des développements au cours de la guerre même. Quelle est alors la situation en URSS ?

Il est maintenant évident que Staline ne s'attendait pas à la rapidité de la décision d'Hitler d'attaquer l'URSS. Les purges, les procès, les assassinats avaient affaibli considérablement son appareil.

A la veille de la guerre, en liquidant des milliers d'officiers de l'Armée rouge à l'occasion des purges et procès de la fin des années 1930 pour la défense de la clique bureaucratique, Staline affaiblissait la défense de l'URSS.

Face à l'avancée des nazis, l'Etat en URSS était au bord de l'effondrement, des régions entières échappaient au contrôle de la bureaucratie, le parti se disloquait, la bureaucratie elle-même se désagrégeait (pour mémoire, rappelons le passage de bureaucrates aux nazis. Le général Vlassov, par exemple, qui dirigera une armée contre-révolutionnaire contre l'URSS.)

Mais les puissants rapports de production nés de la Révolution d'Octobre, l'attachement des masses à ceux-ci, ont surmonté les conséquences catastrophiques du monopole du pouvoir politique exercé par la bureaucratie, de sa politique, de sa gestion, de sa conduite de la guerre.

Dès 1941, l'armée allemande était arrêtée devant Moscou. Mais le retour à la situation internationale, le processus était engagé qui a abouti à l'effondrement des puissances impérialistes, si bien qu'à la fin de la guerre, à part l'impérialisme US, toutes les puissances impérialistes étaient disloquées. Seule cette appréciation de l'effondrement des

Bulletin de l'Opposition reproduisant en russe le programme de fondation de la IV^e Internationale.

10-й год издания. — Май-июнь 1938 г. Пролетарии всех стран, соединяйтесь!

БЮЛЛЕТЕНЬ ОППОЗИЦИИ

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)
Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-Léninistes)

ЛЕВ СЕДОВ — РЕДАКТОР-ИЗДАТЕЛЬ С ИЮЛЯ 1929 г. ПО ФЕВРАЛЬ 1938 г.

№ 66-67 АДМИНИСТРАЦИЯ И РЕДАКЦИЯ — ADMINISTRATION ET REDACTION: « БУЛЛЕТЕНЬ ОППОЗИЦИИ », Librairie du Travail 17, Rue de Sambre-et-Meuse - Paris (10^e) Подписка платна за 12 номеров — 34 фр. фр., за 6 номеров — 17 фр. фр. Prix 6 fr.

СОДЕРЖАНИЕ:

Агония капитализма и задачи Четвертого Интернационала.
Л. Т. Продолжает ли еще советское правительство следовать принципам, усвоенным 20 лет тому назад?
Л. Троцкий: Шумиха вокруг Кронштадта.

Социальное страхование в СССР.
Вокруг процесса 21-го (Малачов и др.).
Итоги разгрома «братских» компаний.
Уход из Конинтерна.
Жизнь Л. Д. Троцкого в опасности.

Агония капитализма и задачи Четвертого Интернационала *

(Мобилизация масс вокруг переходных требований как подготовка к завоеванию власти)

Объективные предпосылки социалистической революции

Мировое политическое положение в целом характеризуется прежде всего историческим кризисом пролетарского руководства.

Экономическая предпосылка пролетарской революции давно уже достигла высшей точки, которая вообще может быть достигнута при капитализме. Производительные силы человечества перестали расти. Новые изобретения и усовершенствования не ведут уже к повышению материального богатства. Конъюнктурные кризисы, в условиях социального кризиса всей капиталистической системы, обрушивают на массы все более тяжкие лишения и страдания. Рост безработицы углубляет, в свою очередь, финансовый кризис государства и подкапывает расшатанные денежные системы. Демократические правительства, как и фашистские, шествуют от одного банкротства к другому.

Сама буржуазия не видит выхода. В странах, где она уже оказалась вынужденной поставить свою последнюю ставку на карту фашизма, она теперь с

закрытыми глазами скользит навстречу экономической и военной катастрофе. В тех, где она еще может позволить себе в течение некоторого времени роскошь демократии за счет старых национальных накоплений (Великобритания, Франция, Соединенные Штаты и пр.), все традиционные партии капитализма находятся в состоянии растерянности, граничащей моментами с парализмом воли: «Эйво Дия», несмотря на его показную решимость в первый период, представляет только особую форму растерянности, возможную в стране, где буржуазия успела накопить неисчислимые богатства. Нынешний кризис, еще далеко не сказавший своего последнего слова, уже показывает, что политика «Эйво Дия» в Соединенных Штатах, как и политика Народного фронта во Франции, не открывают никакого выхода из экономического тупика.

Нисколько не лучше картина международных отношений. Под возрастающим давлением капиталистического распада империалистские антагонизмы достигли той грани, за которой отдельные столицы, вены и кровяные вспышки (Абиссиния, Испания, Дальний Восток, Центральная Европа...) должны неминуемо слиться в мировой пожар. Буржуазия отдает себе, разумеется, отчет в смертельной опасности.

* Программа действия, предложенная к обсуждению Международным Секретариатом секций IV Интернационала.

une forme particulière les processus à l'œuvre dans les masses soviétiques et annonçant les explosions qui vont suivre la mort de Staline.

Dès la fin de la guerre, en effet, les éléments qui vont conduire aux explosions d'après 1953 se rassemblent. Avec la restructuration de l'appareil, commence la reprise du contrôle du pays par Staline et le Guépéou. Cette période est marquée par le renforcement de l'oppression et de la répression contre la classe ouvrière et particulièrement contre les peuples d'URSS.

A partir de 1941, Staline décida de transferts autoritaires de populations entières dans les frontières de l'URSS. Des peuples entiers (comme les Tatares de Crimée, les Kalmouks, les Ingouches...) furent transférés en Asie centrale ou en Sibérie. Exilées, ces ethnies non russes durent en outre subir une rigoureuse politique « d'assimilation », de russification. Cette politique s'étendait alors à toute l'Union soviétique, dans les Républiques non russes d'URSS, tous les postes à responsabilités étaient attribués aux éléments russes.

En 1951, culminant cela, toutes les célébrations des grandes épopées nationales de ces Républiques non russes furent interdites, et en matière scolaire, l'apprentissage du russe fut organisé avec la plus grande brutalité, « la langue du socialisme est le russe ».

Les soulèvements baltes et ukrainiens

Face à cette situation, un certain nombre de mouvements vont se développer, particulièrement en Ukraine et dans les Républiques baltes, alors annexées. Si en Ukraine, l'arrestation de l'état-major des partisans en 1950 marque la date officielle de la fin de la guérilla, dans les articles publiés dans *Samizdat I*, Brigitte Gerland, qui durant 8 ans, jusqu'en 1953, côtoya en camp les Ukrainiens, considère que Staline ne réussit jamais « à rétablir en Ukraine l'ordre et la paix. Même pas la paix des cimetières. Chaque mois arrivaient dans les camps de nouvelles victimes des continuelles vagues d'arrestations et des expéditions punitives. Les guérilleros ukrainiens n'ont, dans leur obstination, aucune représentation précise de ce futur Etat pour lequel ils mènent une lutte si désespérée. Il doit être indépendant et défendre les intérêts du petit paysan. »

Dans les Républiques baltes également, la résistance dura jusqu'en 1950. Des groupes de partisans qui avaient lutté contre les nazis, luttèrent également les armes à la main contre la répression des troupes soviétiques. C'est ainsi que 400 000 Lithuaniens furent déportés en 1948-1949, 150 000 Lettons et 35 000 Estoniens. Ecrasés dans leur pays, ces partisans baltes et ukrainiens prolongèrent leur combat dans les camps. Déportés par dizaines de milliers, ils rejoignirent les prisonniers politiques déjà internés et participèrent avec eux aux révoltes des camps.

L'in vraisemblable tension sociale engendrée par les objectifs fixés au quatrième plan quinquennal qui devaient semer la famine dans la Basse-Volga en 1947 aboutit à un renforcement de la répression jusqu'en 1953 et cette terreur balaya toute l'opposition organisée en dehors des camps.

L'offensive contre la classe ouvrière

La faiblesse de la production agricole au début des années 1950 ne s'explique en effet pas totalement ni par les difficultés climatiques, ni par les formidables destructions de la guerre. Elle révèle un autre facteur : l'hostilité généralisée dans la paysannerie. Les mesures qui sont prises et notamment la collectivisation forcée, le renforcement de la discipline et le



Un groupe d'opposants de gauche en Sibérie en 1928 manifeste pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre.

poinds du parti à la campagne, que la guerre avait affaiblis, enfin l'ensemble des décisions autoritaires abaissant les revenus des paysans, poussent ceux-ci à la révolte.

Cette politique de reprise en main aboutira à la remise en œuvre des pires méthodes du stakhanovisme dans l'industrie. Le pays doit être reconstruit. La méthode de Staline c'est la violence quotidienne contre les travailleurs. Le recours au stakhanovisme s'accompagne de sanctions jouant sur les salaires, de la lutte contre l'absentéisme et finalement de la répression policière.

Cette politique s'organise à tous les niveaux et sur tous les plans. A titre d'illustration, l'offensive lancée au plan culturel pour interdire non seulement toute pensée indépendante mais au bout du compte pour briser les intellectuels, les rendre dociles et serviles. Pour la bureaucratie, une seule voie est acceptable, celle définie par Staline, avec un renouveau du culte de la personnalité. C'est le réalisme socialiste en littérature et dans les arts, ce sont les théories de Lyssenko en génétique. L'opération lancée des sommets de l'Etat par Jdanov, sur ordre de Staline, vise à combattre « les déviations bourgeoises des intellectuels ». Ceux qui ne plient pas ou qui ne plient pas assez vite, ou tout simplement ne correspondent pas à l'image de l'intellectuel socialiste selon Staline sont éliminés.

Vers la révolution politique

Mais, sous l'apparence de calme qu'assure le régime policier, il y a la réalité. La crise de la bureaucratie stalinienne se développe et s'accélère ; à cette étape, elle ne trouve d'expression que dans le renforcement de la terreur et dans l'existence de ces groupes d'opposition. Cependant, la contradiction entre la domination stalinienne, sa gestion de l'économie du pays et le développement de ces derniers, atteint un degré insoutenable.

La situation est pour les masses insupportable. Elles ne la supportent que par la violence de la répression.

Le pain commence à manquer (ainsi, la Sibérie qui produisait 75 000 tonnes de beurre en 1913, n'en produit que 65 000 en 1952), la campagne de répression doit alors s'accroître. Un nouveau stade est franchi en 1952 au lendemain du XIX^e Congrès du PCUS et qui va culminer dans le pseudo-« complot des médecins » (2), annonceur de formidables purges. Cette offensive représente une tentative pour étouffer les tensions économiques et sociales que l'appareil policier du stalinisme ne parvient plus à briser. S'il est vrai que Staline, prenant appui sur la victoire de l'URSS, peut encore s'appuyer sur une certaine mobilisation d'une fraction de la classe ouvrière et de la jeunesse, il n'en demeure pas moins que cette situation se modifie.

Les tensions se réfractent au sein même de la bureaucratie. Les décisions prises par Staline devaient permettre d'assurer le maintien de son pouvoir et par là même, les privilèges de la bureaucratie dans son ensemble, mais le prix était lourd à payer. Staline a en effet décimé plus d'une fois les rangs de la bureaucratie pour l'unifier et maintenir une perspective commune à l'ensemble de celle-ci.

Pendant la dernière partie de la domination de Staline, comme d'ailleurs lors des périodes précédentes, la répression qui frappe à coups de purges successives l'appareil du PCUS et l'appareil d'Etat est une des formes de la lutte de la bureaucratie contre l'opposition qui sourd par tous les canaux de la société soviétique, y compris le PCUS lui-même.

C'est ainsi que l'épuration de Léninegrad en 1947, qui s'est effectuée dans le plus grand secret mais qui a frappé des centaines de cadres dont certains du plus haut niveau (dont tous ceux rassemblés autour de Voznessenski, membre du bureau politique du PCUS), doit être mise en relation d'une part avec la résistance de cette ville, organisée véritablement par la population travailleuse de Léninegrad elle-même, et d'autre part avec la dislocation du PCUS et le surgissement, à partir de ces années, de groupes d'opposition (par exemple, l'« Œuvre véritable de Lénine »).

Par ailleurs, l'épuration du parti en Ukraine, qui a frappé suivant les endroits 50 à 80 % des membres du PCUS, ne peut être comprise qu'en

relation avec la résistance dans cette république.

La situation au lendemain du XIX^e Congrès remettait à l'ordre du jour la préparation d'une nouvelle purge au sein même de la bureaucratie. Des fractions entières de la bureaucratie étaient terrorisées, non seulement par cette perspective, mais également par les éléments indiquant une vive résistance au sein des masses soviétiques.

L'équilibre apparent s'est maintenu un certain temps. Mais que la mort de Staline ait été naturelle ou provoquée, elle cristallise soudainement les éléments de la crise qui couvaient sous cet équilibre apparent.

Par les failles ouvertes, la révolution politique s'est frayée son chemin. Nous y reviendrons le mois prochain.

L. Gauthier

(1) V. Grossman, dans « Vie et destin », rend compte de cette situation. Un échange entre un de ces dirigeants de base, Grekov et un « Commissaire politique » envoyé pour contrôler, discipliner ce groupe de partisans et donc éliminer Grekov, est illustratif. Le bureaucrate interroge : « Que voulez-vous ? » « Ce que je veux ? La liberté. » « Nous voulons tous la liberté. » « Arrêtez, lança Grekov, qu'est-ce que vous avez à foutre de la liberté ? Tout ce que vous cherchez, c'est battre les Allemands. » « Qu'est-ce qui vous prend ? Vous voulez changer le cours de l'histoire ? » « Et vous, vous voulez que tout reprenne comme avant ? » « Quoi tout ? » « Tout. La contrainte générale. »

(2) Ce qu'on a appelé le « complot des blouses blanches », pour reprendre l'expression de L'Humanité de l'époque, constitue l'accusation lancée par Staline contre 14 médecins du Kremlin de vouloir liquider la direction soviétique. Prétexte au déchaînement de la répression et des purges ; cette campagne donna lieu également à une vague d'antisémitisme organisée par la bureaucratie stalinienne.

« Je voudrais commencer cet article par un court extrait tiré du premier manifeste du groupe de résistance communiste qui s'est donné le nom significatif de *Istinna Trud Lenina* (L'Œuvre véritable de Lénine), afin de montrer par ce document comment il aspire à continuer dans la ligne du bolchevisme :

« Quels sont les buts du mouvement de résistance communiste en URSS ?

La lutte contre le système de gouvernement qui s'appuie sur la bureaucratie et sur l'armée et ne peut être éliminé que par une révolution politique.

L'établissement de la démocratie directe, sous la forme du gouvernement des soviets ouvriers et paysans, première étape vers la société sans classes.

Les bases d'une république socialiste soviétique sont obligatoirement les soviets des entreprises industrielles et des kolkhozes, qui concentrent les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, et sont élus par tous les travailleurs, ouvriers, paysans, au suffrage universel et à bulletin secret. Tous les membres des soviets peuvent, en cas d'incapacité avérée, être démis par le même procédé électoral, et la durée d'exercice de leurs fonctions n'est pas liée à une période de législature fixée à l'avance.

Toute entreprise industrielle relève du syndicat de sa branche d'industrie, à la tête duquel se trouve un soviét du syndicat. Il est élu par les soviets de toutes les entreprises relevant du syndicat. Les soviets des syndicats réunis élisent à leur tour le soviét suprême ouvrier qui représente la plus haute autorité législative et exécutive.

Les kolkhozes, par contre, doivent être réunis en districts et les soviets paysans élus par chaque coopérative élisent les soviets de district, qui élisent à leur tour le soviét suprême des paysans, qui est destiné à exercer, en commun avec le soviét suprême des ouvriers les plus hautes fonctions.

Les bureaucrates professionnels doivent être remplacés par des commissions de paysans et d'ouvriers chargées de toutes les tâches administratives, économiques et sociales nécessaires au maintien et au développement de la collectivité.

A l'armée permanente, avec ses officiers de carrière, fera place une milice ouvrière et paysanne, dont les seuls supérieurs sont les soviets de soldats élus par les forces armées.

Pour atteindre ces objectifs, il faut que soit balayée la monstrueuse oligarchie de bureaucrates tout-puissants et de militaires ambitieux dont le seul intérêt est d'exploiter les peuples soviétiques et de les déposséder de leurs droits politiques pour se maintenir au pouvoir. Seul leur renversement ouvrira la voie au communisme. »

Ce manifeste fut rédigé en 1948 par une douzaine d'étudiants de Moscou, puis reproduit et distribué clandestinement à l'université. Les jeunes léninistes qui n'avaient aucune sorte de liaison avec l'ancienne Opposition, puisque tous les représentants de celle-ci avaient été liquidés par Staline et consorts, réussirent, par leurs thèses, à attirer à eux tant d'étudiants qu'au bout de quelques mois l'*Istinna Trud Lenina* comprenait déjà des centaines de membres et avait des adhérents non seulement à Moscou mais encore dans les universités de Léninegrad, de Kiev et d'Odessa. »

B. Gerland, 1954, *Samizdat I*, (1969 *La Vérité*)

ELECTIONS EN CATALOGNE

Victoire du parti nationaliste et premier échec du PSOE

LE 29 avril dernier ont eu lieu en Catalogne les élections au Parlement catalan et à la présidence de la Generalitat (institution dont le Conseil exécutif est le gouvernement catalan).

Le parti nationaliste catalan CIU (Convergence et Union) a largement gagné avec 1 350 336 voix et 46 % des suffrages, remportant 72 des 135 sièges au Parlement, c'est-à-dire la majorité absolue. Le Parti socialiste n'a obtenu que 30 % des voix, le PSUC (staliniens) 5,8 % et les franquistes de l'Alliance populaire 7,8 %.

D'autre part, l'organisation historique Esquerra Republicana de Catalunya a à peine conservé son score électoral de 4,4 %.

Le taux de participation aux élections a à peine atteint les 64 % (lors des élections du 28 octobre 1982 qui avaient donné la victoire au PSOE, une participation dépassant les 80 % avait été enregistrée en Catalogne).

Echec du gouvernement, nouvelle défaite des franquistes

Ces résultats électoraux ont déclenché une polémique politique non simplement sur leur interprétation, mais sur les conséquences qu'elles ont dans la situation politique de l'ensemble de l'Etat, au-delà de l'importance qu'ont les institutions catalanes (Parlement et Generalitat), puisque ces institutions, selon les accords du statut d'autonomie, n'ont pas de pouvoir politique réel, leurs décisions aussi peu importantes soient-elles étant soumises au franquiste tribunal constitutionnel, c'est-à-dire à la monarchie.

Mais, malgré cela, les répercussions politiques de ces élections sont de premier ordre dans toute l'Espagne.

Elles représentent en premier lieu le premier grand revers électoral du PSOE, qui doit être comprise comme une défaite de la politique centraliste, soumise à la monarchie, du gouvernement de front populaire. Le PSOE avait obtenu 45,2 % des voix en Catalogne le 28 octobre 1982.

Raimon Obiols lui-même, le candidat du PS de Catalogne, a déclaré : « Nous avons payé les erreurs du PSOE. » Il faut rappeler que dans la polémique sur la « loi de normalisation du catalan », le gouvernement central de Madrid a contesté la loi devant le tribunal constitutionnel contre l'avis du PS de Catalogne.

Cet échec électoral du PSOE ne profite pas à « l'opposition loyale » (les franquistes de Fraga). Ils passent en effet de 14,5 % en 1982 à 7,8 % ce 29 avril.

C'est-à-dire que l'appareil franquiste est doublement défait : par le revers subi par le gouvernement qui se soumet à lui, et par la défaite de sa représentation politique directe, l'Alliance populaire (AP). Cela fait qu'il devient plus difficile encore pour la bourgeoisie espagnole d'avoir une représentation unifiée à l'échelle de l'Etat (en Euskadi, l'Alliance populaire n'a pas obtenu non plus 10 % des voix).

Les staliniens ne récupèrent pas « à gauche » le mécontentement ouvrier et populaire : ils avaient obtenu 4,6 % des voix en 1982 et ont totalisé aujourd'hui 5,8 %.

Il faut prendre en compte le fait que la nouvelle direction Iglesias du PCE basait le rétablissement du

parti sur un renforcement militant en Catalogne. Sous cet angle, le vote reflète sa crise politique et organisationnelle (près de la moitié de son parti en Catalogne a scissionné pour former le PCC, plus « fidèle » à Moscou).

D'autre part, ce parti, le PCC (Parti communiste de Catalogne, dirigé par Pere Ardiaca, guépéoutiste forcené lors des procès contre le POUM et les trotskystes en 1937), n'obtient aucune représentation parlementaire.

Les causes de l'abstention ouvrière

Les 16 % de différence entre les élections de 1982 et celles du 29 avril dernier sont dans leur immense majorité des voix ouvrières et jeunes qui se sont refusés à voter pour les partis ouvriers et qui ne considèrent pas que le vote pour Jordi Pujol (CIU) serve leurs intérêts.

Cela est facile à vérifier si on analyse géographiquement le scrutin. Le taux de participation le plus important dans la ville de Barcelone concerne les quartiers de la petite et moyenne bourgeoisie, tandis que le taux le plus faible se trouve à « 9 Barrios » et dans le port (quartiers ouvriers). Dans les villes ouvrières, il y a eu à Hospitalet une abstention de 47 %, de 45 % à Santa Coloma et Badalona, etc.

En même temps, CIU a réussi à concentrer sur elle les voix de la petite bourgeoisie, de la paysannerie, mordant sur l'électorat du PSC et du PSUC (sociaux-démocrates et staliniens), en les accusant d'être des partis centralistes.

Pour justifier leur défaite, les dirigeants du PSC et aussi du PSUC en reportent la responsabilité sur l'abstention ouvrière et disent que les travailleurs ne s'intéressent pas au fait national catalan. Rien n'est plus éloigné de la réalité, puisque ces travailleurs qui n'ont pas voté le 29 avril sont ceux-là mêmes qui, en 1976, ont défié la police lors du rassemblement du 11 septembre (Journée de la Catalogne) à Sant Boi, et qui, à plus d'un million et demi, ont empli les rues le 11 septembre 1977 en défilant sous les bannières des partis et syndicats ouvriers.

C'est la politique prononarchique des Carrillo et des Felipe Gonzalez, politique visant à ôter à la classe ouvrière son rôle de premier plan, qui a écarté momentanément celle-ci de la lutte pour la défense des revendications nationales de Catalogne.

Une majorité de votes nationalistes

Jordi Pujol, le leader de CIU, a réussi à apparaître comme la représentation de la nation catalane face au centralisme, justifiant ses propres capitulations par l'argument suivant lequel Madrid empêche de faire autre chose. Evidemment, son respect vis-à-vis du cadre du statut d'autonomie le rend en seconde instance complice du centralisme, mais il parvient à apparaître comme une victime s'identifiant à la nation catalane.

Dans une certaine mesure se répète le schéma politique des années 30, à quelques différences importantes près. Sous la République, c'est un parti nationaliste bourgeois, l'ERC (Esquerra Republicana de Catalunya) qui était électoralement majoritaire, en bonne partie grâce à l'abstention ouvrière à laquelle appelait la CNT (syndicat

anarcho-syndicaliste). Cela n'a pas empêché la formation de l'Alliance ouvrière, la grève générale de 1934, et surtout, la révolution face au fascisme en juillet 1936 et l'insurrection ouvrière de 1937.

Aujourd'hui, le parti électoralement majoritaire est la CIU qui concentre les voix nationalistes.

La persistance de la crise de la monarchie

Deux jours après la victoire de Pujol, le président du gouvernement Felipe Gonzalez disait dans un meeting le 1^{er} mai à Bilbao qu'un réajustement était nécessaire dans la politique autonomiste. Il n'a pas expliqué le contenu de ce réajustement, mais tout indique que Gonzalez cherche, semble-t-il, un solide pacte d'Etat avec la CIU et le PNV (Parti nationaliste basque), en défense du régime.

De nombreuses voix se sont prononcées pour un Etat fédéral : par exemple, au sein du PSOE, Rodriguez de la Borbolla, président de la junte d'Andalousie. Mais un Etat fédéral ne se conçoit que si toutes les nations se trouvent sur un pied d'égalité, c'est-à-dire l'Union des Républiques, et non pas une fédération de soumission à la monarchie. La terreur face à une désagrégation de l'Etat que cela représente a fait réagir violemment l'AP et l'armée.

Ce qui existe électoralement aujourd'hui, c'est un véritable labyrinthe, un « désordre fédéral » pour reprendre les termes du journaliste franquiste Emilio Romero. En effet, il y a une majorité nationaliste en Euzkadi et en Catalogne, une majorité franquiste en Galice, en Cantabrie et dans la moitié de la Castille, un gouvernement du PSOE et une majorité de celui-ci en Andalousie, en Estramadure, à Valence et à Madrid !

Il y a peu, un vieux prêtre de l'UCD déclarait : « L'UCD avait perdu les élections d'autonomie, il va arriver la même chose au PSOE. »

Mais le fond de la question est que la monarchie est la prison des peuples, qu'elle est historiquement incompatible avec la réalité nationale d'Euskadi et de Catalogne.

Les efforts pour constituer un parti centriste

Tous les coryphées de la presse libérale ont souligné la victoire de Pujol en Catalogne comme ouvrant la possibilité de la construction d'un parti centriste-libéral en Espagne, entre le PSOE et l'Alliance populaire. C'est-à-dire un parti bourgeois moderne, progressiste, un parti non franquiste.

Il est évident qu'il y a toujours un personnel politique, d'anciens franquistes travestis en démocrates, des arrivistes divers, des journalistes ambitieux ou des curés sans soutane, prêts à se joindre à cette alternative. Mais cela a déjà échoué avec l'UCD de Suarez (Union du centre démocratique, détruite en moins de cinq ans), parce que les élections sont déterminées par la lutte de classes, et non pas le contraire.

Parce que, quel gouvernement peut fermer Sagunto ? Quel gouvernement peut entraîner des milliers de licenciements au compte de l'entrée dans le Marché commun, si ce n'est un gouvernement comme celui que dirige le PSOE avec l'aval du PCE ? Et en particulier, quel



Meeting du POSI aux Ramblas de Barcelone.

gouvernement peut déchaîner la répression sur le peuple basque, comme le fait l'actuel gouvernement ? Un gouvernement proche du PNV et de CIU, qui se réclament des droits nationaux, pourrait-il le faire ?

Les partisans du front populaire veulent enfermer le conflit dans un conflit droite-gauche, le centre étant à reconstruire. Mais pour parler en termes de classe, et en particulier en relation avec la structure et les institutions de l'Etat de la bourgeoisie espagnole, la monarchie, la question est de savoir si la victoire nationaliste renforce ou non la stabilité politique.

Car, ce qui a constitué en Euzkadi et en Catalogne le PNV et CIU comme partis de la bourgeoisie peut difficilement aider à unifier au niveau de l'Etat la bourgeoisie espagnole, formée contre toute revendication nationale.

Cela malgré la volonté des dirigeants du PNV et de CIU. Ces partis sont des partis constitués « face à l'Etat », qui recherchent et souhaitent le pacte avec la monarchie, mais qui ne sont pas des partis de l'appareil franquiste, de l'armée du 18 juillet.

Les élections en Catalogne, loin d'aider à constituer à l'échelle de l'Etat un parti bourgeois démocratique, ont représenté un vote contre le centralisme, en dernière instance contre la monarchie, même si son expression électorale s'est faite au travers d'un parti bourgeois.

Et il faut souligner que l'opposition centralisme-Catalogne est, en dernière instance, l'opposition entre monarchie et République catalane libre.

Le 15 mai 1984, Andreu Camps

LES travailleurs de Sagunto ont ouvert la voie à toute la classe ouvrière de l'Etat espagnol. Après 14 mois de combat, 20 grèves générales régionales, 4 marches à Madrid, 700 000 signatures pour que les Cortes votent leur projet de loi, seule la division imposée par les dirigeants staliniens des Commissions ouvrières a permis que se réalise l'accord pour fermer Sagunto, aux prix de concessions financières.

Le recul imposé par les dirigeants syndicaux ne veut pas dire que l'expérience de Sagunto ait été lettre morte.

La victoire ouvrière et des masses du 28 octobre 1982 qui a donné la majorité au PSOE a représenté un coup contre l'Etat de la monarchie. Le mouvement des masses, dans la continuité de cette victoire, est en train de défaire les plans anti-ouvriers qu'impose la soumission à la monarchie. Les ministres Boyer (Economie), Solchaga (Industrie), Barrionuevo, les représentants les plus avancés de la soumission au franquisme, sont défaits. A l'intérieur même du PSOE et de l'UGT, l'opposition s'accroît envers ces ministres. Mais c'est l'ensemble de la politique du gouvernement qui est remise en cause.

Sagunto a exigé des Cortes qu'elles gouvernent en faveur des travailleurs... C'est là la voie dans laquelle s'engagent de façon croissante des secteurs entiers de la classe ouvrière. A Madrid, 7 300 travailleurs des banques Rumasa (nationalisées le 23 février 1983), ce qui représente 80 % des salariés, ont signé un projet contre la reprivatisation, et vont le présenter aux députés du PSOE, du PCE et d'EE, sous la forme d'un projet de loi.

1 500 travailleurs de l'administration militaire ont envoyé une délégation aux Cortes pour que la loi sur la liberté syndicale ne comporte pas de clause interdisant à ces travailleurs de se syndiquer.

Les milliers de personnes touchées par les effets de l'huile de colza se rassemblent chaque jeudi devant les Cortes pour exiger que justice leur soit rendue.

Des milliers de signatures sont recueillies dans tout l'Etat appelant à un référendum sur la sortie de l'OTAN.

Un projet de loi concernant l'attribution d'allocations familiales illimitées pour les chômeurs est proposé par la Coordination d'Euskadi, pour que le Parlement basque légifère en leur faveur.

La crise aggravée de l'appareil d'Etat, la dislocation du gouvernement, sa défaite en Euskadi et en Catalogne ont la même origine, l'exigence des travailleurs et des peuples que soit respectée la volonté de la majorité. Que les députés du PSOE et du PCE gouvernent pour la majorité, que les Parlements d'Euskadi et de Catalogne proclament leur souveraineté, c'est là l'exigence qui concentre les espoirs des travailleurs et des peuples, c'est l'issue positive face au vieux monde franquiste.

23 mai 1984
Andreu Camps

LA LOI SAVARY ADOPTÉE

Le jeu des institutions bonapartistes de la V^e République

A l'observateur — même attentif —, la vie politique française peut apparaître comme le domaine des mystères et des paradoxes. Les problèmes posés par l'enseignement, par le statut de l'école en France mettent en évidence ce caractère.

Le gouvernement que dirige Pierre Mauroy (dirigeant du Parti socialiste), et auquel participent des ministres membres du Parti communiste français comme Fiterman, élabore dans le secret des cabinets ministériels un projet de loi scolaire.

Contre ce projet de loi se dressent la hiérarchie catholique et les partis « d'opposition » (c'est-à-dire les partis chassés du gouvernement du pays par les élections de mai-juin 1981). Ils mobilisent et organisent de grandes manifestations : les forces réactionnaires occupent la rue. Et aujourd'hui, on annonce de nouvelles manifestations.



La convention nationale « pour un parti des travailleurs »

Cependant, dans la « majorité » (c'est-à-dire dans les groupes parlementaires du PS et du PCF), on ne peut dire que cette loi suscite l'enthousiasme. Le groupe parlementaire du PCF déclare officiellement qu'elle n'est pas bonne et la majorité des élus du PS ont en fait la même position. Ils lui reprochent de faire la part trop belle à l'enseignement privé, c'est-à-dire à un enseignement contrôlé à plus de 95 % par la hiérarchie catholique. Néanmoins, ils laissent passer, l'adoptent sans discussion et se consolent car ils n'ont pas eu à voter. En effet, ce projet de loi devient effectivement une loi sans que le Parlement la vote...

Essayons de comprendre, au-delà des apparences, ce qui est en jeu et le contenu des mécanismes utilisés par le gouvernement de front populaire qui gouverne dans le cadre des institutions de la V^e République.

Une loi régressive contre la laïcité de l'école

Commençons par le commencement. La loi Savary (du nom du ministre actuel de l'Éducation nationale) est une loi profondément régressive et nocive. La laïcité de l'école, la séparation de l'Église et de l'État, de l'Église et de l'École, constituent des conquêtes démocratiques dont les travailleurs savent le prix. Ils sont passionnément attachés à la défense de tout ce qui contribue à préserver l'avenir de leurs enfants.

Ces conquêtes ont été remises en cause par le régime réactionnaire issu du coup d'État de mai 1958 instituant la V^e République. L'un des premiers « grands » actes législatifs

de ce régime fut de rétablir par les lois Guerneur et Debré le financement des écoles confessionnelles par les fonds publics. L'une des exigences qui s'affirma dans l'élection de Mitterrand comme dans le vote massif qui s'ensuivit pour le PS et le PCF, ce fut précisément la volonté de voir ces lois réactionnaires abrogées, d'en revenir au principe démocratique : « Fonds publics exclusivement à l'école publique ».

Or, la loi Savary, loin de constituer même un pas timide et insuffisant dans la bonne voie, représente une aggravation qualitative de toutes les dispositions réactionnaires contre l'école prises en près d'un quart de siècle de V^e République. Si les critiques formulées par le groupe parlementaire du PCF et au sein du groupe parlementaire du PS ont comme objet de répondre à l'indignation qu'a suscitée cette loi, elles ne font qu'effleurer son contenu réel.

Pourquoi alors l'Église et les partis bourgeois, le RPR et l'UDF appellent-ils à de nouvelles manifestations ? Parce que la soumission du gouvernement de front populaire à leurs exigences les incite à aller plus loin. Comme l'écrit Marc Gauquelin dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* n° 1160 : « Ils ont déjà obtenu l'essentiel, comme les capitalistes, dans tous les domaines. Ils veulent plus, ils veulent tout. »

L'utilisation des moyens du bonapartisme

Reste à revenir sur la manière dont cette loi a été « adoptée » par l'Assemblée, sans vote. Tout en la « désapprouvant » (position du groupe parlementaire du PCF), ou en s'y ralliant au nom de modifications « positives » tout en conti-

nuant à explorer certains de ses aspects (parlementaires du PS), ils l'ont acceptée telle qu'elle était présentée par le gouvernement, renonçant ainsi à l'exercice de tout droit parlementaire.

Il n'y a eu en effet ni véritable débat, ni vote, le gouvernement ayant eu recours à l'article 49-3 de la Constitution. Cet article l'autorise à engager sa responsabilité sur un texte : à partir de ce moment, ou une motion de censure est présentée qui obtient la majorité et le gouvernement est renversé, ou le texte est adopté automatiquement et sans amendements.

C'est ce scénario qui a été appliqué : le RPR et l'UDF ont présenté une motion de censure minoritaire. La loi a été adoptée sans que le Parlement vote. Naguère, c'est Mitterrand lui-même qui dénonçait cet article 49-3 comme l'un des exemples les plus scandaleux du caractère des institutions de la V^e République. C'est en utilisant l'arsenal des mesures bonapartistes de la Constitution de la V^e République que le gouvernement Mitterrand-Mauroy fait passer une loi profondément réactionnaire et radicalement contraire aux aspirations qu'exprimait le vote de 1981.

C'est en acceptant ce piège, en se soumettant à l'arbitraire bonapartiste, en se démettant de la souveraineté qui lui a été confiée, que la majorité PS-PCF prépare la « revanche » des partis bourgeois.

Car ce n'est pas que sur la question de l'École mais en relation avec tous les problèmes essentiels, ceux des salaires, des licenciements, de la

Extrait de la plate-forme électorale de la liste « Pour un parti des travailleurs »

Notre programme : LA DEMOCRATIE

Le 17 juin, vous êtes appelés à voter.

Considérant l'absolue nécessité de respecter la démocratie.

Considérant que la majorité des députés PS-PCF, investie par le peuple à l'Assemblée nationale, est en mesure, en décrétant sa souveraineté, de voter la loi.

Considérant que pour sauver la population laborieuse des villes et des campagnes de la misère, du chômage, de la dégradation qui la menacent, l'Assemblée nationale a le pouvoir de décider par la loi :

- l'interdiction de tous les licenciements, qu'ils soient ou non déguisés (reconversion, prime de départ...);
- la protection de tous les acquis sociaux;
- le moratoire des dettes et des impôts locaux pour les foyers frappés par le chômage;
- l'embauche des jeunes en fonction de leurs diplômes et qualifications et l'interdiction d'exiger une expérience;
- la garantie minimum du pouvoir d'achat pour tous, indexé sur le coût de la vie et la libre négociation des salaires;
- la sauvegarde du droit de tous les enfants à l'instruction, la sauvegarde de l'école publique, laïque, les fonds publics à l'école publique;
- la confiscation des milliards acquis par la spéculation et des milliards d'« aides » aux capitalistes dont ils se servent pour licencier;
- la confiscation des milliards du budget militaire qui sert notamment à entretenir des troupes françaises à l'étranger et l'attribution de ces sommes considérables à la préservation de l'enfance et de la vieillesse;
- le service national à six mois;
- le moratoire des dettes et la garantie des revenus pour la paysannerie laborieuse;
- la garantie de tous les droits démocratiques pour tous les travailleurs, français et immigrés, et l'annulation des dispositions discriminatoires prises à l'encontre de ces derniers;
- la réduction des loyers pour tous les foyers à faibles ressources et l'interdiction des expulsions pour les chômeurs, les vieux travailleurs et les retraités;
- la reconnaissance effective du droit à la santé et à l'éducation des enfants handicapés;
- l'abolition des mesures discriminatoires à l'encontre des travailleurs handicapés et l'égalité des droits avec tous les travailleurs.

Nous déclarons :

Plus nous serons nombreux à nous organiser dans le combat pour un parti des travailleurs, plus grande sera la force qui aidera toute la classe ouvrière, la jeunesse, les paysans, à s'unir pour le respect de la démocratie, contre l'exploitation et l'oppression et pour le socialisme.

Pour l'unité des travailleurs dans le respect de la démocratie ouvrière

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LA LISTE « POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS »

liste ouvrière et paysanne d'unité, soutenue par le Parti communiste internationaliste et des militants du mouvement ouvrier de toutes tendances politiques et syndicales.

Santé, que la Constitution antidémocratique de la V^e République est utilisée comme moyen d'imposer des mesures anti-ouvrières.

Comme le dit un communiqué adressé aux 100 000 signataires de la lettre ouverte aux dirigeants du PS et du PCF : « Nous n'avons pas voté pour que les députés PS-PCF acceptent le projet Savary qui disloque tout le système d'instruction publique et va porter la plus dure atteinte à la laïcité de l'école. Non, nous n'avons pas voté pour que la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale accepte de se plier au diktat de l'article 49-ter de la Constitution gaulliste dénoncée par tous en 1958-1962 comme réactionnaire... »

Il faut cesser de chercher à enfermer les travailleurs, les militants et les jeunes dans de fausses obligations : accepter de mettre en œuvre la politique du gouvernement ou bien quitter le gouvernement. Il ne s'agit pas de cela, il s'agit que les députés PS et PCF assument la souveraineté, fassent au gouvernement la politique pour laquelle nous les avons élus. Il s'agit que la majorité PS-PCF, appliquant la démocratie, cesse de voter des lois et mesures

anti-ouvrières à l'Assemblée nationale. Il s'agit pour les députés PS et PCF de voter des lois sociales de défense des travailleurs. Ils en ont les moyens. Ils sont la majorité. »

Sur cet axe, à l'occasion des élections européennes, se développe dans toute la France l'action pour la constitution de sections pour un parti des travailleurs, soutenant la liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le PCI et des militants du PS et du PCF ou ayant appartenu à ces partis, ainsi que des militants syndicalistes.

A la suite de la Convention nationale du 29 avril où 700 délégués ont désigné une liste représentative dans sa diversité des forces qui se rassemblent sur le terrain d'un parti des travailleurs, la campagne s'intensifie. Des meetings se tiendront dans les principales villes de France, et à Paris un meeting central est organisé le 6 juin.

C'est ainsi que se réunissent les conditions pour ouvrir aux masses travailleuses une perspective positive pour les aider à réaliser elles-mêmes leur victoire contre les plans du capital.

Amérique latine

10 - Tribune internationale - mai 1984

AU BRÉSIL, APRES LE VOTE DU CONGRES

La lutte pour les élections directes

Le 26 avril, le jaune — couleur noir de la déception ou plutôt symbolique de la campagne de la désillusion ressentie par pour les élections directes à la présidence de la République — qui a rempli durant plus de trois mois les rues des principales villes du pays, a été remplacé momentanément par le

noir de la déception ou plutôt des millions et des millions de travailleurs et jeunes des campagnes et des villes après le vote sur l'amendement Dante de Oliveira, qui a eu lieu la veille du Congrès national (1).

NOUS disons qu'il s'agit d'un « deuil » passager parce que rien ne sera plus comme avant dans ce pays, où près de 5 millions de personnes sont descendues dans les rues dans de gigantesques manifestations, démontrant ainsi leur volonté d'imposer la démocratie et leur disposition à la lutte. Ce résultat ne doit tromper personne : il ne veut dire en aucune façon que le général-président Figueredo ait réussi à ressouder les fissures qui traversent de haut en bas son édifice de domination à un moment où la crise économique et les pressions du FMI (cf. les articles dans cette page) poussent de plus en plus les larges masses au combat en défense de leurs conditions de vie, de leur propre survie. Bien au contraire, la situation est explosive.

En effet, la façon dont le vote a eu lieu sur l'amendement constitutionnel démontre en toute clarté la profondeur de la crise qui ébranle le régime militaire et la force du mouvement des masses. Pas moins de 54 députés des rangs du PDS (parti du gouvernement, ayant 232 sièges à la Chambre des députés) ont voté en faveur de l'amendement ; et 113 n'ont tout simplement pas voté, s'absentant de l'enceinte de la discussion. Tout cela dans le cadre de l'état d'urgence décrété par le régime à l'occasion du vote et du quadrillage de Brasilia par l'armée, afin d'empêcher toute manifestation publique et d'intimider les parlementaires eux-mêmes.

Si l'amendement n'a pas été approuvé alors qu'il a reçu 62 % des voix en sa faveur (298 députés), cela est dû à la Constitution des militaires qui établit le quorum des deux tiers pour l'approbation de changements constitutionnels.

Pressée par les exigences du FMI — transmises et exécutées par la dictature et qui touchent plusieurs de ses secteurs —, la bourgeoisie craint aujourd'hui en même temps le développement de la mobilisation des masses, mobilisation à la tête de laquelle elle s'était jusqu'à présent trouvée, sans pour autant pouvoir la contrôler complètement. En conséquence, après le 25 avril, la bourgeoisie cherche à ajourner la confrontation et tente d'engager la « négociation » proposée par Figueredo dans le cadre du respect du collège électoral.

Le sous-amendement présenté par l'opposition à l'amendement de Figueredo (2) en proposant une autre fois les élections directes tout de suite, vise à maintenir la pression de la

bourgeoisie sur la dictature, cherchant un accord qui soit réciproquement acceptable avec le régime dans cette négociation.

Avant même le 25 avril, le député Roberto Preire, porte-parole du PCB qui intervient dans le PMDB, préconisait la « négociation, que soit victorieux ou battu l'amendement Dante de Oliveira » (*Jornal do Brasil*, 20 avril 1984).

La vérité est que cette « négociation », encadrée dans le respect des institutions du régime, apparaît pour Figueredo, pour l'opposition bourgeoise et pour le stalinisme — de même que pour l'impérialisme lui-même — comme la stratégie actuellement disponible pour faire face avant tout au gigantesque mouvement engagé par les masses dans les derniers mois, dont le contenu n'est autre que celui de la révolution qui couve contre ces institutions.

Il est clair que cela ne va pas sans frictions importantes au sein du PMDB lui-même (principal parti d'opposition). Ulysses Guimarães président du parti, conserve ses distances vis-à-vis de la négociation, tandis que Tancredo Neves, le gouverneur du Minas Gerais, désigné unanimement comme un éventuel « candidat » du « consensus » avec le régime pour un prétendu « gouvernement de transition », y avance secondé par le gouverneur Franco Montoro (de Sao Paulo). Commentant ironiquement ces propositions, Lula (le président du Parti des Travailleurs-PT) a déclaré récemment que « la proposition de Tancredo n'est en rien celle d'un gouvernement de transition. C'est plutôt une proposition de transaction. » D'autre part, Leonel Brizola, le président du PDT et gouverneur de Rio de Janeiro (tenu aujourd'hui comme vainqueur probable en cas d'élections directes) propose la désignation (par la majorité et l'opposition) pour un « mandat-tampon » de deux ans, d'un candidat de transition à la présidence, confirmé ensuite par référendum.

La majorité de la nation recherche les moyens d'imposer sa volonté

Cependant, toutes les récentes mobilisations ont démontré que, du point de vue de la majorité de la nation, il n'existe d'accord possible qui ne parte de la convocation d'élections libres et directes immédiatement.



Le peuple brésilien n'accepte pas le « collège électoral » mis en place par le régime. La conséquence nécessaire du vote des 298 députés en faveur de l'amendement pour les élections directes, ce ne serait pas seulement sa réaffirmation et son élargissement (pour la conquête duquel n'est pas écartée la réalisation d'une grève générale pour faire pression sur le vote des autres parlementaires) contre l'amendement de Figueredo, mais la prise de position de ces mêmes députés — qui, le 25, ont voté en respectant la volonté du peuple — en affirmant la souveraineté du Congrès contre les diktats des militaires et de Figueredo minoritaire, pour le boycott du collège électoral, conformément à la proposition approuvée par la dernière rencontre nationale du Parti des travailleurs et par la CUT de Sao Paulo.

C'est de cette manière que, dans le combat pour faire valoir sa volonté, le peuple brésilien commence à poser de façon pratique la perspective d'une Assemblée constituante souveraine qui s'impose aux militaires, déterminant les formes pour la satisfaction des revendications de la majorité de la nation à tous les niveaux.

Dans ces conditions, menant inconditionnellement le combat intransigeant pour la démocratie, le Parti des travailleurs — qui a connu un renforcement indéniable durant ce dernier mois — peut ouvrir la perspective nécessaire à la victoire des larges masses. C'est là sa vocation.

14 mai 1984
J. Adamastor

Déclaration du Parti des travailleurs du Brésil

Le directoire national du Parti des travailleurs (PT) réuni à Sao Paulo les 5 et 6 mai, réaffirme l'objectif de continuer et d'intensifier la lutte pour la réalisation d'élections directes tout de suite en 1984. Dans cette perspective, le PT annonce dès maintenant qu'il ne participera pas au Collège électoral, pas plus qu'à toute négociation qui priverait le peuple de son droit inaliénable d'élire, cette année même, le président de la République.

La conciliation proclamée avec le régime autoritaire ne bénéficiera qu'aux élites, au détriment des intérêts de l'écrasante majorité du peuple. L'histoire brésilienne est prodigue en pactes semblables : des secteurs des classes dominantes s'alliant pour exclure le peuple des décisions politiques.

Toute voie qui ne serait pas celle indiquée par le peuple représenterait la continuité de la soumission au Fonds monétaire international, FMI, avec ses tragiques conséquences : récession, chômage, famine. Elle représenterait aussi le maintien des mécanismes traditionnels de manipulation et d'oppression de la classe travailleuse. Loi de sécurité nationale et consolidation des lois du travail, entre autres.

Dans la logique donc des positions que nous avons exprimées de façon répétée, nous condamnons ceux qui persistent à ignorer la volonté manifestée sur les places du Brésil tout entier, en tentant de remplacer les élections directes tout de suite par de trompeuses alternatives (mandat-tampon, pseudo-parlementarisme, élection par le Congrès, etc.).

De telles propositions dévient la lutte démocratique de ses véritables objectifs, divisent les oppositions, trompent la population, et amènent de l'eau au moulin des adversaires des aspirations populaires. Le rejet de l'amendement Dante de Oliveira (décision illégitime du Congrès national, parce que contraire à la volonté du Brésil et prise sous le joug des mesures d'urgence) n'a marqué que la fin de la première phase de la campagne, dont le ton a été donné par les manifestations publiques et les grands rassemblements, prêtant à la lutte parlementaire un contenu populaire sans parallèle dans notre vie politique.

La seconde phase commence maintenant et, pour qu'elle soit un succès, des définitions claires s'imposent quant à ses méthodes et objectifs. Nous réaffirmons, à cette occasion, le rôle du « Comité national pour les directes » (ainsi que les comités régionaux et locaux) comme le forum d'orientation de la campagne dont le terrain principal doit rester les rues et les places, les quartiers, les entreprises et les écoles. Nous pensons que les partis politiques et les mouvements populaires, sur la base de la très riche expérience accumulée dans les derniers mois, réunissent toutes les conditions pour mener en avant la campagne, rendant possible une participation populaire encore plus forte.

Dans ce sens, le Parti des travailleurs s'engagera aux côtés du Comité suprapartidaire national pour viser à réaliser des journées nationales successives de lutte, des rassemblements populaires et des arrêts du travail, de façon à ce que ces initiatives s'intensifient puissent déboucher, conformément à l'orientation unitaire du mouvement syndical, sur une large et massive grève générale, capable de traduire avec une force supérieure la volonté souveraine de la nation.

Directoire national du Parti des travailleurs
Sao Paulo, 6 mai 1984

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
.....	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

(1) Amendement constitutionnel établissant des élections directes tout de suite, proposé par l'opposition. Le vote à la chambre des députés a été de 298 pour et 65 contre, 3 abstentions et 113 « absences », le quorum nécessaire des deux tiers n'étant cependant pas atteint pour son approbation.

(2) Après le vote du 25 avril, Figueredo a présenté au congrès national un amendement pour des élections directes en 1988. Juste après, l'opposition a proposé un sous-amendement réaffirmant la nécessité des élections directes tout de suite.

continue

Dans l'étau du FMI

LA POSITION DE LA CUT

LE Congrès régional des travailleurs, qui s'est tenu du 27 au 29 avril et qui a fondé la Centrale unique des travailleurs de Sao Paulo, a discuté de la participation de la CUT à la campagne pour les élections directes immédiates. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la résolution adoptée :

« Face au rejet de l'amendement des élections libres et directes tout de suite par le Congrès national, la question que tous se posent est : comment réussir à faire entendre la volonté du peuple d'être délivré immédiatement de ce régime ? La majorité (62 %) de la Chambre — 298 députés — a voté pour les élections directes tout de suite. L'écrasante majorité du peuple (90 %) et de ses organisations exigent les élections directes tout de suite et la satisfaction des revendications. Face à cela, la CUT réaffirme sa position contre la négociation sur les directes tout de suite et pour le boycott du collège électoral.

Pour la grève générale, pour les directes tout de suite, la CUT de Sao Paulo a adopté un plan :

« Discussion et préparation de la proposition de grève générale :

- a) aux portes des usines et des entreprises
- b) dans les syndicats en assemblées
- c) avec la Conclat

d) dans les comités pro-directes, en proposant la tenue d'un plénum national, inter-organisations, appelant les 298 députés qui ont soutenu les élections directes, ainsi que les autres organisations ;

Réunion de la direction nationale de la CUT pour évaluer le processus et définir la possibilité de l'appel à la grève générale. Ce Conclat ne fixe donc pas la date de la grève générale.

Un point important de ce plan — le plénum national — est ainsi expliqué :

« d) Pour isoler de plus en plus le régime et centraliser la lutte pour la démocratie, proposer la tenue le plus vite possible d'un plénum national pour les élections directes tout de suite, avec la participation des 298 députés qui ont voté pour l'amendement Dante de Oliveira, les partis politiques, la CUT, le Conclat, les syndicats et organismes populaires et démocratiques.

A ce plénum, la CUT fera les propositions suivantes :

- Non aux négociations des élections libres et directes tout de suite
- Boycott du collège électoral
- Journée nationale de lutte
- Marche vers Brasilia
- Grève générale. »

LA situation économique brésilienne et la dégradation des conditions de vie de la majorité de la population ont trouvé dans les dernières semaines leur expression dans des indices peu usuels mais assez éloquents.

Ainsi, une enquête réalisée par le département de l'hygiène (COMURB) de Rio de Janeiro démontre que dans la zone des 377 favelas (bidonvilles) de cette ville (où vivent 1,7 des 5 millions de « cariocas »), le pourcentage de déchets alimentaires constitue 35 % de la totalité des ordures, contre 68 % en 1964 (l'année du coup d'Etat militaire) ; dans les campagnes avoisinant l'Etat de Sao Paulo, cet indice passe de 63 à 36 %. Dans les quartiers de la « classe moyenne », on observe la même réduction. Il est intéressant de noter que dans la seule année dernière, entre avril 1983 et avril 1984, la moyenne quotidienne d'ordures recueillies dans ces quartiers est passée de 405 à 333 tonnes, c'est-à-dire une chute de 17 % en une année !

Une gymnastique mathématique réalisée par quelques économistes en avril dernier a aussi permis la configuration d'une donnée pittoresque : si on entassait en pièces d'un cruzeiro (monnaie brésilienne) les 100 milliards de dollars de la dette extérieure actuelle contractée sous la dictature, on pourrait ériger un mur de 110 mètres de haut tout autour de la terre !

Il est clair que ces données, au moment où nous écrivons cet article, sont d'ores et déjà aujourd'hui en partie dépassées : le cruzeiro a déjà subi de nouvelles « dévaluations » par rapport au dollar (ce qui ne fait qu'élever le mur), et l'inflation continue à attaquer le salaire des travailleurs (ce qui ne fait que diminuer la quantité d'ordures).

Mais, derrière l'aspect « humoristique » de ces indices, se cache une situation sans précédent jusqu' alors dans le pays, marquée par l'application de la « recette » du FMI, avec

lequel les militaires ont déjà signé cinq chartes d'intention depuis le début de l'année 1983, pour tenter de payer la monstrueuse dette extérieure.

Depuis 1980, le Brésil enregistre des indices négatifs de son Produit intérieur brut. Pour la seule année dernière, le PIB est tombé de 3,3 % avec - 18 % dans le secteur de la construction civile ; - 7,3 % dans le secteur industriel ; - 20,3 % en biens de capital ; - 6,3 % dans l'industrie de transformation ; - 3 % en biens de consommation.

La capacité non employée du parc industriel du pays atteint le taux de 50 % ou plus dans certaines branches de la production.

Ces faits peuvent à eux seuls expliquer le « succès » obtenu en ce qui concerne la balance commerciale en 1983 (avec un bilan positif de 6,5 milliards de dollars), provenant non pas d'une éventuelle augmentation des exportations en général, mais d'une réduction drastique des importations. Les porte-parole du FMI eux-mêmes disent que le crédit de 257 millions de dollars concédé au Brésil le 9 mai dernier ne l'a été qu'à cause de la chute des exportations brésiennes en 1983, en particulier dans les secteurs des minerais de fer, du sucre et du soja.

Pour les travailleurs, cette situation de récession ne peut signifier que l'augmentation du chômage, de la misère, du désespoir. Le Brésil compte aujourd'hui 10 millions de chômeurs (22 % de la population active), sans compter les millions qui sont sous-employés. Au total, les faits révèlent que 32 % de la population totale (125 millions de personnes) vivent dans la misère la plus absolue.

Un exemple : en 1982, un travailleur qui gagnait le salaire minimum devait travailler 142 heures par mois, uniquement pour s'acheter les produits alimentaires de base ; en 1983, le même travailleur, en tenant compte du salaire réajusté suivant les indices fixés par le gouvernement, doit travailler 244 heures pour obtenir les mêmes aliments.

Le décret-loi n° 2 065, qui régit les réajustements salariaux, stipule que ceux-ci seront en moyenne de 80 % de l'indice national des prix au consommateur. Cela représente une attaque ouverte contre les salariés dans leur ensemble. Les salaires des cadres supérieurs, par exemple, ont baissé de 50 % en valeur réelle entre 1979 et 1984.

Mais le pillage impérialiste, la véritable guerre de rapine économique exercée par l'impérialisme nord-américain en particulier, a des répercussions directes sur l'existence même de la bourgeoisie brésilienne elle-même. Les faillites dans le secteur industriel ont augmenté de 26,5 % en 1983 ; ce chiffre était de 33 % dans le commerce. A ce sujet, les entreprises multinationales installées au Brésil ont enregistré des bénéfices de l'ordre de 11,3 %, une augmentation de 29,4 % du patrimoine liquide (contre une diminution de 7,8 % pour les entreprises brésiennes).

Sans parler des banques impérialistes dont les bénéfices ont plus que doublé durant cette même période. Dans ce dernier secteur, aussi, nous assistons à des exemples d'intégration de fractions du capital national par l'étranger, comme dans le cas du récent transfert de 43 % du contrôle des actions de la Banque Dinasa de

Investimento vers la First National Bank of Chicago, les crédits fournis par celle-ci à celle-là étant transformés en investissements.

D'autre part, nous assistons à une réduction « volontaire » de 50 % des exportations de l'acier brésilien vers les USA, réduction décidée en réalité par le gouvernement sur les ordres du FMI.

Le journal *Folha de Sao Paulo* disait pour résumer cette situation : « A aucun moment dans le monde de l'après-guerre, le Brésil ne s'est vu dans une situation aussi contraignante. Soumis à des pressions extérieures, frappé dans la fragilité de la place qu'il occupe, cédant aux intérêts des banquiers internationaux, le pays accepte non seulement que lui soient imposées des lignes de politique économique par une institution sans engagements majeurs envers la nation — le FMI —, de même qu'il accepte passivement la continuelle ingérence du Fonds dans les décisions intérieures, dans une agression ouverte contre les principes de nation indépendante. Et, contrainte majeure, le FMI a un accès direct à tous les bureaux officiels, une entrée franche dans tous les organismes, contrôlant tout et tous, exigeant insatiablement l'ouverture de nouvelles archives, la lecture de plans et de programmes, entraînant des actions et des omissions, rejetant des objectifs et en refaisant d'autres qui devraient être nationaux, dans le plus pur style d'agents de la métropole dans le Brésil colonial. » (FSP, 19 février 1984).

Craignant les conséquences de cette situation, en particulier une explosion révolutionnaire des masses, dont la haine s'est déjà exprimée dans les gigantesques manifestations pour les « directes », la dictature manifeste elle-même aujourd'hui son inquiétude. Une dépêche de l'AFP du 19 mai rapporte :

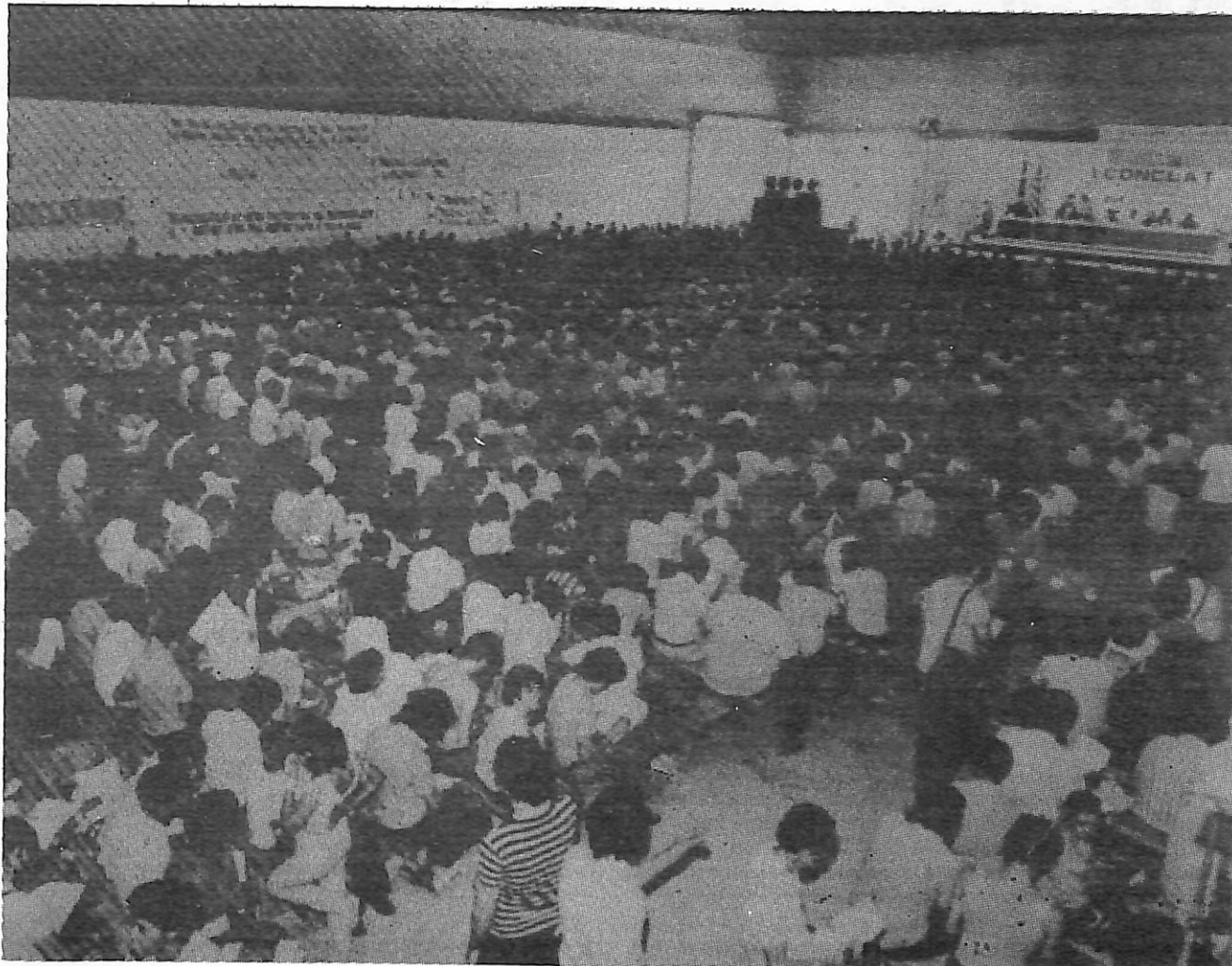
« Dans un communiqué publié par le ministère des Relations extérieures à Brasilia, les présidents Joao Figueiredo (Brésil), Belisario Betancur (Colombie), Miguel de la Madrid (Mexique) et Raul Alfonsin (Argentine) « proposent l'adoption de mesures concrètes pour promouvoir des changements substantiels dans la politique financière et commerciale internationale ». Ces changements, selon les trois chefs d'Etat, devraient se traduire par un accroissement des possibilités d'accès des produits latino-américains sur les marchés des pays développés (...) permettre de soulager de manière substantielle et effective le poids de la dette et d'engager une reprise des flux financiers vers les pays en développement.

Les quatre présidents expriment leur préoccupation devant le fait que les « aspirations au développement, le progrès des tendances démocratiques et la sécurité économique du continent sont sérieusement affectés par des facteurs externes et hors de contrôle de leurs gouvernements ».

« Nous avons été les premiers à démontrer notre engagement à respecter nos accords financiers en des termes compatibles avec l'intérêt de la communauté internationale mais, nous n'acceptons pas d'être acculés à une situation d'insolvabilité forcée et de paralysie économique prolongée », ajoutent-ils. »

Et nous ajoutons : c'est le peuple qui n'accepte pas le maintien du régime militaire au Brésil.

Le 22 mai 1984,
J. Adamastor



PEROU

Conférence pour un parti des travailleurs

Lors d'une conférence qui s'est tenue le 14 avril à Lima, une série de dirigeants syndicaux et politiques ont constitué un comité politique coordinateur provisoire dont l'objectif est de « structurer un mouvement de classe qui s'oriente vers la formation d'un parti des travailleurs indépendant de la bourgeoisie ».

A l'origine de cette réunion, il y a une déclaration du 28 décembre dernier (cf. *Tribune internationale* n° 21), réaffirmant le combat contre le gouvernement antidémocratique de Belaunde Terry, battu lors des élections municipales du 13 novembre, déclaration qui appelle « la nouvelle majorité consacrée par le peuple, surtout Izquierda Unida (IU) à ne pas se soumettre à la continuité du gouvernement AP-PPC, rendu illégitime par le peuple ».

L'activité de ce comité politique est centrée sur la lutte pour le renforcement de l'Assemblée nationale populaire, appelant IU et l'APRA à respecter le mandat du peuple, contre l'actuel gouvernement.

Pour le combat des travailleurs péruviens, la constitution de ce comité est d'une importance énorme. Son existence représente la possibilité de regroupement indépendant de la classe ouvrière sur le terrain politique, à un moment où s'approfondit la crise au sein du gouvernement Belaunde Terry et où le mouvement des masses se réveille avec force, comme le démontre la réalisation de la grève générale du 22 mars et l'existence même de l'Assemblée nationale populaire.

En raison de l'importance de ce combat, aussi bien pour la classe laborieuse du Pérou qu'à l'échelle de l'Amérique latine et à l'échelle internationale, nous reproduisons dans cette page des extraits de la résolution adoptée par la rencontre politique du 14 avril.

J. Adamstor

Considérant

1/ Que le gouvernement capitaliste de Belaunde Terry a amené le Pérou à la plus grande crise économique et sociale de toute son histoire depuis la constitution de la République au Pérou, situation qui est la conséquence de la politique pro-impérialiste pratiquée par ce gouvernement en pleine crise internationale du système capitaliste en décadence.

En effet, aussi bien pendant la période durant laquelle Manuel Ulloa Elias a détenu le portefeuille de l'Economie et des Finances, qu'ensuite durant le mandat de l'ex-ministre Carlos Rodriguez Pastor, le gouvernement belaudiste a suivi une politique de soumission aux diktats du Fonds monétaire international et des grands monopoles impérialistes qui oppriment le Pérou comme les autres pays d'Amérique latine.

La « Charte d'intention » souscrite envers le FMI au mois de février par l'ex-ministre Carlos Rodriguez Pastor synthétise et consacre cette politique de subordination de la nation à l'impérialisme, quand elle fait du paiement de la dette extérieure l'axe des relations du pays avec les banques internationales, et remet en question la stabilité de l'emploi, les conventions collectives, la réforme agraire et la préservation des entreprises d'Etat, sous prétexte de l'« austérité ».

Le Pérou se trouve aujourd'hui avec une énorme dette extérieure qui approche les 14 000 millions de dollars ; tout son appareil de production souffre de récession, les faillites d'entreprises sont devenues un phénomène commun, le chômage et son escorte de misère sociale est un fléau qui frappe des centaines de milliers de travailleurs péruviens ; les salaires se déprécient

jusqu'à des limites insupportables ; dans les campagnes, le problème agricole n'a toujours pas de solution effective, la jeunesse se trouve de plus en plus privée de son droit imprescriptible à l'éducation en même temps que le capitalisme ne lui garantit pas de sources de travail décentes et stables.

2/ Que la politique économique du gouvernement de Belaunde Terry concentre et domine tout l'exécutif de ce régime, et se trouve à la base de ses pratiques antidémocratiques, c'est-à-dire opposées à la volonté du peuple et hostile à ses organisations.

Même si le gouvernement se dit lui-même démocratique, dans les faits, il foule chaque jour aux pieds les droits démocratiques et syndicaux du peuple et de la classe ouvrière. Ce gouvernement est le responsable politique de la tuerie d'Uchuraccay et de tous les massacres que les forces armées et policières perpètrent à Ayacucho et dans d'autres départements sous contrôle militaire. Sous ce gouvernement pseudo-démocratique les « disparitions » de milliers d'humbles citoyens péruviens se sont officialisées, la torture s'est étendue, la vie humaine et la liberté n'ont plus de valeur sous le régime des « démocrates » bourgeois qui se targuent d'être « libéraux ». Les prisons sont peuplées de centaines de prisonniers politiques, dont des dizaines de camarades travailleurs, en particulier des mineurs (...).

Une composante centrale de la politique de répression de ce gouvernement est la prescription du droit de grève et d'autres droits du travail, ainsi que la violation de conventions collectives et les attaques permanentes contre la stabilité de l'emploi, politique qu'on prétend aujourd'hui parachever par les

nouvelles lois sur la grève sur la syndicalisation et la négociation collective, à quoi il faut ajouter le fait que la caution donnée par la Convention 158 de l'OIT laisserait carte blanche aux patrons pour organiser les licenciements massifs sous prétexte de la crise.

Le gouvernement engage des procès illégaux contre des dizaines de cadres syndicaux du mouvement ouvrier pour leur participation aux grèves nationales et pour d'autres légitimes combats du peuple, et utilise ces jugements comme une épée suspendue au-dessus de la tête des dirigeants. Ainsi, de nombreux militants prolétaires de classe ont été privés de liberté, accusés frauduleusement de terrorisme, et se sont vu appliquer le réactionnaire décret-loi 046 qui est une version rajeunie de la sinistre « Loi de Sécurité nationale » de l'époque de la dictature de Manuel Odria.

Dans ce contexte, le Parlement agit en simple instrument aux mains de l'exécutif, grâce à la majorité sans légitimité de l'Action populaire et du Parti populaire chrétien (...).

3/ Que le gouvernement de Belaunde Terry est un gouvernement en crise, de plus en plus isolé de l'ensemble de la nation opprimée, agissant comme une clique aveuglée incapable de faire écho aux exigences du peuple. Ce gouvernement a été à plusieurs reprises rejeté par la classe ouvrière et par la nation, accentuant son isolement et son état de faillite politique. Le rejet majoritaire du peuple s'est exprimé avec évidence dans les élections municipales du 13 novembre dernier, quand les candidats pro-gouvernementaux ont été balayés par cette élection. Par son vote, le peuple a en revanche privilégié les partis dits d'opposition, Izquierda Unida et l'APRA, condamnant ainsi sur toute la ligne le gouvernement de Belaunde Terry pour sa politique de soumission à l'impérialisme et antipopulaire. La défaite qu'a subie le gouvernement le 13 novembre ne s'est cependant pas traduite par la moindre modification du cap qu'il a imprimé au pays. Au contraire, tentant vainement de

se moquer de la volonté populaire, Belaunde Terry a confirmé Rodriguez Pastor et a renouvelé sa confiance dans le cabinet Schwalb, aujourd'hui dissous.

4/ Que bien qu'elle ait reçu l'appui électoral de centaines de milliers de travailleurs et de citoyens dans le verdict du 13 novembre, la direction de Izquierda Unida est restée paralysée après ce combat significatif des masses, poursuivant une politique de soutien au gouvernement isolé.

Alors que la volonté de la majorité nationale s'était déjà exprimée, alors que le peuple avait sanctionné le gouvernement en utilisant le suffrage, alors qu'était visible sa volonté de mettre fin au deuxième gouvernement de Belaunde Terry, la direction d'IU est restée sur la fausse ligne, consistant à demander le « changement de politique économique », le « changement de ministre de l'Economie », un « changement de cabinet », positions qui n'apportent aucune issue aux grands problèmes économiques sociaux et politiques que ce gouvernement est incapable de résoudre.

Dans le mouvement ouvrier et populaire, cette politique de la direction d'IU n'est qu'un reflet de la politique de l'APRA. En effet, ce parti bourgeois, au long passé pro-impérialiste, joue aujourd'hui un rôle prépondérant dans le soutien au gouvernement de Belaunde Terry. C'est pour cela que l'APRA a trahi le mandat populaire du 13 novembre, se refusant à combattre pour en finir avec le gouvernement de Belaunde Terry.

Si l'APRA a donné son adhésion à la grève du 22 mars, ce fut pour ne pas se démasquer devant les masses, comme parti bourgeois qui se prépare aujourd'hui à être le successeur du gouvernement de Belaunde Terry dans la défense de l'Etat bourgeois et de la domination impérialiste(...).

La particularité de la grève du 22 mars consiste en ce qu'elle a été appelée par l'Assemblée populaire nationale et par le commandement unitaire de lutte, ce qui marque un

niveau supérieur dans l'effort du peuple pour se centraliser contre l'Etat bourgeois afin d'arracher la victoire.

L'Assemblée populaire nationale est aujourd'hui la plus grande avancée du peuple travailleur dans sa lutte historique pour la réalisation du Front unique de ses organisations syndicales et politiques pour en finir avec la domination de la bourgeoisie et l'oppression impérialiste, et c'est pourquoi nous devons lutter pour la renforcer et en faire un organisme permanent, délibératif et exécutif, des travailleurs et du peuple organisé.

5/ Qu'une composante de ce combat prioritaire et immédiat est le travail pour la tenue d'un congrès d'unification syndicale qui constitue la Centrale unique de classe des travailleurs péruviens.

Décide :

1/ De développer la plus large unité ouvrière, paysanne et de tout le peuple opprimé dans l'Assemblée populaire nationale, en la défendant et en la renforçant par l'accomplissement de ses décisions et en l'enracinant dans les organisations de base. Cette unité des organisations du peuple dans son propre front de lutte est indispensable pour en finir avec le gouvernement de Belaunde Terry, et ouvrir la voie pour le propre mouvement de la classe ouvrière et du peuple.

2/ De commencer une campagne d'adhésions pour que soit convoquée par le Commandement unitaire de lutte la prochaine Assemblée populaire nationale, de façon à ce que ce soit cet organisme délibératif et exécutif du peuple qui analyse la grève du 22 mars et qui prépare de nouvelles mesures de lutte pour imposer sa plate-forme de revendications.

3/ De combattre dans la CGTP et dans toutes les organisations syndicales de la classe laborieuse pour la prompte réalisation d'un Congrès d'unité syndicale qui proclame la Centrale unique de classe surmontant et défaisant dans ce combat les tendances de division et parallèles qui nichent dans certains secteurs de la direction de la CGTP.



Les exemples péruvien et uruguayen :

UNE LIGNE GENERALE DU SECRETARIAT UNIFIE ?

DANS de précédents numéros de *Tribune internationale*, nous avons déjà annoncé la demande d'adhésion du PRT (section péruvienne du Secrétariat unifié) à Izquierda Unida, organe de type front populaire impulsé par le Parti communiste péruvien. Nous avons aussi fait état d'une scission du PRT comme conséquence de cette intégration dans le Front populaire. Récemment, nous avons aussi appris la position adoptée par le PST uruguayen qui a décidé de s'intégrer au « Front large » en restructuration en Uruguay, position approuvée lors du congrès du PST qui a demandé l'adhésion de ce parti au Secrétariat unifié.

Dans son numéro 173 de mai 1984, *Inprecor*, organe du SU, accuse *Tribune internationale* de véhiculer une version sur la scission du PRT péruvien « qui ne se baserait sur aucun fait concret ». Disons tout d'abord qu'il se peut que nous nous soyons trompés en affirmant que la majorité des militants de ce parti refuse la politique assumée par la direction — les faits eux-mêmes et l'évolution des événements se chargeront de le démontrer. Mais ce que le rédacteur d'*Inprecor* ne discute pas, c'est précisément la politique d'entrée dans le front populaire adoptée par le PRT.

De la même façon, l'article sur l'Uruguay signé par Daniel Jebrac et figurant dans ce même numéro d'*Inprecor* omet tout simplement toute analyse du Front large et se refuse à discuter son caractère de classe, dans un mutisme apparemment inexplicable.

Ce qui s'ébauche apparemment, c'est une orientation exprimée et globale du SU, en direction de ses sections latino-américaines, d'adaptation à la politique stalinienne du front populaire, avec toutes les conséquences que cela entraîne. En ce qui concerne le Pérou, *Tribune internationale*, dans son numéro 21, a publié un article démontrant le caractère front-populiste de Izquierda Unida et sa politique de défense du gouvernement de Belaunde Terry (cf. à ce sujet aussi l'article sur le Pérou page 12 de ce numéro). Le cas du Front large en restructuration actuellement en Uruguay est de même nature.

Le « Front large » d'Uruguay

En effet, le Front large s'était constitué en février 1971, sur la base d'un programme de gouvernement dont le contenu bourgeois — indépendamment du fait qu'y figuraient de réelles revendications des masses populaires — n'est contesté par aucun de ses membres. A la fin de l'année 1972, Alberto Suarez, alors membre du comité central du PCU, écrivait un article affirmant : « L'apparition du Front large représente un changement qualitatif dans le développement politique, car il s'agit d'une vaste coalition qui va du Parti communiste au Parti démocrate-chrétien, du Front gauche de libération à d'importants secteurs issus des partis dits « traditionnels », du Parti socialiste à d'autres groupes de gauche, et où se détache la présence de nombreuses personnalités indépendantes, d'une grande signification, parmi lesquelles un nombre forces se sont regroupées autour

d'un programme démocratique avancé. »

On pourrait argumenter du fait que le Front large de 1971 n'est plus le même aujourd'hui, dans sa restructuration. Evidemment, c'est le marxisme qui nous enseigne cela, rien n'est exactement comme auparavant, sur n'importe quel terrain. Cependant, le caractère d'un front populaire, d'un accord gouvernemental autour d'un programme bourgeois (peu importé qu'il soit avancé ou pas !) ne souffre pas de modifications. Laissons de nouveau la parole aux principaux membres du Front large :

« Le Front large réactualise ses bases programmatiques, toujours valables pour l'essentiel (souligné par nous) ainsi que ses premières mesures de gouvernement (...). Le retour aux libertés démocratiques doit être accompagné d'une profonde restructuration économique et sociale du pays, insérée dans le cadre d'une politique extérieure indépendante... par une rapide relance de l'appareil de production, par un refinancement de la dette extérieure (...). Tous les principaux éléments du programme du Front large et de ses premières mesures conservent leur validité... » (Document du Front large du 5 février 1984 à l'occasion de la commémoration de son 13^e anniversaire).

Enrique Rodriguez, membre du PCU, élu par le Front parlementaire en 1971, affirme dans une récente interview :

« Si ce qu'on énonce d'une démocratie avancée est implicite dans toute la vision du comité central (du PCU), il est bien sûr qu'il ne s'agit pas du régime socialiste ; le programme du Front large ne l'avance même pas... Cette démocratie ne peut être autre que celle exposée dans un programme appuyant les revendications des secteurs progressistes et anti-oligarchiques (...) » (*Journal Mayoria*, 19 mars 1984).

D'autre part, commentant son intégration dans les processus de restructuration du Front large, le vice-président du Parti démocrate-chrétien, Francesco Otonelli, déclare que « le PDC a été et est pour le Front large. La nouvelle direction tout comme l'ancienne sont pour le Front, elles sont toutes deux sur la même ligne, sans différences substantielles. »

Faisant l'éloge de cette entrée dans le Front large, le journal *Mayoria* (du PC) considère qu'elle « témoigne de l'ample perspective du Front large comme force qui... se bat pour affermir et développer la concertation de toute l'opposition ». (mars 1984).

Ce qui est en question

Loin de nous l'intention de considérer comme inacceptable une action conjointe avec la bourgeoisie ou avec des secteurs de celle-ci dans le cadre du combat anti-impérialiste, tout au contraire. Mais ce qu'il faut dire, c'est qu'un accord ou un objectif gouvernemental commun avec des forces bourgeoises sont, eux, inacceptables pour les marxistes ; car ils représentent une adaptation au nationalisme bourgeois et la subordination du prolétariat à l'Etat bourgeois. C'est la politique du « front populaire » à laquelle s'oppose, du point de vue des intérêts des travail-

Lettre de Bolivie

Nous avons reçu une lettre d'un camarade bolivien. Etant donné son importance et le développement de la situation dans ce pays, nous en reproduisons quelques extraits ci-dessous.

EN ce qui concerne la situation politique bolivienne, celle-ci devient de plus en plus critique. La classe dominante est incapable de contrôler les prix qu'elle détermine elle-même, elle n'a aucune capacité et se débat dans sa propre inertie, dans des contradictions en tous sens. Les partis au pouvoir, y compris le PCB et le MIR, sont plongés dans de profondes crises insurmontables, et des ruptures et des divisions ont lieu dans ces partis

réformistes.

Cette situation s'est beaucoup aggravée avec les nouvelles mesures économiques imposées par le FMI. Une dévaluation de 300 % nous a été imposée, les prix des articles de première nécessité ont dans de nombreux cas augmenté de plus de 500 %, et le peuple se trouve plongé dans une faim et une misère profondes. Un ouvrier gagne actuellement 90 000 bolivars, ce qui équivaut à 25

ouvrière font pression sur la bureaucratie de la COB pour qu'elle prenne des mesures plus décidées en défense de leurs intérêts. La décision la plus importante sortira du congrès des mineurs qui se tient dans le district de Matilde depuis le 20 avril (...).

La faillite du système politique bolivien

La crise profonde que traversent la classe dominante et ses partis et institutions, la faillite totale du système bourgeois bolivien s'approfondissent encore à chaque jour qui passe. On dicte mesure sur mesure sans trouver aucune solution ; l'impérialisme yankee a déjà donné son



leurs, le combat intransigeant pour le front unique anti-impérialiste sur des questions précises et circonstancielles. Et dans ce combat, la tâche posée, c'est précisément le renforcement de l'organisation indépendante des travailleurs.

Nous savons que dans le soutien au gouvernement de l'Unité populaire chilienne entre 1970 et 1973, le PC et le PS (secondés par d'autres groupes gauchistes et foquistes) ont justifié leur alliance avec une prétendue « aile gauche » de la Démocratie chrétienne en affirmant la nécessité d'entraîner les classes moyennes dans la lutte contre l'impérialisme et pour une « démocratie avancée ». Ils se sont de fait alliés avec la bourgeoisie en la personne du Parti démocrate-chrétien. L'aboutissement du gouvernement Allende, sur la base du programme de l'UP et empêchant l'armement et l'organisation autonome des masses au nom de l'unité avec des secteurs « progressistes », est connu de tous : il s'appelle Pinochet.

Or, la politique que le SU semble chercher à appliquer en Amérique latine va dans ce sens.

16 mai 1984
J. Adamastor

dollars US, suivant le cours parallèle du dollar qui est de 4 500 à 5 000 bolivar pour 1 dollar.

La grève nationale de 48 heures

La classe ouvrière a répondu au diktat de ces mesures de famine par une grève nationale de 48 heures. Et dans de nombreux districts, une grève générale illimitée a eu lieu, malgré les manœuvres visant à neutraliser la lutte des travailleurs de la part des partis au pouvoir et de la bureaucratie syndicale ancrés dans les directions du mouvement ouvrier bolivien. Malgré tout cela, le peuple bolivien et sa classe ouvrière se trouvent en état de mobilisation : de nombreux secteurs de travail viennent actuellement de lancer des grèves illimitées pour le salaire minimum vital et l'échelle mobile ; il y a en même temps une mobilisation générale contre le coup d'Etat fasciste dont les conditions mûrissent et auquel on s'attend à tout moment.

La COB, dans une réunion nationale, a décidé de donner un quatrième délai au gouvernement pour qu'il révise les mesures économiques qu'il a imposées. Ces derniers jours, de nombreux secteurs de la classe

accord pour le coup d'Etat fasciste, car il considère que le gouvernement de l'UDP ne représente aucunement une garantie pour faire prévaloir ses intérêts. Et il n'est fondamentalement pas une garantie pour freiner la montée des masses.

En même temps, la classe ouvrière est freinée dans ses aspirations par la bureaucratie et les partis réformistes comme le PCB, qui s'est transformé en véritable barrage contre la mobilisation des travailleurs.

Malgré tout cela, les ouvriers se mobilisent et, dans leur marche en avant, écartent ces réformistes. On connaît en Bolivie une montée des masses d'une assez grande ampleur. Mais, comme toujours, le prolétariat bolivien souffre de l'absence d'une direction politique capable de le conduire dans la voie de la révolution prolétarienne (...).

Il est certain qu'en Bolivie des mouvements de grande ampleur vont avoir lieu où les partis qui y seront préparés joueront leur rôle et en sortiront avec succès et renforcés. Nous pensons que cela constituera une mise à l'épreuve pour les différents courants politiques.

le 23 avril 1984

La délégation internationale reçue par le secrétaire général des Nations-Unies et des représentants du Congrès des USA

Le 10 avril 1984, une délégation internationale était reçue par le secrétaire général des Nations-Unies, et dans les jours qui suivent par des membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis.

Cette délégation, largement représentative, accomplissait ainsi le mandat donné par la Conférence européenne tenue à Paris en décembre 1983, à l'appel de 4 500 personnalités, conférence de solidarité avec le Nicaragua et les

peuples d'Amérique centrale. Elle avait en effet décidé qu'une délégation se rendrait aux Etats-Unis pour y faire part au secrétaire général des Nations-Unies et au Congrès de l'émotion et de l'opposition suscitées à l'échelle mondiale et en particulier en Europe par la politique agressive de l'administration Reagan en Amérique centrale.

L'accueil reçu par la délégation souligne le fait que les sentiments

qu'elle a exprimés rejoignent la volonté de très larges secteurs de l'opinion américaine. L'acte effectif de solidarité avec le Nicaragua et les peuples d'Amérique centrale qu'a constitué la visite de la délégation ouvre la voie à la tenue, dans les prochains mois, d'une conférence internationale à Washington même.

Nous publions ci-dessous le texte intégral du communiqué diffusé par la délégation à l'issue de ces rencontres.

COMMUNIQUE

Le mardi 10 avril 1984, le secrétaire général des Nations-Unies, Monsieur Perez de Cuellar, a reçu une délégation de la Conférence internationale de solidarité avec le Nicaragua et lui a accordé une entrevue de trois quarts d'heure.

Cette délégation internationale, représentant des milliers de personnes de tous horizons, d'Europe, d'Amérique latine et du Canada, s'est rendue aux Etats-Unis pour faire part au secrétaire général de l'ONU, à des hommes politiques dirigeants des partis Démocrate et Républicain, et aux membres de l'administration, de leur profonde préoccupation devant la crise croissante en Amérique centrale et la politique menée par l'administration Reagan envers le Nicaragua en particulier.

Le voyage de la délégation ne pouvait survenir à un meilleur moment, puisqu'il a coïncidé avec la condamnation par le Sénat de la complicité de la CIA dans le minage des eaux territoriales nicaraguayennes, et avec le refus, sans précédent, de l'administration Reagan de reconnaître la juridiction de la Cour internationale de justice pour ce qui concerne la plainte déposée par le Nicaragua.

La délégation soutient chaleureusement les vues de nombreux sénateurs et congressistes US sur le fait que ces derniers développements de la politique de Reagan constituent l'équivalent d'un acte de guerre contre le gouvernement légitime du Nicaragua. Plus encore, dénier le droit à la Cour internationale de justice — instrument le plus élevé en matière de juridiction internationale — de se prononcer sur le litige, ce n'est pas seulement infliger un camouflet à la Cour, mais aussi aux lois elles-mêmes et donc à la crédibilité de la grande nation américaine qui devrait en asseoir les règles, plutôt que de les restreindre.

Cette délégation a été ravie d'entendre la réponse du secrétaire général des Nations-Unies à ses représentants, et sa ferme conviction de ce que toute influence valable doit être utilisée pour soutenir les efforts du groupe de la Contadora pour assurer un règlement juste et durable. Comme il l'a dit, il ne suffit pas de soutenir ces efforts en paroles : c'est un soutien concret qui doit être fourni. Nous insistons sur les bases sociales et économiques du présent conflit et sur la nécessité de l'abstraire de la confrontation globale Est-Ouest.

La délégation a été invitée les mercredi et jeudi par des membres de la Chambre des représentants. Outre ces deux jours de discussion avec ces membres de la Chambre des représentants, la délégation a eu l'occasion d'assister le mercredi après-midi

à une réunion du Comité de politique extérieure et à une audience du sous-secrétaire Dam, auquel elle a pu poser des questions sur le problème du minage des ports.

Le président de la Chambre des représentants, Monsieur Thomas O'Neill, a lui aussi reçu une résolution de la Conférence de solidarité.

La délégation a rencontré un accueil chaleureux des congressistes américains Messieurs Bill Alexander (démocrate d'Arkansas), Edward F. Feighan (démocrate de l'Ohio), Robert Garcia (démocrate de New York), Thomas Downey (démocrate de New York), George Miller (démocrate de Californie), Richard Gephardt (démocrate du Missouri), lesquels ont soutenu notre proposition d'appeler en commun avec nous à la tenue en septembre 1984 à Washington d'une conférence internationale sur le Nicaragua pour coordon-

ner les efforts en vue d'assurer l'objectif de la paix en Amérique centrale.

Tous les députés démocrates ont repoussé le concept suivant lequel « l'Amérique centrale serait l'arrière-cour des Etats-Unis ».

Cette conférence constituera un forum pour les personnalités politiques et civiles intéressées et sera une occasion majeure pour affirmer une perspective spécifique américaine qui s'attache à la paix en Amérique centrale, s'attelle positivement aux tâches du développement dans la région, et qui reconnaisse le droit du Nicaragua à avancer dans sa voie indépendante de développement.

Nous croyons que cette conférence permettra aussi aux intellectuels, aux artistes et personnalités qui nous ont aidés à accomplir notre travail aux Etats-Unis, parmi lesquels les écri-

vains Allen Ginsberg, Galway Kinnel, Grace Paley, Lisa Miller, les acteurs Susan Sarandon et Michael Wager, et les artistes Claes Oldenburg, Leon Golub, de même que Rose et William Styron, entre autres, de même que les organisations suivantes :

- Washington Office on Latin America
- Artists Call
- MADRE
- Institute for Policy Studies
- American Friends Service Committee
- National Labour Committee in Support of Human Rights and Democracy in El Salvador
- Madame Cora Weiss du Riverside Disarmament Program
- Commission on US-Central America Relations
- Stuart Mott Enterprises
- David Fenton Communications

de recevoir d'Europe et d'Amérique latine la manifestation pratique de notre sympathie pour le travail qu'ils accomplissent afin de sauvegarder la paix en Amérique centrale.

Nous espérons qu'à l'occasion de la tenue de cette conférence internationale, Gabriel Garcia Marquez, Prix Nobel de littérature et membre de notre délégation, pourra avoir le visa qui lui a été refusé à l'occasion de notre voyage.

Le 17 avril 1984

Signataires :

Gabriel Garcia Marquez, Prix Nobel de littérature (Colombie) (visa refusé).

Freimut Duve, parlementaire, responsable de la Commission culturelle du SPD au Bundestag (RFA).

Michael Higgins, sénateur, président du Labour Party irlandais (Irlande).

Stanley Clinton Davis, ancien ministre du gouvernement du Labour Party (1976-1979), représentant le Labour Party (Grande-Bretagne).

Michel Broué, mathématicien (France).

Günter Hopfenmüller, membre du Comité exécutif du Parti des Verts (RFA).

Juan Maria Bandres Molet, député aux Cortes (Espagne).

Luis Favre, Comité coordinateur de la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix.

Hans Langenberg, secrétaire du Comité des parlementaires et hommes politiques de solidarité avec le Nicaragua (Pays-Bas).

Ramon Penagaricano, membre du Comité exécutif d'Euskadiko Esquerria (Pays Basque).

Roch Denis, professeur à l'université du Québec (Canada).

Robert Gaulin, membre du bureau national de la Centrale de l'enseignement du Québec (Canada).

Alexandra Weisgal, représentant le Comité de coordination aux USA.

AVEC LE SOUTIEN ENTRE AUTRES DE :

Neil Kinnock, leader du Labour Party (Grande-Bretagne)

Jack P. Speyer, président du Parti libéral (Grande-Bretagne)

Melina Mercouri, ministre de la Culture et des Sciences (Grèce)

Warren Allmand, parlementaire, ancien Solicitor General du Canada (Canada)

Jean-Pierre Métrol, secrétaire central du Parti socialiste suisse (Suisse)

Juan Bosch, ancien président de la République dominicaine

Guillermo Ungo, président du FDR (Salvador)

Hortensia Allende, veuve de Salvador Allende (Chili)

Alfredo Vasquez Carrizosa, ancien ministre des Affaires étrangères (Colombie)

Cardinal Don Evaristo Arns, archevêque de Sao Paulo (Brésil)

Jaco Bittar, coordinateur de la Confédération des travailleurs-CUT (Brésil)

Camilo Gonzalez, secrétariat de la Conférence latino-américaine (Colombie)

Jean Ziegler, membre du bureau de l'Internationale socialiste (Suisse)

Constantin Costa-Gavras, cinéaste (France)

Javier Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix (Argentine)

Evelyn Herfkens, parlementaire (Pays-Bas)

Louise Harel, parlementaire du Québec (Canada)



NOTES SUR LE CAPITAL

La baisse tendancielle du taux de profit

Si l'on considère *Le Capital* de Marx du point de vue de sa logique interne, la loi de la plus-value apparaît comme une conséquence nécessaire de la loi de la valeur, en tant que le salaire paie, à sa valeur, la marchandise qu'est la force de travail. Et la loi de la baisse tendancielle du taux de profit moyen apparaît comme une conséquence nécessaire de la loi de la plus-value. Mais il a fallu toute l'expérience de la lutte des classes et de la construction du parti révolutionnaire pour que Marx parvienne à l'établissement de ces lois qui, pour le lecteur du *Capital*, s'enchaînent logiquement.

1. La composition organique du capital

Adam Smith et David Ricardo avaient distingué, dans le capital, deux parts : le capital fixe, servant à payer les biens les plus durables de l'entreprise, à savoir les locaux et les machines, et le capital circulant, servant à payer les matières premières et les salaires des ouvriers.

Lorsque Marx eut établi la loi de la formation de la plus-value du capital (cf. notre note précédente dans *Tribune internationale* n° 23), il procéda à une distinction nouvelle, fondée sur le cycle de la reproduction élargie du capital. Selon cette distinction, il y a, d'un côté, le capital constant qui ne donne pas lieu à une plus-value (celui qui est investi dans les locaux, dans les machines et les matières premières), et de l'autre côté, le capital variable, ainsi appelé parce qu'il produit une plus-value (celui qui est investi dans le paiement de la force de travail des salariés).

La composition organique du capital d'une entreprise est le rapport existant entre son capital constant et son capital variable : C/V. A partir de là, il apparaît que le taux de profit que s'approprie le patron sur la base de la plus-value de son capital est une donnée qui varie avec la composition organique du capital de l'entreprise et avec l'évolution de cette composition.

Entre un atelier artisanal de fabrication de chaussures, comme il en existait au XIX^e siècle, et l'industrie développée de la chaussure, comme la firme internationale Bata en a fourni un exemple lors de la première moitié de notre siècle, la différence de composition organique est évidente. Car, si le profit de Bata, comparé à celui de l'entreprise de l'artisan de jadis, était beaucoup plus élevé, en revanche, le taux de ce profit, c'est-à-dire le rapport entre le profit encaissé par le patron et la valeur du capital investi, s'est révélé moindre.

La contradiction fondamentale entre les forces productives industrielles et les rapports capitalistes de production se traduit concrètement par une tendance à la baisse, non du profit, mais du taux de ce profit, au fur et à mesure que le développement des forces productives entraîne une élévation progressive de la composition organique du capital, c'est-à-dire une augmentation du capital constant par rapport au capital variable.

2. L'établissement d'un taux moyen de profit

Si nous considérons maintenant l'appareil de production à un moment déterminé, nous serons amenés à constater que certaines entreprises ont une composition organique de leur capital plus élevée (ex. : l'industrie lourde utilisant des machines onéreuses) que d'autres (ex. : l'industrie légère dans laquelle la part du capital investi dans les machines est moins importante). On pourrait donc supposer que les patrons de l'industrie légère bénéficient d'un taux de profit plus élevé que

ceux de l'industrie lourde. Mais s'il en était réellement ainsi, qu'est-ce qui empêcherait le flux des capitaux de se porter vers les industries légères et comment s'expliqueraient les investissements dans l'industrie lourde ?

Dans le livre III du *Capital* (deuxième section, chapitre VI), Marx a montré comment se formait un « taux général du profit » ou « taux moyen de profit » par un mécanisme analogue à celui des vases communicants et aboutissant au fait que les patrons de l'industrie lourde obtiennent un taux de profit supérieur à ce qui devrait résulter de la composition organique du capital de leurs entreprises, et les patrons de l'industrie légère un taux inférieur.

La formation du taux de profit moyen a donné à chaque bourgeoisie nationale la base matérielle de sa solidarité de classe face à des travailleurs, pour ainsi dire, atomisés, et devant chercher et trouver dans leur organisation syndicale et politique le seul moyen de faire face au capital et de lutter pour sa destruction. Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie, dans ses diverses fractions, ne soit pas en proie à des contradictions internes. Mais Marx montre clairement qu'au-delà de ces contradictions et à travers le jeu même de la concurrence, la péréquation des divers taux de profit, génératrice du taux moyen de profit, confère à la bourgeoisie un fondement objectif pour son exploitation du travail salarié et sa situation de classe dominante.

3. La tendance à la baisse du taux de profit moyen

Le système des vases communicants assure une sorte de partage relativement égal des profits entre des capitalistes propriétaires d'entreprises ayant une composition organique de leur capital différente du moins dans la période du capitalisme concurrentiel. Mais, comme nous l'avons vu, le développement des forces productives, puissamment stimulé durant cette période, détermine une augmentation de la composition organique en question, et par conséquent, à l'intérieur de la formation de la plus-value, une tendance à la baisse du taux de profit moyen.

C'est ce que Marx explique de la manière suivante :

« Le degré d'exploitation restant inchangé, le même taux de plus-value se traduit donc par un taux de profit en baisse, parce que la quantité en valeur du capital constant, et, par conséquent, du capital total, s'accroît avec son volume, bien que ce ne soit pas dans la même proportion. »

« On peut supposer que ce changement graduel dans la composition du capital n'a pas lieu seulement dans des secteurs isolés de la production mais plus ou moins dans tous, et surtout dans les secteurs clés ; il implique donc des modifica-

tions dans la composition organique moyenne du capital total d'une société déterminée. Dans cette hypothèse, l'augmentation progressive du capital constant par rapport au capital variable doit nécessairement avoir pour effet une baisse graduelle du taux de profit général, le taux de plus-value, ou degré d'exploitation du travail par le capital, restant le même. » (*Le Capital*, livre III, troisième section, chapitre IX).

Pour apprécier en rigueur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, il faut la comparer aux lois de la valeur et de la plus-value, exposées dans le premier livre du *Capital*. En effet, la loi de la valeur est la loi même du fonctionnement du mode de production capitaliste, celle qui en définit la nature comme généralisation de l'économie marchande : la valeur d'une marchandise, quelle qu'en soit la forme, est déterminée par le « temps de travail socialement nécessaire à sa production ». Quant à la loi de la plus-value du capital, elle est celle de l'exploitation du travail salarié par le capital, c'est-à-dire de l'engendrement de sa plus-value par le sur-travail ou travail non payé par le salaire qui, lui, rétribue l'utilisation de la force de travail. Tant que le capitalisme existera, la loi de la valeur commandera son fonctionnement et la loi de la plus-value présidera à la reproduction élargie du capital, le taux de la plus-value variant en fonction des rapports de force entre capitalistes et salariés, dans les limites imparties par la loi de la valeur.

En revanche, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est présentée par Marx comme une loi hypothétique, en ce sens qu'elle fonctionne, avec sa nécessité propre, avec sa logique interne, si l'on suppose que « le taux de plus-value ou degré d'exploitation du travail par le capital » reste le même. Elle montre les limites vers lesquelles tend pour ainsi dire mécaniquement le mode de production capitaliste, mais elle n'exprime nullement une prétendue fatalité de sa destruction et de son remplacement par un mode de production supérieur, à savoir le communisme.

En fait, la tendance à la baisse du taux de profit moyen s'inscrit dans le développement historique du capital, comme rapport social mettant aux prises les travailleurs salariés et les capitalistes à travers le cours de la lutte des classes. Elle permet à Marx de prévoir que le capitalisme, qui a engendré le plus gigantesque essor des forces productives de l'histoire de l'humanité, porte en lui une contradiction qui déterminera inévitablement son déclin et notamment son incapacité à satisfaire les besoins fondamentaux des masses, par suite précisément de la tendance à la baisse du taux de profit. Mais, ce sera l'auto-organisation du prolétariat dans la lutte des classes qui pourra trancher ce nœud gordien.

4. Les contre-mesures du patronat

Sans avoir lu, le plus souvent, *Le Capital*, les patrons ont décelé, à partir de leur expérience, la tendance à la baisse du taux de profit. Pour tenter de l'enrayer, ils ont mis en œuvre une panoplie de contre-mesures parmi lesquelles l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire l'élévation du degré d'exploitation du travail par

l'intensification de ses rythmes, présentée, depuis trente ans, comme une « novation technologique », et l'exploitation de la main-d'œuvre bon marché des pays colonisés et aujourd'hui encore dépendants.

A ces pratiques, s'est ajoutée, plus récemment, une politique patronale systématique de déqualification permettant de payer à des travailleurs des salaires inférieurs à leur qualification effective, en prétextant les transformations technologiques intervenues dans l'entreprise, ou d'utiliser d'autres travailleurs en ne reconnaissant pas la qualification impliquée par leurs postes de production. Par là, une lutte patronale contre la tendance à la baisse du taux de profit s'est largement développée à l'encontre des salariés, sous la forme de divers procédés visant à augmenter le taux de la plus-value, c'est-à-dire le degré de l'exploitation capitaliste.

De plus, l'importance énorme revêtue par la production des armements, surtout depuis le temps de la Deuxième Guerre mondiale, apparaît comme un moyen de pallier la tendance à la baisse du taux de profit, grâce à des commandes principalement alimentées par les efforts forcés des contribuables, singulièrement de la masse des travailleurs salariés.

Enfin, la puissance considérable des grands trusts contemporains, désignés sous le nom de firmes multinationales, les pousse à chercher à s'ériger en un secteur privilégié de l'économie mondiale, dans lequel le taux de profit serait relativement préservé, tandis que les entreprises moins importantes seraient vouées à des fonctions de sous-traitance et seraient soumises, à travers le développement de l'actuelle crise économique, à tous les effets de la baisse tendancielle du taux de profit moyen.

Finalement, la destruction de secteurs entiers de l'appareil productif de divers pays industriels s'explique par la tactique des grands trusts capitalistes de préserver le taux de profit dans les secteurs où, momentanément, il se trouve moins en cause. Et les nationalisations avec indemnisation des anciens propriétaires privés ont pour fonction de faire supporter à la masse des salariés les frais d'une gestion d'entreprises dans lesquelles la baisse du taux de profit avait atteint son étiage.

C'est donc sur la base de la loi hypothétique établie par Marx que se déroulent les conflits de classes actuels, en dépit des efforts des politiciens et des idéologues de la bourgeoisie de montrer qu'il s'agit de « mutations technologiques » dont devrait finalement sortir le bien-être pour le plus grand nombre.

5. La lutte des classes fera la décision

Après avoir analysé les mesures prises par la bourgeoisie de son temps contre la tendance à la baisse

du taux de profit et montré les réactions inévitables de la classe ouvrière contre l'intensification de son exploitation, Marx tire les enseignements de la loi en question : « La limite du mode de production capitaliste se manifeste dans les faits que voici :

— Le développement de la productivité du travail engendre dans la baisse du taux de profit une loi qui, à un certain moment, se tourne brutalement contre ce développement et doit être constamment surmontée par des crises ;

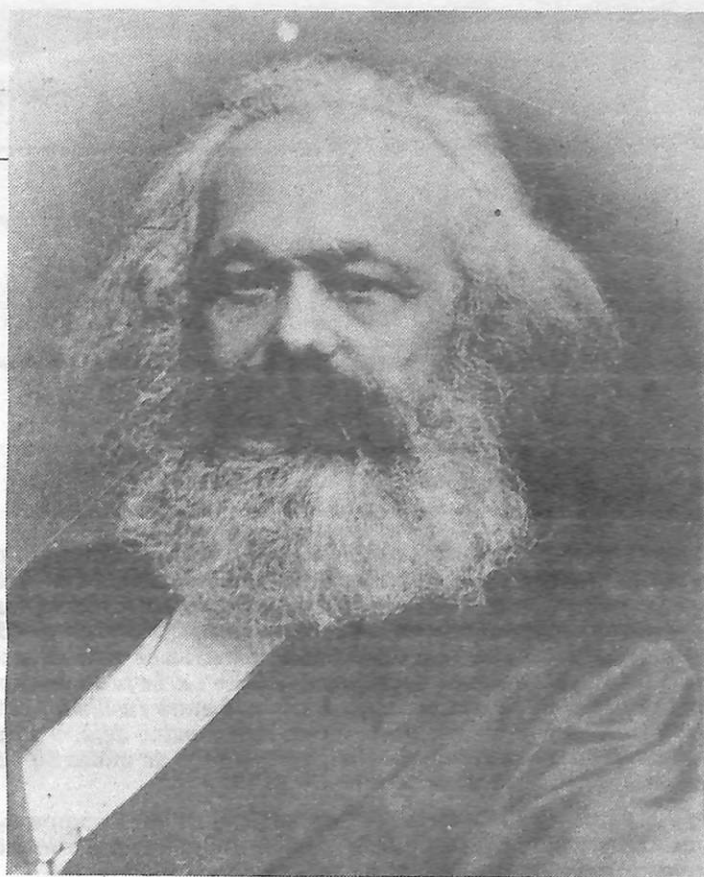
— Ce qui décide de l'extension ou de la limitation de la production, ce n'est pas le rapport entre la production et les besoins sociaux ou les besoins d'individus socialement développés, mais l'appropriation du temps de travail non payé et le rapport entre celui-ci et le travail matérialisé en général, ou bien, en termes capitalistes, le profit et le rapport entre ce profit et le capital employé, donc un certain niveau du taux de profit. Par conséquent, ce système de production rencontre des limites à son niveau d'extension... Il s'arrête à un moment qui est fixé, non par la satisfaction des besoins, mais par la production et la réalisation du profit. » (*Le Capital*, III, conclusion de la troisième section).

Dans ce texte, Marx montre que les crises cycliques de surproduction déjà observables au XIX^e siècle, déboucheront un jour sur une crise générale et finale du mode de production capitaliste, celle-là même dans laquelle nous sommes, de nos jours, plongés. Nous traiterons de ces questions essentielles dans nos deux prochaines notes

Pour le moment, nous nous bornerons à constater qu'avec la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, Marx est parvenu à établir que, comme les modes de production antérieurs, le capitalisme était historiquement condamné à disparaître. Le fonctionnement de cette loi nous permet de comprendre comment ont été engendrées les conditions objectives de la fin du capitalisme et de la révolution prolétarienne, dont Trotsky dira dans *Le Programme de transition* (1938) qu'« elles ne pas seulement mûres » et qu'« elles ont même commencé à pousser ».

Pour Marx et Engels, et plus tard pour Lénine et Trotsky, les conditions objectives ne sont pas suffisantes pour assurer la victoire de la révolution mondiale. Il faut que vienne s'ajouter à elles, ou plutôt se combiner avec elles, la condition subjective, à savoir la transformation de la classe ouvrière en parti, la construction du parti révolutionnaire international permettant à cette classe de dépasser les limites assignées au capitalisme par la tendance à la baisse du taux de profit en détruisant complètement le système capitaliste et en ouvrant la voie à la société sans classe et sans Etat du communisme.

Le 15 avril 1984,
Pierre Fougère



La Commune de Paris

Du 18 mars 1871, journée de l'ultime tentative du gouvernement de Thiers pour s'emparer de l'artillerie placée entre les mains de la garde nationale et journée où le comité central de la garde nationale est conduit à assumer le pouvoir dans la capitale, on date l'avènement de la Commune de Paris. Le 28 mai, la dernière barricade tombe, mais comme le note un historien de la Commune, Tales : « *Le bruit du combat s'est apaisé mais on entend dans Paris une autre fusillade, celle des pelotons d'exécution, elle dure depuis une semaine déjà.* » Pour 4 000 communards tombés au combat, on comptera au moins 30 000 fusillés...

Dans un discours sur la Commune, Engels déclarait que l'on pouvait désormais laisser la bourgeoisie fêter « son » 14 juillet, que « la fête des prolétaires serait toujours et partout le 18 mars ».

Si nous revenons brièvement dans ce numéro de *Tribune internationale* sur quelques aspects de la Commune de Paris, c'est avant tout pour marquer l'actualité de la Commune et de ses enseignements.

« ...La fin du vieux monde gouvernemental et clérical »

Plus d'un siècle nous sépare de la proclamation de la Commune de Paris qui affirmait dans sa déclaration au peuple français qu'elle « *marquait la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'agiotage, des privilèges.* ». Et, de toutes parts, lorsqu'il s'agit d'évoquer ou de commémorer la Commune, on évoque les gigantesques bouleversements et les profondes transformations survenues en cent quinze années pour faire de la Commune un fossile d'un autre temps, digne de l'attention des spécialistes, mais sans rapport avec les problèmes de notre monde.

Déjà anachronique en son temps, la Commune de Paris ne relèverait plus aujourd'hui que de l'évocation sentimentale. Paix à ses cendres...

Ce que l'on veut ainsi faire oublier, c'est précisément que sous cette cendre couvait une flamme qui ne s'est pas éteinte, qui a illuminé le monde en octobre 1917, qui éclaire les grandes luttes sociales de notre temps.

Ce qu'on veut faire disparaître c'est ce qui fait de la Commune de Paris un jalon essentiel dans la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation : c'est qu'elle fut le premier gouvernement ouvrier, qu'elle constitua, pour reprendre une expression de Marx, « *l'aube de la révolution sociale* », et que ce qui marque avant tout le développement historique depuis, c'est la poursuite, à l'échelle mondiale, du combat des travailleurs de tous les pays pour en finir avec le « vieux monde ».

Rappelons que c'est dans les années qui suivent la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, à la lumière de ses enseignements, alors que l'Internationale communiste élabore la stratégie et la tactique du combat pour la révolution prolétarienne dans les conditions de l'ère impérialiste, que Léon Trotsky rappelle les leçons et la place de la Commune :

« *La page la plus glorieuse de l'histoire du prolétariat français, la Commune de Paris, n'a été autre chose qu'un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière groupées contre la bourgeoisie. Si malgré la réalisation de ce front unique la Commune a été rapidement écrasée, c'est avant tout parce qu'il ne se trouvait pas à l'aile gauche de ce front une organisation véritablement révolutionnaire, disciplinée et décidée, capable dans le feu*

des événements d'en prendre rapidement la direction.

C'est en ce sens que la Commune a été un gouvernement ouvrier, un bloc des partis et groupements opposés à la bourgeoisie. En qualité de gouvernement ouvrier, la Commune a été une étape vers l'établissement du régime socialiste. Il suffira au prolétariat conscient de France de pénétrer l'exemple de la Commune pour trouver dans son passé héroïque tous les arguments nécessaires en faveur de la tactique véritablement révolutionnaire du front unique, avec la revendication d'un gouvernement ouvrier qui en découle. » (Léon Trotsky, juin 1922).

« La forme politique enfin trouvée »

On le sait, pour Marx, la Commune s'imposa comme « *la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.* ». C'est-à-dire, comme il l'écrivit dans « *La guerre civile en France* », « *un gouvernement de la classe ouvrière* ».

Mais précisément, dans « *La guerre civile en France* », Marx, utilisant déclarations, articles de journaux et documents, s'attache à montrer comment les travailleurs parisiens s'engagèrent dans la voie de la révolution sociale. C'est ainsi qu'il cite les lignes suivantes, parues dans le *Journal officiel* de la Commune le 20 mars 1871 :

« *Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques... Les travailleurs, ceux qui produisent tout et ne jouissent de rien, ceux qui souffrent de la misère au milieu des produits accumulés, fruit de leur labeur et de leur sueur, devront-ils donc sans cesse être en butte à l'outrage ? Ne leur sera-t-il jamais permis de travailler à leur émancipation sans soulever contre eux un concert de malédictions ?... Le prolétariat, en face de la menace permanente de ses droits, de la négation absolue de toutes ses légitimes aspirations, de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances, a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses destinées et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir... Le cours du progrès, un instant interrompu, reprendra sa marche, et le prolétariat accomplira, malgré tout, son émancipation.* »

Lignes qui démontrent clairement comment la Commune de Paris se concevait, se comprenait elle-même. Mais qui soulignent aussi comment, par quel processus, la Commune s'engage dans la voie de la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. A partir de la défense par le prolétariat de ses droits, des libertés

démocratiques que la chute du Second Empire lui a permis de conquérir, de ses aspirations...

Et la réalisation de chacune de ses aspirations se heurte à l'obstacle de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, tel qu'il a été perfectionné par le Second Empire. C'est d'ailleurs l'arrivée au pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte, après l'écrasement de la révolution de 1848, qui avait conduit Marx, dès 1852, à conclure que la révolution prolétarienne aurait comme tâche de détruire la machine bureaucratique et militaire de l'Etat que toutes les révolutions bourgeoises n'avaient fait que perfectionner.

Mais la manière développée dont il reprend ce thème, à la lumière de la Commune de Paris, dans « *La guerre civile en France* », constitue sans aucun doute l'un des ensembles de pages les plus saisissants d'exposition de la théorie marxiste de l'Etat en relation avec la marche de la lutte des classes. Et l'on ne peut être que frappé par l'actualité de ces pages alors qu'à l'époque de l'impérialisme pourrissant, tous les traits que dégage Marx se sont prolongés, accentués. Aussi nous paraît-il nécessaire de céder ici — même longuement — la parole à Marx.

« *Toutes les révolutions eurent donc pour conséquence unique de perfectionner l'appareil d'Etat, au lieu de rejeter ce cauchemar étouffant. Les fractions et les partis des classes dominantes qui, à tour de rôle, se disputèrent la prépondérance ont considéré la possession (la maîtrise) (la prise) et la direction de cet immense appareil de gouvernement comme le butin principal du vainqueur. Sa fonction essentielle était de créer d'immenses armées permanentes, un grouillement de vermine d'Etat et d'énormes dettes publiques. (...) Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, il devint non seulement un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie par la violence, mais aussi le moyen d'ajouter à l'exploitation économique directe une deuxième exploitation du peuple, en assurant aux familles bourgeoises toutes les richesses prébendes du train de l'Etat. A l'époque de la lutte révolutionnaire de 1848, enfin, il servit d'instrument pour anéantir cette révolution et toutes les aspirations des masses populaires à l'émancipation. Mais l'Etat parasite n'atteignit son développement final que sous le Second Empire... »*

« La seule forme possible »

Et Marx ajoutait :

« *L'Etat bourgeois moderne s'incarne dans deux grands organismes, le parlement et le gouvernement. La toute-puissance parlementaire avait, sous la République du parti de l'ordre, de 1848 à 1851, donné naissance à sa propre négation, le Second Empire. Le régime impérial, avec sa dérision de parlement, est le régime qui fleurit à présent dans la plupart des grands Etats militaires du continent. A première vue, la dictature usurpée du corps gouvernemental sur la société elle-même semble également dominer et humilier toutes les classes. Mais, en réalité, tout au moins sur le continent européen, elle est devenue la seule forme possible d'Etat par laquelle la classe des appropriateurs peut continuer à tenir sous sa coupe la classe des producteurs. L'assemblée de fantômes de tous les parlements français défunts,*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 305

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

N° 305

COMMUNE DE PARIS

LE PEUPLE DE PARIS

AUX SOLDATS DE VERSAILLES

FRÈRES!

L'heure du grand combat des Peuples contre leurs oppresseurs est arrivée!

N'abandonnez pas la cause des Travailleurs!

Faites comme vos frères du 18 mars!

Unissez-vous au Peuple, dont vous faites partie!

Laissez les aristocrates, les privilégiés, les bourreaux de l'humanité se défendre eux-mêmes, et le règne de la Justice sera facile à établir.

Quittez vos rangs!

Entrez dans nos demeures.

Venez à nous, au milieu de nos familles. Vous serez accueillis fraternellement et avec joie.

Le Peuple de Paris a confiance en votre patriotisme.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

VIVE LA COMMUNE! AUX ARMES! EN AVANT!

3 prairial an 79. VIVE LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE!

LA COMMUNE DE PARIS.

qui hantent encore Versailles, n'exerce aucun pouvoir véritable en dehors de l'appareil gouvernemental. »

Certes, à partir de son analyse rigoureuse du bonapartisme du Second Empire, Marx anticipe, et c'est sous nos yeux que le pronostic qu'il formule s'applique à la fois avec précision et de manière générale. Le développement du capitalisme a aussi été le développement du combat de la classe ouvrière, arrachant droits, conquêtes et positions au sein de la société bourgeoise et imposant par là même, par les méthodes de la lutte des classes, des réformes démocratiques. C'est ainsi que le suffrage universel a été imposé comme une conquête du mouvement ouvrier. Mais les formulations de Marx trouvent leur concrétisation dans cette réalité contemporaine que Lénine résumait lorsqu'il disait que « *l'impérialisme, c'était la réaction sur toute la ligne* ».

Et Marx poursuit : « *La véritable antithèse de l'Empire lui-même — c'est-à-dire du pouvoir d'Etat, de l'exécutif centralisé dont le Second Empire n'était que la formule définitive — ce fut la Commune... Ce ne fut donc pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'Etat, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Ce fut une révolution contre l'Etat lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de la domination de classe. Ce ne fut pas une de ces luttes mesquines entre la forme exécutive et la forme parlementaire de la domination de classe, mais une révolte contre ces deux formes qui se confondent, la forme parlementaire n'étant qu'un appendice trompeur de l'exécutif. Le Second Empire fut la forme achevée de cette usurpation de l'Etat. La Commune fut sa négation nette, et, par suite, le début de la révolution sociale du XIX^e siècle. Quel que soit donc son destin à Paris, elle fera le tour du monde. Elle a été aussitôt acclamée par la classe ouvrière d'Europe et des Etats-Unis, comme le mot magique de sa délivrance.* »

C'est par les réformes démocratiques, les mesures urgentes qui correspondent aux intérêts des masses travailleuses, combinées avec les mesures sociales qui mettent en cause la domination du capital, que la Commune de Paris s'engage dans la voie de la « révolution sociale », de la révolution prolétarienne, qu'elle se constitue comme « gouvernement ouvrier », qu'elle commence à réali-

ser la tâche historique du prolétariat que, dès 1847, le *Manifeste du Parti communiste* définissait comme « *la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie* ».

Le gouvernement de la Commune n'a duré qu'un peu plus de deux mois et l'essentiel de son œuvre législative (notamment en matière scolaire) n'a pas eu le temps de s'appliquer pleinement.

Mais c'est la Commune de Paris qui institue pour la première fois la laïcité de l'enseignement, de l'école.

C'est la Commune qui institue l'élection à tous les niveaux au suffrage universel des fonctionnaires d'autorité, qui aligne leur rémunération sur le salaire ouvrier, qui abolit le travail de nuit, qui supprime les amendes et retenues sur le salaire ouvrier.

C'est dans cette voie qu'elle entame la révolution prolétarienne, que son contenu est celui que Lénine dégage dans *L'Etat et la révolution* : « *Ainsi, la Commune semblait seulement avoir remplacé la machine d'Etat brisée par une démocratie plus complète : suppression de l'armée permanente, éligibilité et révocation de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, cela revenait seulement à un remplacement gigantesque de telles institutions par telles autres, inspirées d'un principe différent. C'est là justement un cas de transformation de la quantité en qualité : réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir en général, la démocratie, de bourgeoisie, devient prolétarienne : l'Etat (la force spéciale destinée à réprimer une classe déterminée) se transforme en quelque chose qui n'est plus proprement un Etat.* »

Aujourd'hui, à l'échelle des moyens dont ils disposent, les tenants du « *vieux ordre gouvernemental* », les défenseurs de l'ordre impérialiste, les bureaucraties contre-révolutionnaires qui ne préservent leurs privilèges que dans le cadre du maintien de la domination mondiale de l'impérialisme manifestent la même férocité que les Versaillais. Les ouvriers et les paysans du Salvador assassinés par milliers et par milliers en témoignent. Comme en témoignent les militants, les jeunes abattus par les « *forces de l'ordre* » de Jaruzelski en Pologne.

« *La Commune vaincue ne s'avoue pas battue, elle aura sa revanche* », dit un vieux chant de combat de la classe ouvrière française. Cette revanche, elle se prépare à l'échelle du monde, dans les combats des opprimés et des exploités.

F. Forgeux

Les dossiers de Tribune

REUNION DU CONSEIL GENERAL DE « IV^e INTERNATIONALE (CENTRE INTERNATIONAL DE RECONSTRUCTION) »

Le Conseil général de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » s'est réuni du 14 au 19 avril. Le Conseil général est l'organisme élu par la conférence internationale. A cette session ont participé, en plus des membres titulaires et suppléants du Conseil général, des membres des directions de plusieurs sections (anglaise, belge, suisse, italienne, algérienne et marocaine).

Parmi les principaux points inscrits à l'ordre du jour de cette réunion du Conseil général figuraient la discussion d'un rapport sur la situation internationale présente et les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale, celles d'un rapport sur les développements de la révolution politique et d'un rapport sur la situation politique en France et l'orientation et les tâches de la section française.

La discussion sur l'appréciation du moment de la situation internationale a porté en particulier sur la signification de la politique de l'impérialisme américain et ses relations avec les autres impéria-

lismes, l'accentuation de la guerre économique dans le contexte de la crise généralisée du système capitaliste à l'échelle mondiale et la guerre de rapine économique qui menace les bases mêmes des bourgeoisies nationales des pays dominés par l'impérialisme. La discussion a souligné que dans ces pays, l'axe d'intervention des sections de la IV^e Internationale-CIR était le combat pour la réalisation du front unique anti-impérialiste. La discussion a également porté sur l'aggravation de la crise dans tous les pays d'Europe et les tâches de construction des sections européennes.

Dans la discussion qui s'est développée autour du rapport sur la révolution politique, il a été souligné la place que tient la révolution politique dans la lutte des classes mondiale, à partir en particulier de la poursuite de la révolution politique en Pologne, invaincue malgré les coups que lui a portés la bureaucratie contre-révolutionnaire coopérant avec l'impérialisme, révolution qui demeure — avec la lutte révolu-

tionnaire des peuples d'Amérique centrale — à l'avant-garde de la marche à la révolution prolétarienne mondiale.

Nous publions dans ce quatre pages un extrait de chacun de ces deux rapports qui ont été adoptés par le Conseil général.

Le Conseil général a également adopté le rapport sur la France présentant les documents proposés par le comité central du Parti communiste internationaliste à son XXVIII^e Congrès.

Le Conseil général a également discuté les rapports présentés par deux commissions qui avaient travaillé sur des aspects de l'intervention des sections de « IV^e Internationale-CIR » en Amérique latine et en Europe.

Il a adopté deux déclarations, l'une sur la situation en Europe en relation avec la proximité des élections européennes, et l'autre sur les développements révolutionnaires en Amérique centrale et la lutte contre l'agression impérialiste.

cette région du monde de la confrontation entre d'une part, la volonté des peuples de faire valoir leur droit à disposer d'eux-mêmes et d'en finir avec l'exploitation et l'oppression, et d'autre part les forces de la contre-révolution mondiale.

Pour la IV^e Internationale, la révolution centro-américaine, aux côtés de la révolution polonaise, constitue l'un des points les plus avancés du combat de la classe ouvrière et des peuples pour en finir avec tous les régimes d'exploitation et d'oppression.

Malgré toute l'opposition internationale, qui s'exprime aussi au niveau interne aux USA, l'administration Reagan maintient l'objectif d'imposer sa « solution » militaire en Amérique centrale.

Halte à l'intervention impérialiste !

La situation actuelle exige aujourd'hui la mobilisation la plus large, concentrée sur cette exigence : non à l'intervention militaire nord-américaine dans toute l'Amérique centrale !

Cette exigence s'inscrit dans la défense du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes ; principe de validité universelle, sans le respect duquel il n'y a aucune solution possible en Amérique centrale.

Cela implique la reconnaissance et la défense du gouvernement sandiniste au Nicaragua comme étant le gouvernement légitime, issu de la mobilisation de tout un peuple.

Cela nécessite également la défense de la lutte de tous les peuples centro-américains, dont l'authentique volonté s'exprime dans le cas du Salvador par le processus insurrectionnel qui est en cours. C'est pourquoi il est aussi fondamental d'avancer et d'exiger la reconnaissance du FMLN comme force belligérante.

La dénonciation et la lutte contre l'occupation nord-américaine du Honduras, contre l'installation des bases nord-américaines et les manœuvres militaires conjointes USA-Honduras sont un sujet clé dans le contexte de la mobilisation en Amérique centrale.

En ce qui concerne le Nicaragua, sur le terrain des solutions politiques, comme l'a affirmé le FSLN, toute solution requiert une condition sine qua non : le retrait inconditionnel des forces génocides introduites par les USA au Nicaragua ; l'arrêt des attaques aux frontières depuis les territoires des pays voisins qu'exerce la contre-révolution avec le soutien militaire de la CIA et de l'armée du Honduras ; l'arrêt des survols par les avions-espions ; enfin, l'arrêt de toute agression militaire par les Etats-Unis.

En outre, comme l'a également dit le FSLN : « Le Nicaragua se voit dans l'obligation de rejeter la prétention des Etats-Unis d'imposer d'humiliantes restrictions à ses prérogatives souveraines et auxquelles il ne peut renoncer, pour ce qui concerne la défense nationale. »

« ...Le sort de toute l'Amérique latine »

Le Nicaragua et les peuples du Salvador et de toute l'Amérique centrale sont agressés et menacés par une intervention de la part de la plus grande puissance militaire du monde, les Etats-Unis, lesquels y ont d'ores et déjà concentré des équipements militaires, des navires de guerre, des avions-espions et de combat, des bases, des contingents d'infanterie de marine, etc. Il n'y a aucune solution qui puisse laisser de côté cette évidence. C'est Alfredo Vasquez Carrizosa, ancien ministre des Affaires étrangères de Colombie, qui a dit : « Si la Contadora laisse exister un précédent où la CIA organise des guerres contre un autre pays et continue à penser que cela n'a rien à voir avec les USA, c'est non seulement le sort du Nicaragua ou du Salvador qui est en train de se jouer, mais celui de toute l'Amérique latine. »

La IV^e Internationale (CIR) a participé à d'importantes initiatives qui doivent rester un point d'appui pour la campagne en défense des peuples centro-américains : la Conférence anti-impérialiste de juillet 1983 à Bogota, et la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua de décembre 1983, à Paris. Aujourd'hui, après que la délégation, approuvée par cette conférence, se soit rendue à Washington, la tâche qui se pose est le soutien à la tenue d'une conférence aux Etats-Unis contre l'intervention militaire nord-américaine en Amérique centrale.

Dans ce sens, pour notre part, nous soutenons toute initiative pratique qui aille contre la politique de l'administration Reagan ou qui contribue à y faire obstacle dans une certaine mesure, ou qui contribue à son isolement politique.

Sur le terrain de la mobilisation directe contre l'intervention impérialiste, il est nécessaire d'entreprendre toutes sortes d'initiatives : meetings, manifestations, boycott, conférences nationales anti-impérialistes, etc. ; appel à la solidarité matérielle et militaire pour le gouvernement sandiniste, soutien pratique et inconditionnel au FMLN du Salvador.

Nous combattons pour l'unité la plus large pour la mobilisation de tous les secteurs qui se réclament de la lutte démocratique et anti-impérialiste en défense des peuples d'Amérique centrale.

Non à l'intervention nord-américaine en Amérique centrale !

Respect du droit des peuples à la libre autodétermination nationale !

Défense du gouvernement sandiniste, gouvernement légitime du Nicaragua !

Appui inconditionnel à la lutte des peuples d'Amérique centrale. Pour la reconnaissance inconditionnelle du FMLN comme force belligérante !

Halte à l'occupation militaire du Honduras et aux manœuvres militaires conjointes !

Le Conseil général de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

« NON A L'INTERVENTION IMPERIALISTE CONTRE LE NICARAGUA ET LES PEUPLES D'AMERIQUE CENTRALE ! »

(Déclaration du Conseil général)

L'ADMINISTRATION Reagan développe en ce moment une action militaire globale dans toute l'Amérique centrale, dirigée en particulier contre le Nicaragua et son gouvernement ouvrier et paysan et contre le peuple salvadorien. Il s'agit de l'offensive militaire de plus grande envergure qui ait été menée jusqu'à présent : de nouvelles manœuvres conjointes Etats-Unis-Honduras à seulement 8 kilomètres de la frontière nicaraguayenne et à proximité du Salvador. 11 000 contre-révolutionnaires ont lancé depuis la frontière, aussi bien au nord qu'au sud du Nicaragua, une attaque caractérisée par les dirigeants sandinistes comme la « plus grande offensive contre-révolutionnaire qu'ait dû affronter le Nicaragua jusqu'à présent ». A tout cela, s'ajoute le minage des ports du Nicaragua, œuvre de la CIA, ce qui est partie prenante en outre d'un blocus économique de fait.

Engagement militaire croissant des USA

Le gouvernement des Etats-Unis s'engage militairement de plus en plus directement au Nicaragua, au Salvador et dans toute l'Amérique centrale. Un DC3 s'est écrasé sur le territoire du Costa Rica avec quatre Nord-Américains à son bord, alors qu'il transportait des armes pour l'organisation contre-révolutionnaire que dirige Eden Pastora ; des avions espions OV-1 Mohawk survolent en permanence le territoire salvadorien depuis le mois de février, dans des opérations de soutien contre le FMLN et le Nicaragua.

C'est dans cette même politique belliciste que s'inscrivent des manœuvres politiques comme les élections salvadoriennes qui, dans la stratégie de Reagan, sont une tentative pour « légitimer » l'aide militaire au gouvernement de ce pays, et si nécessaire pour se porter à son secours avec les marines, pour tenter d'empêcher la défaite d'une

armée démoralisée incapable de gagner la guerre, alors que le FMLN contrôle des zones entières du territoire salvadorien et que les masses populaires relancent leur mobilisation dans tout le pays.

L'impérialisme nord-américain développe une politique qui approfondit la crise des pays de l'ensemble de l'Amérique latine et en particulier en Amérique centrale, touchant les bourgeoisies mêmes des différents pays, obligées pour leur propre survie en tant que telles de tenter une résistance, encore hésitante, à cette action de l'impérialisme.

Le combat pour le front unique anti-impérialiste

Dans cette situation, la IV^e Internationale place au centre de son intervention le combat pour le plus large front unique anti-impérialiste dans les différents pays autour de la défense de la révolution centro-américaine.

Les événements en Amérique centrale se succèdent aujourd'hui avec une rapidité inusitée. Reagan, en même temps qu'il y approfondit l'intervention militaire nord-américaine, avive à un degré plus aigu encore toutes les contradictions entraînées par sa politique.

Le minage des ports nicaraguayens a suscité de vives critiques de la part de plusieurs gouvernements : du groupe de la « Contadora », du gouvernement français et d'autres pays européens.

Le 9 avril, quelques heures avant que le gouvernement sandiniste ne dépose auprès du Tribunal international de justice (TIJ) de La Haye la plainte contre les USA, l'administration Reagan s'est empressée de communiquer à cet organisme des Nations-Unies que désormais, et pour une période de deux ans, elle ne reconnaît sa juridiction pour aucun conflit en ce qui concerne l'Amérique centrale.

Le Sénat nord-américain a approuvé une résolution « demandant que soit mis un frein à l'utilisation de fonds de la CIA pour aider au minage des ports nicaraguayens ».

Reagan a cherché à faire apparaître le Nicaragua comme une « force



d'agression ». Mais il n'a réussi qu'à mettre en évidence, aux yeux de toute l'opinion publique mondiale, qui est le véritable agresseur.

Au contraire de ce que dit l'administration nord-américaine et du cadre dans lequel la bureaucratie stalinienne cherche à enfermer cette question, ce n'est pas le prétendu conflit « Est-Ouest » qui se manifeste. Il s'agit de l'expression dans

Les dossiers de Tribune

A L'OCCASION DES ELECTIONS EUROPEENNES DE JUIN 1984,
UNE DECLARATION DU CONSEIL GENERAL

Contre le Marché commun du chômage et de la misère, contre les plans d'austérité, pour les droits des peuples

Un million de travailleurs manifestent à Rome contre la remise en cause de la loi indexant les salaires sur les prix, conquête arrachée à la chute du fascisme.

En Belgique, après les grèves dans le port d'Anvers, les manifestations des métallurgistes, par deux fois, les travailleurs de Belgique répondent massivement à des appels à la grève générale contre les plans d'austérité du gouvernement Martens.

En Angleterre, après une grève générale de vingt-quatre heures des fonctionnaires soutenus par d'autres secteurs du mouvement ouvrier, contre les menaces pesant sur leur droit à se syndiquer, après les puissantes manifestations contre les plans antidémocratiques de Thatcher visant à dissoudre les conseils municipaux des grandes villes ouvrières, ce sont les mineurs qui ont imposé la grève de fait de toute l'industrie minière.

ON pourrait multiplier les exemples : en Espagne, il n'est pas de semaine qui ne soit marquée par l'action d'un secteur des masses ouvrières et paysannes, par un mouvement exprimant les aspirations nationales des peuples opprimés par la monarchie héritière du franquisme ; en Allemagne, après l'immense mobilisation du peuple allemand contre l'implantation des missiles, le gouvernement Kohl fait face, sur tous les terrains, au regroupement de la classe ouvrière contre lui ; en France, les brutales mesures de « restructuration » en Lorraine, qui signifient la suppression de 30 000 emplois dans l'immédiat et conduisent à la ruine de toute une région, précipitent la crise alors que les travailleurs manifestent qu'ils sont prêts au combat.

Alors que, pour les dix pays membre de la CEE, approchent les élections à l'Assemblée européenne, dans tous les pays capitalistes d'Europe, ceux qui sont membres du Marché commun comme les autres, les mêmes lignes de force se dégagent.

Et à ces mouvements des classes ouvrières des pays capitalistes d'Europe répond l'action des travailleurs des pays d'Europe de l'Est. Dans l'Allemagne divisée, la crise du régime bureaucratique de la prétendue « République démocratique allemande » éclate dans les phénomènes d'émigration massive, et à la levée massive du peuple allemand en RFA contre l'implantation des fusées Pershing a correspondu en Allemagne de l'Est le développement d'un mouvement pacifiste condamnant la militarisation de la RDA et la politique de l'impérialisme américain.

Et surtout, l'indomptable résistance du peuple travailleur de Pologne, rassemblé autour de son organisation syndicale indépendante *Solidarité*, reste présente dans l'action et la conscience de tous les travailleurs d'Europe.

« Le déclin de l'Europe »

« *Le déclin de l'Europe* » : cette expression sert de titre à une étude de l'hebdomadaire américain *Newsweek*, qui souligne en particulier que le « chômage dans les pays de la Communauté européenne a atteint le chiffre de 12 millions et demi et qu'il se monte à 19 millions pour l'ensemble de l'Europe occidentale. Cette année, un million de chômeurs supplémentaires s'ajouteront à cette somme. » L'hebdomadaire ajoute que même pour les plus « favorisés », les perspectives de la « reprise » sont peu encourageantes : « *La Grande-Bretagne et l'Al-*

lemagne ne dépasseront pas une croissance de 2 ou 3 % — la moitié de ce qui est prévu pour les USA —, ce qui est bien insuffisant pour entamer le chômage. »

Les constatations de la revue américaine ne font que révéler une partie de la réalité.

Ce qu'exige aujourd'hui le fonctionnement du système capitaliste d'exploitation, c'est en fait le démantèlement de ce qui constituait l'armature industrielle de l'Europe, la ruine, la désertification de régions entières. Ce qui est déjà arrivé dans certaines régions d'Angleterre, en Wallonie, ce qui menace directement l'Est et le Nord de la France indique l'avenir que le capitalisme réserve à des millions de travailleurs.



Lors de sa création, le « Marché commun » avait été présenté comme la preuve des ressources de progrès qu'aurait encore conservées le système capitaliste, comme une solution aux problèmes du continent européen, comme un moyen d'améliorer le niveau de vie des travailleurs de la ville et de la campagne.

La réalité du « Marché commun »

Aujourd'hui, en relation avec les besoins de chaque bourgeoisie comme avec la pression de l'impérialisme américain et les injonctions du FMI, les institutions de la CEE sont le moyen même de la ruine et de la

décadence, d'une « organisation » du chômage qui vise à chasser de la production des millions d'hommes et de femmes.

C'est au nom du « plan acier européen » (qui, de 1974 à 1983, a déjà fait passer les effectifs employés dans l'acier de 800 000 à 400 000) que le démantèlement des régions industrielles les plus concentrées s'accélère. Il prévoit que dans l'année qui vient, 100 000 travailleurs supplémentaires soient licenciés.

Et le caractère dévastateur du « Marché commun » vaut pour la paysannerie massivement ruinée.

Ce ne sont pas que les pays membres du « Marché commun » qui sont frappés. La crise frappe les autres avec la même intensité et le respect des « normes » correspondant aux conditions de l'entrée dans le « Marché commun » est utilisé pour justifier les plans anti-ouvriers. Par exemple, en Espagne, le démantèlement de la sidérurgie contre lequel, au nom de toute la classe ouvrière d'Espagne, se sont dressés les travailleurs de Sagunto ; par exemple, au Portugal, la menace de liquidation des chantiers navals.

Pour ne prendre que l'exemple de l'Espagne, les plans d'accompagnement de l'entrée dans le « Marché commun » signifient 300 000 licenciements dans la sidérurgie, les chantiers navals, l'électro-ménager, les

projets de loi adressés à la majorité du PSOE et du PCE siégeant aux Cortès par l'assemblée des travailleurs de Sagunto. Et le projet de loi préparé par les organisations syndicales des chantiers de La Seyne contre les licenciements dans les chantiers navals se lie à celui approuvé par l'assemblée générale des travailleurs d'une usine métallurgique en Grèce.

En fait, les gouvernements capitalistes d'Europe prétendent appliquer, sous des formes et des conditions particulières, des plans d'austérité qui attentent aux conquêtes historiques du mouvement ouvrier européen, conquêtes qui, comme la Sécurité sociale, les quarante heures, l'échelle mobile en Italie, les droits syndicaux, ont été arrachées par des décennies de lutte. Ce qui est remis en cause, c'est l'existence même des organisations indépendantes de classe du prolétariat.

La réponse des travailleurs

Mais les travailleurs ont commencé d'ores et déjà à donner leur réponse. Ils ont les mêmes ennemis.

Au projet de loi interdisant tous les licenciements adressé à la majorité PS-PCF siégeant à l'Assemblée nationale en France, et élaboré par les délégués venus de 102 entreprises de la métallurgie lors de la Conférence de Neuves-Maisons, répond le

projet de loi adressé à la majorité du PSOE et du PCE siégeant aux Cortès par l'assemblée des travailleurs de Sagunto. Et le projet de loi préparé par les organisations syndicales des chantiers de La Seyne contre les licenciements dans les chantiers navals se lie à celui approuvé par l'assemblée générale des travailleurs d'une usine métallurgique en Grèce.

Contre le gouvernement Kohl, contre le gouvernement Martens, les travailleurs d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique luttent pour les mêmes objectifs.

Lorsque fut installée en 1979 l'« Assemblée européenne », les

organisations de la IV^e Internationale ont dénoncé cette institution pour ce qu'elle était : une institution de participation à la division de l'Europe, instaurée contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, une institution antidémocratique.

L'Assemblée de Strasbourg a été instituée sur la base du déni du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur la base de la division de l'Allemagne, de la division de l'Irlande et de la perpétuation de l'occupation militaire britannique du nord du pays.

L'entrée de l'Espagne dans le « Marché commun » se ferait contre les droits des peuples basque, catalan, galicien à disposer d'eux-mêmes.

Tous les développements en Europe, depuis, ont confirmé la condamnation, au nom des intérêts de la classe ouvrière, du Marché commun et de ses institutions.

L'intensité de la crise dans tous les pays d'Europe, la crise de la CEE elle-même, la situation spécifique dans chaque pays donnent leur signification politique aux élections européennes de juin 1984.

L'instabilité et un sentiment d'impasse dominent la situation politique en Europe. Pas un seul des gouvernements des pays capitalistes d'Europe n'y échappe, qu'il s'agisse de gouvernements formés par des partis bourgeois, comme c'est le cas en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, ou de gouvernements de type « front populaire » dans lesquels des partis se réclamant de la classe ouvrière jouent le rôle principal, à la suite d'élections ayant donné la majorité parlementaire à ces partis.

Dans cette situation, c'est l'intensité de la crise économique, politique et sociale dans tous les pays d'Europe, le mouvement de la classe ouvrière, la crise dislocatrice de la CEE qui déterminent la signification politique des élections européennes de juin 1984.

L'action des sections de la IV^e Internationale en Europe

Les sections de la IV^e Internationale-CIR mèneront leur action politique à l'occasion de ces élections sous des formes diverses, mais sur une orientation qui exprime dans chaque pays le combat contre les plans anti-ouvriers du capital dont les institutions de la CEE sont un cadre et un instrument :

— contre les plans d'austérité et toutes les atteintes aux conquêtes et droits de la classe ouvrière ;

— contre le chômage et les licenciements ;

— contre le « Marché commun » et ses institutions, instruments des plans de ruine et de décadence d'un système qui n'a d'autre avenir à offrir que la décadence et la destruction de ce qu'il a édifié ;

— pour les libertés démocratiques, pour la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ainsi, le Parti communiste internationaliste (section française de « IV^e Internationale - CIR ») soutient une « liste ouvrière et paysanne d'unité, pour un parti des travailleurs » qui combat pour que la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale se déclare souveraine pour prendre les mesures d'urgence découlant des besoins les plus pressants de la classe

LA POLITIQUE DE PILLAGE DE L'IMPERIALISME US EN AMERIQUE LATINE (extraits du rapport sur le moment de la situation internationale adopté par le Conseil général)

ouvrière, et en particulier qu'elle vote sans attendre, pour les travailleurs :

— une loi interdisant tous les licenciements ;

— une loi de protection de tous les acquis sociaux ;

— une loi de moratoire pour les foyers frappés par le chômage ;

— une loi de sauvegarde du droit de tous les enfants à l'instruction, de sauvegarde de l'école publique et laïque.

La responsabilité prise par le PCI de soutenir cette liste est donnée par le refus des dirigeants du PS et du PCF de rompre avec la politique de subordination aux intérêts capitalistes.

En Irlande, la LWR (section de la IV^e Internationale - CIR), menant campagne pour le retrait de l'Irlande du Marché commun européen et pour l'unité et l'indépendance de l'Irlande vis-à-vis de l'impérialisme britannique, appelle à voter pour les représentants du Sinn Fein, mouvement républicain irlandais luttant pour que soit maintenu le rejet des fausses institutions européennes, sous la forme de la non-participation des élus au Parlement européen.

En Allemagne, la volonté et la possibilité de dire « non » au gouvernement Kohl, en particulier à sa politique de subordination à l'impérialisme US, contre l'installation des missiles et son offensive contre les postes de travail, permet à l'ISA (section allemande de la IV^e Internationale - CIR) de développer une campagne sur les mots d'ordre :

— non au gouvernement des missiles et du chômage massif ;

— non à la politique Kohl-Reagan de menace à la population ;

— Kohl-Reagan n'ont pas le droit de dénier au peuple allemand le droit de décider lui-même de son existence.

Les élections peuvent devenir un référendum contre les missiles, et c'est pourquoi l'ISA appelle au vote pour le SPD, tout en signalant le caractère positif du vote pour les Verts.

Dans tous les pays concernés par les élections européennes, les sections de la IV^e Internationale (CIR), sous des tactiques électorales particulières, combattront sur la même orientation, pour aider la classe ouvrière à la centralisation de son combat contre les plans anti-ouvriers et les institutions de la CEE, et dans ce cas, le Parlement de Strasbourg qui constitue leur couverture légale.

CONTRE LES PLANS D'AUSTERITE ET LES ATTAQUES CONTRE LES DROITS DE LA CLASSE OUVRIERE ;

CONTRE LE CHÔMAGE ET LES LICENCIEMENTS ;

POUR LES DROITS DES PEUPLES ;

CONTRE LE MARCHÉ COMMUN DU CHÔMAGE ET DE LA MISERE.

En Europe, la brutale nécessité d'en finir avec le régime du profit, le régime capitaliste, se conjugue à celle de balayer les bureaucraties parasitaires qui, là où le capital a déjà été exproprié, gèrent la société selon leurs besoins en spoliant et en opprimant les travailleurs et les peuples.

De la situation dans tous les pays s'impose la nécessité des Etats-Unis socialistes d'Europe qui s'exprime dans chaque pays capitaliste, et donc dans les pays concernés par les élections européennes, par le combat pour la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe en finiront avec les barrières artificielles dressées entre l'ouest et l'est de l'Europe par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, avec les oppressions nationales, et par conséquent permettront la coopération, dans le respect de chacun, de tous les peuples.

On trouvera ci-dessous un important extrait du rapport sur « *Le moment de la situation internationale et les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale* » adopté par le Conseil général.

Ce rapport est divisé en quatre grandes parties (« *Les éléments du tournant de la situation mondiale* », « *Une première conséquence de ce tournant : une situation révolutionnaire d'ensemble en Amérique latine* », « *Quelques expressions du tournant de la situation mondiale en Europe* », « *Nos tâches* »).

C'est de la deuxième partie consacrée à l'Amérique latine qu'est tiré le chapitre intitulé « *La politique de pillage de l'impérialisme américain* ».

L'IMPERIALISME US amorce une politique qui vise à réduire radicalement la part de la plus-value que s'appropriait la bourgeoisie en Amérique latine, ce qui tend à modifier tous les rapports sociaux et politiques de chaque pays. La tendance inscrite dans cette politique conduit à un point où la bourgeoisie, sous la double pression de l'impérialisme et de la montée du mouvement des masses, est de plus en plus incapable de contrôler la situation.

Le produit intérieur brut d'Amérique latine a diminué d'environ 1 % en 1982, et de 3,3 % en 1983, selon la CEPAL, ce qui n'était pas arrivé durant les 40 dernières années. Au Brésil, l'estimation la plus optimiste est de -5 % pour 1983. Le déficit de la balance des paiements de tout le continent atteint 14 milliards de dollars et la dette extérieure se monte à 270 milliards de dollars (310 fin 1983), le paiement net d'intérêts et bénéfices dépassant les 34 milliards de dollars par an. Tout cela se combine à une nette réduction des entrées de capitaux qui sont passés de 42 milliards de dollars en 1981 à 19 milliards en 1982 et 4,5 en 1983.

Si cela représentait en 1970 une « évasion » de devises de l'ordre de 20 % des exportations du pays, en 1982, la proportion parvient à 93 % de ces exportations.

La nature de la dette externe

Il est intéressant de voir la comparaison établie par Pierre Dhonte, chargé de mission de la Caisse centrale de coopération économique :

« *Il y a une grande différence entre la dette des pays en développement et celle des pays industrialisés : la dimension de la dette des premiers est incomparablement plus élevée que celle des seconds ; alors qu'ils recourent désormais à l'intermédiation financière extérieure dans des conditions analogues à celles des pays industriels, ils le font à une échelle beaucoup plus vaste. On ne peut comparer par exemple les engagements bancaires internationaux des deux groupes, par rapport à leurs exportations de biens et de services, en 1975. La différence est impressionnante. Considérant d'abord les encours, les données de la BRI indiquent que les avoirs des banques déclarantes, y compris les créances interbancaires, sur les Etats-Unis, correspondaient à 21 % des exportations de biens et de services de ce pays ; ce rapport était de 47 % pour le Japon, 86 % pour le Royaume-Uni, 33 % pour la France, 28 % pour l'Allemagne, soit un champ assez ouvert, mais à l'extérieur duquel se situent nettement les rapports correspondants pour les pays en développement : 217 % pour le Mexique, 149 % pour le Brésil, 128 % pour le Pérou, par exemple (...). La différence de degré est grande au point d'être une différence de nature.* » (Notes et Etudes documentaires N° 4521-22)

Le haut taux d'intérêt du dollar, monnaie en laquelle se trouvent libellées la majeure partie des dettes, aggrave à un point insupportable cette situation, sans amélioration

substantielle — étant donné la crise économique mondiale, la contraction du commerce et le protectionnisme croissant — des exportations des pays coloniaux et semi-coloniaux, ce qui, comme nous l'avons vu, ne se limite pas à ces derniers en exacerbant la guerre commerciale et économique entre les différentes puissances impérialistes.

Comme l'affirme le journal brésilien *O Trabalho* :

« *Dans ce cadre, ce sont les relations politiques elles-mêmes qui sont remises en cause par l'impérialisme américain, face à ses propres nécessités. Les déclarations du Secrétaire d'Etat américain au sujet du vote du décret-loi 2045, la nomination d'un banquier américain pour administrer la dette brésilienne ne sont pas une caricature, mais intègrent les rapports que l'impérialisme cherche à imposer, en attaquant y compris l'indépendance formelle des pays arriérés par le biais d'une ingérence "coloniale" de la métropole impérialiste sur les pays latino-américains.*

« *Le plus puissant des impérialismes cherche en réalité à exporter les effets de la crise mondiale du système capitaliste en faisant retomber ses effets sur le dos des autres pays impérialistes et sur les pays arriérés.* » (*O Trabalho*, n° 230, 3 février 1984)

Une situation aggravée

Signalons enfin en ce qui concerne les exportations de l'Amérique latine — continent qui reste un continent exportateur de matières premières non transformées, mais qui importe des produits manufacturés, biens d'équipement et capitaux — que les prix moyens des produits de base (à l'exception des combustibles) ont baissé en dollars courants de 16 % entre 1980 et 1981 et à nouveau de 16 % entre 1981 et 1982. Pour les principaux produits d'exportation latino-américains qui, ensemble, représentent une large proportion des rentrées totales de l'exportation, la chute enregistrée entre le 1^{er} janvier 1980 et le 31 décembre 1982 a été la suivante : café 20 %, sucre 70 %, cuivre 32 %, viande bovine 25 %, coton 22 %, minerai de fer 4 %, soja 18 %, cacao 33 %, maïs 34 %, farine de poisson 32 %, laine 20 %, étain 24 %. Certains prix ont été épargnés durant cette période notamment ceux de la banane et de la bauxite qui ont augmenté respectivement de 5 % et de 0,6 %. Si l'on considère cette tendance des prix en termes de dollars constants, la chute s'avère encore plus grave. En effet, pour un nombre considérable de produits, les prix constants de 1982 se situaient au-dessous de la moitié de leurs niveaux de 1950. L'affaiblissement de la demande due à la récession des économies industrielles (qui continuent d'absorber près de 70 % des exportations de produits de base en provenance des pays semi-coloniaux) a influé défavorablement sur le volume total des exportations latino-américaines, qui avaient connu une expansion annuelle moyenne à un rythme élevé et soutenu de 8,7 % entre 1976 et 1981, mais stagnaient complètement en 1982. Si l'on considère que les produits de base représentent encore près de 80 % de la valeur totale des

exportations latino-américaines (et si l'on exclut le pétrole, près de 40 %), cette chute des prix a eu un impact important sur les économies des pays de la région.

Cité par le bulletin ALAI, le directeur de la division du Commerce extérieur de la CEPAL, Guillermo Maldonado affirme ses préoccupations : « *D'une part, la peur qui existe dans la région à cause des résultats économiques qui ont mis les gouvernements dans l'obligation d'adopter une série de mesures d'un coût politique très élevé, en particulier pour les pays qui sont en train de tenter d'affermir des processus démocratiques, et d'autre part la constatation que chaque pays, considéré individuellement, a un pouvoir faible, si ce n'est nul, de négociation pour surmonter la crise. Une manifestation évidente en est le fait que pour pouvoir recevoir des aides de quelque manière que ce soit, ne serait-ce que pour payer les intérêts de la dette, il est nécessaire de se soumettre à un grand nombre de conditions établies par le Fonds monétaire international auquel le système bancaire international a conféré un rôle singulier dans cette crise.* » (ALAI, février 1984).

Mais, en contrepartie de son intervention, le FMI impose au gouvernement mexicain (et à tout gouvernement dans la même situation) un programme économique draconien destiné à faire retomber sur les masses la facture du désastre. La « lettre d'intention » que le nouveau gouvernement de Miguel de la Madrid a adressée au FMI résume ce programme. L'aliénation officielle de l'indépendance du pays sur le plan de sa politique économique est le préalable à l'obtention de l'aide du Fonds.

Du Mexique, le Fonds a obtenu l'engagement de réduire brutalement les dépenses publiques (et par conséquent, les prestations sociales qui en dépendent), de libérer les prix de quelque 3 000 produits, d'alléger le contrôle des changes, de relever brutalement les services publics et les impôts.

Le FMI demande un strict contrôle des salaires. Enfin, le rappel à la tête de la Banque centrale mexicaine de Mancera, opposé à la nationalisation des banques, et leur dénationalisation partielle, sont à l'évidence des gages supplémentaires de bonne volonté fournis au FMI et à ses membres.

Au moment même, fin décembre, où le Mexique obtenait à Washington un prêt du FMI, le nouveau président, Miguel de la Madrid, envoyait en effet au Parlement mexicain, qui l'adoptait, un projet de loi instituant une reprivatisation des banques à concurrence de 34 % de leur capital. »

Tendance à la recolonisation et marche vers une situation révolutionnaire

Les limites imposées à cette tendance de l'impérialisme US à la recolonisation sont celles du développement d'une situation révolutionnaire que sa politique alimente en renforçant la crise de tous les régimes et conduisant à un véritable affaissement de

toutes les structures sociales et économiques.

C'est la compréhension de cette situation qui a permis à « IV^e Internationale (CIR) », à ses sections et militants qui savent que dans la crise révolutionnaire, seule l'intervention du prolétariat peut, à condition d'avoir préalablement construit un parti révolutionnaire, transformer les conditions objectives favorables en révolution prolétarienne victorieuse, de réaliser sur la base du front unique anti-impérialiste, la Conférence latino-américaine de Bogota et, en liaison avec le combat pour le jonction avec le prolétariat international, la Conférence de Paris en défense du gouvernement et de la révolution nicaraguayenne. Ainsi est démontrée la capacité pratique de toutes les sections à utiliser au compte du prolétariat les contradictions et crises engendrées par la politique de l'impérialisme US envers l'Amérique latine.

Le même bulletin, analysant le document de base élaboré par la CEPAL, dit : « *Une application continue de ces politiques récessives (dictées par le FMI) pourrait, comme le signale le document de base, engendrer un déclin dans l'activité économique, des chutes de l'investissement et y compris des destructions de l'appareil productif qui affecteront non seulement les niveaux actuels de consommation et de bien-être, mais aussi la capacité de reprise future des économies. Avec le danger consécutif de compromettre les limites de la tolérance sociale et politique de nos sociétés.* »

D'autre part, un article de l'important journal brésilien *A Folha de Sao Paulo* affirme : « *A aucun moment dans le monde de l'après-guerre le Brésil ne s'est vu dans une situation aussi contraignante. Soumis à des pressions extérieures, frappé dans la fragilité de la place qu'il occupe, cédant aux intérêts des banquiers internationaux, le pays accepte non seulement que lui soient imposées des lignes de politique économique par une institution sans engagements majeurs envers la nation — le FMI —, de même il accepte passivement la continue ingérence du Fonds dans les décisions intérieures, dans une agression ouverte contre les principes de nation indépendante. Et, contrainte majeure, le FMI a un accès direct à tous les bureaux officiels, une entrée franche dans tous les organismes, contrôlant tout et tous, exigeant insatiablement l'ouverture de nouvelles archives, la lecture de plans et de programmes, entraînant des actions et des omissions, rejetant des objectifs et en refaisant d'autres qui devraient être nationaux, dans le plus pur style d'agents de la métropole dans le Brésil colonial.* » (FSP, 19 février 1984).

La tendance à la recolonisation est loin d'être une clause de style et il faut être influencé par l'idéologie impérialiste pour considérer que la désignation d'un banquier américain pour administrer la dette brésilienne, l'occupation militaire du Honduras et de Grenade, de même que la politique du FMI, traduisent la volonté de l'impérialisme d'aider les bourgeoisies locales à résoudre leurs problèmes sans exigences démesurées.

EXTRAITS DU RAPPORT SUR LA REVOLUTION POLITIQUE (adopté par le Conseil général)

La pression impérialiste et les relations URSS-USA

Le Conseil général a adopté un rapport sur la révolution politique dont nous publions dans cette page un extrait consacré à « La pression impérialiste, ses conséquences et les relations URSS-USA ».

Ce rapport dont le point de départ est la poursuite de la révolution politique en Pologne examine l'impasse de la bureaucratie dans cette situation, analyse le développement du mouvement d'organisation indépendant de la bureaucratie, montre en particulier l'échec des « plans » successifs de la bureaucratie du Kremlin face à la résistance de la classe ouvrière soviétique et revient sur la place de la question nationale dans la révolution politique.

LES conséquences de la pénétration du capital financier dans les pays où la propriété privée a été expropriée peuvent se mesurer par la situation de faillite dans laquelle se trouve d'ores et déjà la Yougoslavie.

La Yougoslavie est aujourd'hui endettée de plus de 20 milliards de dollars dont 5 milliards devaient être remboursés en 1982. Les exportations cette année n'ont rapporté que 8,7 milliards de dollars au lieu des 14 milliards escomptés. Pour la première fois depuis 30 ans la production industrielle n'a enregistré qu'une progression symbolique de 0,6 % au lieu des 3,5 % prévus par le plan.

Le bilan de 1983 : la situation s'annonce plus catastrophique encore avec un objectif de 1 % de croissance, le plan 1983 est jugé trop « optimiste ». Le chômage touche aujourd'hui 800 000 personnes et les coupes claires de 20 % au moins dans les investissements pourraient mettre plus de 200 000 travailleurs supplémentaires au chômage. Les projets de participation aux dépenses de santé, de baisse du niveau de vie comme de hausses importantes des loyers se heurtent directement à la résistance de la classe ouvrière. De nombreuses grèves se sont développées suite au retard de paiement des primes de vacances et des salaires. La bureaucratie a dû pour le moment reculer sur le blocage des salaires. Il y a situation de pénurie de produits de première nécessité (huile, lessive, coton hydrophile, viande, médicaments) qui aboutit au rationnement de certains produits.

Subordination accrue à l'impérialisme

Cette situation dans laquelle se débat la bureaucratie yougoslave a conduit à rechercher une subordination accrue à l'impérialisme ; le 17 septembre 1983, lors d'une visite officielle de 48 heures en Yougoslavie, le vice-président des Etats-Unis Bush déclarait : « Les Etats-Unis sont disposés à continuer d'aider la Yougoslavie à sortir de la crise économique — les Etats-Unis sont déjà à l'origine de divers prêts à ce pays d'un montant total de 3,8 milliards de dollars pour la seule année 1983 —, ajoutant que son gouvernement apportait son ferme soutien aux efforts déployés par le gouvernement yougoslave pour créer des bases économiques solides. »

Le vice-président des Etats-Unis se félicitait des premières mesures de deux plans de stabilisation qui ont entraîné une forte diminution du niveau de vie et cette pénurie de produits de première nécessité ! La pénétration du capital financier a comme objectif la liquidation de la propriété d'Etat : on l'a vu en Hon-

grie au début de l'année 1983, diverses mesures ont été prises en faveur des entreprises mixtes à capitaux étrangers... Exemption des droits de douane nationaux, assouplissement des réglementations sur le commerce extérieur et les devises étrangères. Notons pour y revenir le degré limité de cette pénétration du capital financier, puisqu'en Hongrie depuis 1972, c'est seulement 11 entreprises mixtes qui ont été créées.

Quels que soient les gouvernements qui se sont succédé depuis 1917, les gouvernements impérialistes, y compris US, plus ou moins fortement selon les conjonctures, ont constamment fait pression sur l'URSS par des mesures de blocus et de pression militaire.

Relations économiques et « buts politiques »

M. Myer Raschiz, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires économiques de l'administration Reagan, rappelait le cadre général fixé par l'impérialisme US dans ses relations avec l'URSS : « Les relations économiques Est-Ouest doivent refléter, renforcer nos buts politiques qui sont d'influencer le comportement des gouvernements communistes, qui servent les intérêts vitaux des Etats-Unis et de leurs alliés. »

S'il est nécessaire de réaffirmer que la politique de l'impérialisme US, telle que Reagan lui-même n'a cessé de le déclarer, n'est pas d'aboutir à un « blocus » total de l'Union soviétique, la question centrale pour l'impérialisme est celle des mesures de contrôle des investissements et du contrôle sur les accords économiques et militaires.

La pression économique de l'impérialisme ne cesse ainsi de s'exercer. Il est significatif de constater que de ce point de vue les échanges entre l'URSS et les USA ont augmenté de 50 % en 1981. Mais, en même temps, on constate qu'entre 1975 et 1981 les échanges globaux et les pays de l'Est d'une part, les pays capitalistes de l'autre ont moins progressé que la progression globale des échanges mondiaux.

En Roumanie comme en Pologne, la pénurie a conduit aussi à des mesures de rationnement. En Allemagne de l'Est, les restrictions forcées ont été imposées (viande) pour exporter vers les pays capitalistes afin de faire face à la dette extérieure, en même temps que des restrictions sévères ont été faites aux importations. Cela confirme pleinement que pour peu important que soit le commerce global de l'URSS et des pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme en valeur absolue, la dépendance des bureaucraties de l'URSS et des pays de l'Est ne se manifeste pas seulement

par la quantité de leurs importations mais par leurs exportations elles-mêmes pour l'achat de devises. En ce sens, le doublement des exportations des pays de l'Est et de l'URSS en dollars, tandis que les importations n'ont crû qu'à un rythme inférieur à la progression générale des échanges mondiaux, ne traduit pas une émancipation, mais une subordination plus grande au marché international.

L'année qui vient de se terminer n'a pas sensiblement modifié ces données fondamentales, en dépit de certaines déclarations formelles de Reagan. Et pourtant, ce n'est pas faute que la bureaucratie n'ait pas répondu aux déclarations des officiels américains qui leur demandent de s'associer plus étroitement à leur politique contre-révolutionnaire. C'est ainsi qu'après avoir signalé les « profondes divergences entre l'URSS et le monde occidental », le secrétaire d'Etat américain G. Schultz a réaffirmé « la volonté des Etats-Unis de rechercher un dialogue constructif avec les dirigeants soviétiques car les Soviétiques ne peuvent s'attendre à une amélioration des relations Est-Ouest s'ils cherchent à profiter des tensions et à soutenir ceux qui encouragent le désordre ».

Schultz, dans cette déclaration prononcée le 15 juin 1983, proposait « la participation soviétique aux efforts internationaux pour résoudre des conflits régionaux, en Afrique du Sud et au Proche-Orient par exemple ».

Si l'Amérique centrale n'est pas mentionnée, c'est évidemment en raison de la participation de Cuba ; il reste que l'aide du Kremlin à la politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme a été et est totale aussi bien en Afrique du Sud qu'au Proche-Orient et ailleurs. Cela sans que la bureaucratie ait obtenu de sérieuses contreparties. La pression militaire continue à s'exercer.

Les conséquences de la priorité à l'armement

La nécessité pour la bureaucratie du Kremlin de conserver une progression stable de l'effort militaire en dépit des difficultés économiques qui expliquent la baisse brutale des investissements constatée dans le XI^e Plan démontre que l'impérialisme US ne relâchera pas sa pression. La priorité à l'armement grève considérablement l'économie de l'URSS. La priorité à l'armement dans la société civile, le non-investissement productif consécutif à cette priorité militaire entraînent des coûts de production accrus des matières premières et des productivités basses, y compris dans le domaine de l'extraction pétrolière ou du gaz sur lesquelles sont fondées la recherche de devises.

L'accroissement d'investissement requis pour tenir le plan est estimé aux alentours de 4,5 % au lieu du taux de 2 % prévu. C'est dire que le taux retenu risque de ne permettre qu'une croissance à peine supérieure à 2 % par an au lieu de 3,5 %, 3,8 % fixés par le plan. Le manque à investir de l'économie devrait, selon les bureaucrates, être compensé par un regain « d'efficacité, de rendement et d'activité » des citoyens soviétiques. La politique d'armement dictée par l'impérialisme US aboutissant au sacrifice de l'investissement à ses conséquences dans tous les domaines : énergie, agriculture, technologie, entraînant un renforcement de la dépendance de la bureaucratie vis-à-vis de l'économie mondiale pesant sur l'économie soviétique par

les importations, les crédits, l'endettement.

Selon les estimations des capitalistes, l'URSS consacre aujourd'hui de 11 à 13 % de son produit national brut aux dépenses militaires. Avec la simple poursuite des tendances actuelles, les efforts militaires absorberaient plus de la moitié de la production de machines et de celle du travail des métaux dans les années 1985-1990. Pour atteindre les objectifs de consommation du 11^e plan quinquennal, il serait nécessaire de freiner considérablement la croissance des dépenses militaires. Le simple maintien au taux actuel ferait chuter la progression de la consommation à 0,87 % par an dans le 11^e Plan et à 0,14 % dans le 12^e Plan.

Un lourd fardeau

Combinant blocus économique et politique de surarmement, l'impérialisme US, par une pression frontale exercée sur la bureaucratie du Kremlin, combat sans cesse pour réintégrer dans le marché mondial les pays d'où il a été évincé par l'expropriation.

La production de moyens de destruction, nécessaire volant d'entraînement de l'économie capitaliste, constitue un fardeau pour l'économie de l'URSS et des pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme. Toutes les sources statistiques — des impérialistes ou des représentants de la bureaucratie elle-même — montrent que le taux annuel de croissance a diminué rapidement ces dernières années, pour passer de 6 % dans les années 1950 à 3,1 % de 1976 à 1979.

Dès 1981, dans le droit fil de la continuité de la politique américaine, sous une forme plus ou moins pressante, mais qu'il entend poursuivre avec force et constance, selon les conjonctures mondiales, Reagan a déclaré (3/9/81) : « Ou bien nous aurons des réductions légitimes et vérifiables des armements, ou bien les Soviétiques se trouveront dans une course aux armements qu'ils ne peuvent gagner. »

Et, constamment, les déclarations des officiels américains frappent sur le même clou. Reagan « souhaite que des experts américains puissent assister sur place aux expériences soviétiques ».

La question des accords vérifiables

Le porte-parole du gouvernement américain Larry Speakes avant leur installation : « Nous sommes prêts à des concessions sur les euro-missiles », mais il nous faut des « accords vérifiables ».

Un autre ministre US, Eagleburger : « Il n'y aura pas d'accord sur la réduction des armements sans accords vérifiables sur place. »

On peut multiplier à l'infini ces déclarations dont le but était caractérisé par William Clark, intime du président, qui déclarait le 22 mai 1981 : par notre politique, « l'objectif des Etats-Unis est d'obliger les Soviétiques à faire des réformes dans leur pays ».

Objectif que le porte-parole de la Maison Blanche Larry Speakes reprenait en ces termes : « Le président Reagan souhaite influencer sur la politique intérieure de l'URSS par des pressions commerciales et économiques. » En y ajoutant la pression militaire décisive, les pressions commerciales et économiques sont les

armes de l'impérialisme pour « obliger les Soviétiques à faire des réformes dans leur pays ».

Les conditions générales de la politique américaine à l'égard de l'URSS qui sont ainsi parfaitement définies se heurtent néanmoins à des contradictions multiples. Il y a les contradictions propres à l'impérialisme US (la vente des céréales). Il y a celles qui l'opposent à ses alliés impérialistes (affaire du gazoduc). Ces contradictions, néanmoins, ne modifient pas fondamentalement l'orientation générale de la politique américaine. Plus importantes et décisives sont les préoccupations américaines à l'égard de la situation intérieure des pays de l'Est. En Pologne, l'impérialisme US, et les autres impérialismes, avec l'aide au moins d'une partie de la haute hiérarchie de l'Eglise, ont ouvert des négociations avec Jaruzelski afin de trouver contre les masses des solutions allant dans le sens du rétablissement d'une certaine stabilité politique. En URSS même, les pressions économiques, militaires, diplomatiques se combinent avec une attention soutenue pour éviter que la situation n'atteigne le seuil de l'explosion.

Dans une revue du capital financier américain, *The Banker*, on lit : « L'URSS est dans une position de déséquilibre qui peut devenir très dangereuse pour tout le monde. »

La politique américaine évolue ainsi difficilement entre les deux lignes fondamentales et contradictoires qui ne sauraient être dissociées : œuvrer par tous les moyens à la pénétration du capital en Union soviétique et dans les pays de l'Est, politique que facilitent les tendances au restaurationnisme inhérentes à la bureaucratie, et tenter de prévenir avec la bureaucratie de nouveaux développements de la révolution mondiale.

La force des nouveaux rapports de propriété

Tout au long de ce rapport, nous nous sommes efforcés de montrer la force des nouveaux rapports de propriété édités en 1917. Un dernier élément à verser à ce sujet :

Alors qu'en Hongrie sur la base de la défaite de la révolution hongroise des conseils en 1956, la bureaucratie a pu s'engager apparemment fort loin dans une politique de réformes, et cela depuis de nombreuses années, « seulement 3,6 % de tous les ouvriers travaillent dans le secteur privé de l'économie. Dans le commerce intérieur, le secteur privé atteint seulement 1 % du chiffre d'affaires total. »

Le dirigeant social-démocrate de droite hongrois doit constater : « Ces chiffres montrent les limites étroites des réformes », ajoutant : « La grave situation économique et l'endettement représentent une raison pour s'inquiéter pour l'avenir. »

Dans tous les pays de l'Est en URSS même, la question de l'avenir des nouveaux rapports de propriété est celle de la survie physique d'un prolétariat puissant, pour qui le maintien au pouvoir de la bureaucratie est devenu un danger mortel, et qui déjà a accumulé cette profonde et ample expérience politique qui a conduit à la constitution de ces multiples groupes « d'opposition », signes qu'ici également la classe ouvrière a déjà amorcé la reconstruction de sa conscience politique sur un nouvel axe.